- DIMANCHE 16-LUNDI 17 NOVEMBRE 1986

Carrefour

du développement

M. Yves Challer est prêt à se rendre à la justice.

PAGE 16

Les manifestations

en Algérie

Il y aurait eu quatre morts

PAGE 4

Le pétrole

à 18 dollars ?

Le comité des prix de

l'OPEP recommande une

PAGE 16

Le Futuroscope

de M. Monory

Poitiers mise sur les télé-

hausse du baril.

communications.

à Constantine.

Washington-Téhéran: realpolitik

Ţ

définitivement de l'Iran, pays qu'ils considèrent comme la plue important d'une région hautement straigique. Ainsi pourrait-on résumer l'argumantation avancés par M. Reagan pour justifier la reprise Téhéran, et notamment le fourniture d'une « petite quantité la capitale iranienne per M. Robert McFariane, ancien conseiller de la eon Blanche pour les affaires de sécurité, tout comme ces livraisons de pièces détachées pour les chasseurs iraniens, sont en contradiction flagrante avec la politique officiellement affichée à Washington: pes de négociation avec la République islamique — un régime qui perraine le terrorisme - et embargo sur

on Blanche, et la «virage» a d'ailleurs été préparé per une petite équipe de conseillers du président, presque en catimini. sans, apparemment, que le secré-taire d'Etat, M. George Shultz, ou le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, en alent été

Ue quoi s'agit-il ? pétrole et en gaz neturel, une armée puissante, et plusieurs cen-taines de kilomètres de frontière avec l'URSS, l'Iran est un pays que ne pourra longtemps négliger Washington. Certes, il est encore trop tôt pour renouer avec un régime qui considère les Etats-Unis comme le « grand satan » et leur offigea une humiliation sans précédent, en 1979, en prenent leurs diplomates en otage à Táhéran. Meis l'avenir se prépare... Et l'évolution de la politique américaine dans la région est prise très au sérieux par les pays erabes modérés, aliés de l'irak, qui ont d'ores et déjà fait part de leurs

A Téhéran, les dirigeents iraniens font preuve d'une prudence qui térnoigne peut-être des divi-aione du régime face à l'« ouver-ture » américaine : « il n'y aura pasde réconciliation avec l'Amérique », a dit le président Khomeni, «tant que les Etats-Unis conser-veront leur esprit d'agressivité et d'hégémonisme (...) ainsi que leur soutien au régime sioniste. ». Ce sont là, toutefois, des réserves assez générales et qui ne ferment pas la porte.

Il reste que la rai-sonnement de la Maison Blenche serait plus convaincent « Il n'y avait ausei l'affaire des otages. A en croire le presse d'outre-Atlantique, Il y a eu, depuis dis-huit mois, trois fyraisons d'armes américaines à l'iran ; et à chaque fois — coincidence ? — un otage américain aux mains d'intégristes chiites proiraniens au Liban a été libéré. M. Reegen a ou beeu assurer sur tous les tons qu'en aucun cas il ne accinentate et des sou bails s'eu s'est agi d'un quelconque troc ou reit à un refus estégorique de Pes négociation avec la terro-pose, il n'a pes persuadé. Au pole. Il in per persona. Au prigrès comme dens le preses, en impreche d'avoir cédé sux pre-le d'otages et ruiné, en partie, d'atages et ruiné, en partie, d'atages et d'atages entre à l'atages personal le Syrie, annoncées portre le Syrie, armonoses manifed, qui dissiperont l'impres-sion que la Maison Blanche tient un

(Lire not informations page 3.)

1.0

Un adolescent a été tué par balles, samedi 15 novembre, à Thio, sur la côte est de la Nouvelle-

Calédonie, au cours d'affrontements qui ont opposé indépendantistes et militants du RPCR. La victime est un jeune caldoche. Ce regain de violence intervient alors que M. Tjibaou doit être reçu, lundi, par M. Chirac et, mercredi, par M. Mitterrand.

Un jeune caldoche

a été tué à Thio

mort, Steeve Fels, quatorze ans, un rovistes du FLNES hlessé par balles et plusieurs blessés a été instauré à Thio. légers atteints par des jets de pierres. Ils se sont produits au terme d'une réunion publique organisée par M. Jacques Lasseur, député RPR, dans une zone de tension chronique, Thio, symbole du conflit entre indépendantistes et partisans du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République française. Ils manifes-tent combien le retour au calme sur le territoire, dont se prévalait le gou-vernement depuis les élections législatives, reste précaire, malgré la pré-sence sur place de 8 000 militaires. Le RPCR a immédiatement exigé

du hautcommissaire qu'il prenne des

tchadien, sur le terrain, de durs

affrontements out repris au nord du seizième parallèle. Approu-

vant de facto les efforts du prési-

dent Hissène Habré pour recon-

quérir la partie de son territoire

occupée par les Libyens, Paris va

augmenter sensiblement son aide militaire à N'Djamena. Le gou-

vernement français semble esti-

mer en effet que le conflit a changé de nature, à la suite des

ralliements d'une partie de l'opposition tchadieme : une

guerre tchado-libyenue succède à

une « guerre de chefs ».

LOMÉ

Les affrontements ont fait un mesures d'urgence contre « les ter-nort, Steeve Feis, quatorze ans, un roristes du FLNKS », le couvre-feu

Cette violence place M. Tji chef de file des indépendantist dans une situation difficile. Devant M. Chirac, hundi, puis M. Mitter-rand mercredi, le dirigeant du FLNKS comptait engager la négo-ciation sur les conditions d'organisabaou est porteur d'un mandat qui exprime une ligne modérée. Le FLNKS avait, en effet, choisi Paction diplomatique phuôt que

(Lire nos informations page 5.)

Violences en Nouvelle-Calédonie | L'avis négatif du Conseil d'Etat

M. Chalandon maintient son projet de prisons privées

Malgré l'opposition du Conseil d'Etat, M. Chalandon maintient son projet de prisons privées. Ce texte, dont la discussion et l'adoption en conseil des ministres sont toujours prévues pour le mercredi 19 novembre, ne sera qu'à peine amendé. C'est ce que déclare la chancellerie, décidée à ne tenir compte que des « remarques rédactionnelles » formulées par les conseillers d'Etat.

Cette opposition de l'assemblée du Palais-Royal est le deuxième obstacle sur lequel le garde des sceaux aura buté en une semaine. Lundi 10 novembre, M. Jacque Chirac avait reduit à 15 000 lits les 25 000 places de prison que M. Chalandon souhaitait confier an privé. Jeusi 13, les conseillers d'Etat out dit «non», pour des raisons de principe, à la privatisa-tion. Lundi 17 débutera une grève des écrous, décidée par les syndicats de gardiens de prison pour une fois unanimes, afin de protes-

ter contre le projet Chalandon. D'autres moments difficiles attendent, plus tard, le garde des Conseil constitutionnel, dont l'avis du Conseil d'Etat préfigure peut-être le futur veto.

Heureusement pour M. Chalandon, il ne s'agit, anjourd'hui, que d'un avis, en principe secret. Le gouvernement peut passer outre comme il l'a fait pour la réforme du code de la nationalité. autre projet Chalandon « recalé » ent par le Conseil d'Etat. Aux prises avec les rebuffades de celui-ci, le garde des sceaux est

devenu philosophe. BERTRAND LE GENDRE.

(Lire la mute page 8.)

pius extrême pradence.

Qu'a-t-il dit pour l'essentiel ? Que l'affaire tchadienne a changé

de nature; qu'elle est en passe de

perdre son caractère de guerre

civile pour n'être plus qu'un conflit

international opposant deux Etats.

Avant d'évoquer « le mouvement de réconciliation qui s'amorce

[entre factions tchadiennes], qui ne cesse de s'amplifier ». M. Mit-

terrand avait notamment déclaré :

« Le jour viendra où ce pays fera,

j'en suds convaincu, et j'exprime la

volonté de la France, la démons-

tration de la vanité des entreprises

de menace, le jour où le patrio-

PAGE 7

de la Révolution Il faut « redonner à la France son rôle de conscience universelle ». nous déclare M. Michel

PAGE 6

L'université islamique de Gaza

«Le Prophète est notre chef, la guerre sainte notre

PAGE 3

L'anarchie sur la FM

TDF ne veut plus jouer le rôle de gendarme. PAGE 16

Le sommeire complet se trouve page 16

Les rapports entre le président de la République et le premier ministre

De la «guerre des chefs» à la «guerre de libération»? sur nous! Je dirais même plus: Vous pouvez compter (Dajeto HERGE)

SUP nous!

Paris prend acte des ralliements de l'opposition tchadienne

de notre envoyé spécial

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

AU SOUTH OF CHANNE OF STREET, OF THE STREET, OF THE

Au sonandre ou rumero de novembre

Spécial Suisse

Remodritte avec Marcel Roulet

Cartes Postales du Séries

Outre le Tchad, plusieurs autres sujets ont été traités à Lomé, mais il s'agit de problèmes plus «éter-nels», comme ceux de l'Afrique Wife Market PELISTES

PHILAILAND

PHILAILA

continent noir et la dette africaine. Et cela, même si MM. Mitterrand et Eyadema out relancé l'idée d'un plan Marshall des pays de Nord au bénéfice de tous les pays du Sud. Le changement de données du problème tchadien, qui avait été entériné par le président Mit-

PLANTE

terrand dans l'interview diffusée mercredi dernier par Radio-France internationale, a été souligué d'une manière beaucoup plus nette encore vendredi matin par le président de la République, auquel il revenait, de concert avec le président du Togo, de définir les travaux du sommet. Les propos de

tisme de chacun de ses fils l'emportera sur les querelles d'hier. Alors, on verra clairement où se trouve l'origine d'un conflit qui se trouve aujourd'hui devenu international.»

JACQUES AMALRIC. (Lire la suite page 4.)

L'âge du capitaine

Dans un entretien à Phebdo-madaire Valeurs actuelles, daté 17 novembre, M. Chirac donne sou point de vue sur ses relations avec le président de la République. M. Mitterrand a, pour sa part, exposé sa conception de ces rapports dans un entretien publié par le Point.

M. Mitterrand esquisse une sorte de vade mecum pour ses suc-cesseurs. Il tire de la cohabitation in leçon que s'établira une nou-velle pratique, un nouvel équilibre des pouvoirs différent à la fois de l'exécutif trop faible de la III- et de la IV République et du « pou-voir de fait excessif » du chef de l'Etat de la V République... jusqu'à sa propre élection. Et M. Mitterrand assure : « La

ter que rien de ce qui se pratique depuis le 16 mars n'est encore irréverable et ne peut permettre de préjuger de l'avenir. Le com-portement des deux actuels responsables du pouvoir exécutif a été guidé par le cadre des institutions et inspiré par le souci de ne pas ouvrir la crisc. Mais mul ne peut affirmer, aujourd'hui, que le partage des responsabilités se endra si la cohérence s'établit de nouveau entre la majorité présidentielle et la majorité parle-

De Gaulle lui-même avait tranché en disant le 31 janvier 1964 : «On ne saurait accepter-qu'une dyarchie existât au sommet.» M. Mitterrand ne peut éviden-mest souscrire à cette formule qui était une de celles qu'il dénonçait en 1967 comme une des causes du - coup d'Etat permanent - dont il

La démonstration de cette pré- accusair de Gaulle. Tous ses diction reste, naturellement, à propos, cependant, reslètent bien faire. On pent, toutefois, consts- la conception « prééminente » (il emploie ce mot) qu'il se fait du rôle du chef de l'Etat au sein du pouvoir exécutif. C'est même l'objet de la démonstration qu'il tente de faire dans son interview. D'ailleurs, le président de la République par le biais du rappel de sa « philosophie » ne résiste pas à la tentation d'intervenir sur les choix de politique intérieure faits par le gouvernement (droit de licenciement, privatisation, audiovisuel, Nouvelle-Calédonie, réforme électorale, expulsions, nationalité, etc.).

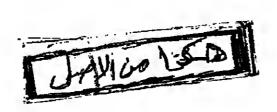
> En fait - et au-delà de leurs déclarations - la pratique des ins-titutions en cas de majorités cohérentes dépend essentiellement du caractère ou du tempérament des

> > ANDRÉ PASSERONL

(Lire la suite page 6.)

LE MONDE DES PHILATELISTES situation présente dessine, avec beaucoup de tâtonnements, une POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES approche qui se perpétuera, même si les majorités présiden-tielle et parlementaire coincident En vente chez votre marchand de journaux

PRIX DE VENTE A L'ETRANGER: Algérie, 3 DA; Marce, 6 de/; Turkée, 700 m.; Alemegne, 2,50 DM; Autiche, 20 sch.; Beigique, 40 fr.; Canada, 2 8; Côte-d'Noice, 420 ff CFA; Denemark, 8 kr.; Sepagne, 170 pee.; G.-B., 55 p.; Sales, 140 dr.; Intende, 85 p.; Stale, 2 000 L; Libye, 0,400 DL; Latenthourg, 40 ft.; Payw-Bee, 2,50 ft.; Portugal, 130 eec.; Sánágel, 450 ft.CFA; Subde, 18 ce.; Salese, 1,80 ft.; USA, 1,25 ft.; USA, (West Const.), 1,50 ft.



Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 16 novembre. —
Bangalou: ouverture du
sommet des Etats de l'Asie
du Sud (jusqu'au 17).

Landi 17 novembre. — Berlin: ouverture du procès de A. Hasi. Moscou: réunion du Parlement soviétique.

Mardi 18 novembre. — Londres: visite de M. Rauf Denktash. Washington: visite de M. Bariani (jusqu'au 20). Madrid: voyage de M. Helmut Kohl (jusqu'au 19).

Mercredi 19 novembre. —
Dacca: arrivée du pape
Jean-Paul II. Mascau:
visite du premier ministre
néerlandais, M. R. Lubbers
(jusqu'au 20).

Jeudi 20 novembre. — Singupour : venue de Jean-Paul II.

Vendredi 21 novembre. — Mayence: ouverture du congrès du parti libéral FDP (jusqu'an 22). Bangui: référendum sur une nouvelle Constitution.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 69 Télex MONDPAR 650572 F Télécopleur : (1) 45-23-06-81 Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beave-Mery (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

> Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social:
620.000 F

Principaux associés de la société:
Société civile
Les Rédacteurs du Monde -,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérans,
et Hubert Benve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédocteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales.



5, rue de Monttenuy, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F



da « Monde »
7, r. des Italieus
PARIS-EX



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15-Taper LEMONDE

ABONNEMENTS
Tél.: (1) 42-47-98-72
nois 6 mois 9 mois 12

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F
TOUS PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ETRANCER (per messageries)

L = BEIGIOUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1089 F 1380 F

BL = SUISSE, TUNESE

504 F 972 F 1404 F 1800 F

Par vole africane: tarif sur deamade,
Changements d'adresse définitifs ou
provisoires : nos abonafs sont invités à
formuler lear denande deax senaines
avant leur départ. Joindre la derasère
bande d'envis à touts correspondance.

formuler lear demande deux semaines avant leur départ. Joindre la deraière bande d'envai à toute correspondance. Ventillez avoir l'obligaance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

to monce user 765-910 is published daily, except Sundrys for 3 460 per year by Le Monde c/a Speedimpax, 45-45 33 th Street, LCL, N.Y. 11104. Second cleas pestage paid at New-York, N.Y. pestimetter: seed address changes to Le Monde c/a Speedimpax USA. PM.C. 46-45 33 th Street, LLC, N.Y. 11104.

Il y a sept ans

L'attaque de la grande mosquée de La Mecque

ARDI 20 novembre 1979. Le monde apprend stnpéfait que la grande mosquée de La Mecque – susceptible d'accueillir trois cent mille fidèles – a été occupée par «un groupe armé non identifié» qui a pris une trentaine de croyants en otage. Toutes les communications du pays avec l'extérieur ont été coupées, ce qui laisse penser que la situation est des plus graves. Les autorités filtrent les informations au comptegouttes. Le lendemain, elles tentent de minimiser l'événement et affirment que les forces de l'ordre ont repris le contrôle du sanctuaire.

En réalité, le dernier carré des insurgés ne sera réduit que le 3 décembre, et e'est seulement le 4 que le prince Nayef Ben Abdel Aziz, ministre de l'intérieur, annonce le décès du chef des rebelles, Mohamed Abdallah Al Kahtani, dresse un bilan général et admet que l'attaque a fait cent trente-cinq morts, dont soixante gardes nationaux. Certains estiment toute-fois que le nombre des victimes serait deux à trois fois supérieur. Le 9 janvier 1980, le régime annoncera que soixante-trois assaillants ont été exécutés.

Le monde musulman, du Maroc à l'Indonésie, est secoué par cette attaque sans précédent depuis mille ans : en l'an 930 (308 de l'hégire), le jour dit de l'Abreuvement, les qarmates (1) s'étaient emparés de la pierre noire, qu'ils conservèrent pendant vingt ans. C'est, en effet, dans le Haram al charif, le sanctuaire sacré, que se trouve la Kaaba, édifice cubique de 15 mètres de haut et de 12 de large qui contient cette fameuse pierre noire que l'archange Gabriel a, selon la tradition, apportée à Abraham pour parachever la construction du temple.

Aucun étranger non musulman n'étant autorisé à se rendre à La Mecque et, a fortiori, à pénétrer dans la grande mosquée, il a fallu reconstituer les faits grâce aux récits de témoins et aux déclarations officielles, bien qu'elles aient été contradictoires sur plusieurs points.

Des armes sous des linceuls

Les musulmans ont été frappés de stupeur parce que la famille régnante, la dynastie des Faoud, a la réputation de pratiquer un islam particulièrement rigoureux, le wahbabisme, preehe au dix-buitième siècle par Mohamed Ibn Abdel Wahhab, allié du fondateur de le dynastie. Mohamed 1bn Saoud, Le royaume a d'ailleurs le Coran pour Constitution et applique à la lettre la Charia (loi religieuse). En outre, il arbore un drapean vert aux couleurs du Prophète, entretient parallèlement à la garde nationale et à la police d'Etat une garde religieuse qui veille de façon ostentatoire et intransigeante sur les lieux saints et sur les bonnes mœurs; il distribue des fonds dans le monde entier pour la construction de mosquées et soutient des institutions qu'il a contribué à créer, comme la Ligue islamique mondiale (1962) et l'Organisation de la conférence islamique (1969), qui groupe aujourd'hui quaranto-six pays. L'environnement est cependant des plus

menaçants. Depuis la chute de la dynastie Pahlavi et du régime impérial iranien, le 12 février 1979, la République islamique de l'imam Khomeiny ne cesse de dénoncer l'a hypocrisie a des pétro-monarchies du Golfe. Sa radio appelle les musulmans à les renverser et encourage les pèlerins chiites à former - le front des dépossédés - et à lutter contre « la domination des régimes sataniques et exploiteurs du monde musulman ». Le 4 novembre, les Pasdarans, gardiens de la révolution, prennent en otage cinquante-deux Américains de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et radicalisent les orientations du gouvernement des mollahs, qui menace d'exporter sa révolution.

Profitant de la prière de l'aube du premier jour de l'an 1400 de l'hégire, un groupe de deux cents hommes pénètre dans l'immense mosquée: 130000 m² de superficie (contre 30000 en 1956), sept minarets hauts de 90 mètres et des centaines de galeries souterraines permettant de sontenir un long siège. Les conjurés trompent la vigilance des gardiens en introduisant leurs armes sur des brancards entourés de linceuls comme pour un enterrement tandis que d'autres, babillés en femmes, entrent à bord de Jeep Toyota (plusieurs dizaines, selon des témoins).

Armés de pistolets, de fusils et de fusilsmitrailleurs britanniques Sten, ils prennent position aux vingt grandes entrées de la mosquée et dans les minarets, tirant sur qu'en postes divers lors de la répartition effectuée annuellement par le régime entre les différentes tribus.

En plus des deux cents rebelles saoudiens, le ministre de l'intérieur a fait état
de trois cents autres : Egyptiens, Yéménites (du Nord et du Sud), Koweïtiens,
Pakistanais et Maghrébins. Des personnalités arabes proches des dirigeants saoudiens nous avaient confié alors que, dès la
fin de septembre, les antorités avaient été
mises en garde contre des troubles éventuels tandis que l'organe palestinien Al
Hadaf écrivait qu'une tentative de coup
d'Etat — la onzième, selon lui, depuis
décembre 1977 — avait été déjonée le
2 août, Il semble que des mesures de sécurité avaient bien été prises dans l'ensem-

Mais elle a rappelé aussi les règles de la société tribale qui imposent aux chefs de donner l'exemple et de proceder à une redistribution équitable de la richesse considérée comme un don de Dieu et qui n'appartient qu'à lui.

Ces deux semaines qui ont fait trembler les dirigeants saoudiens et ceux des émirats du Golfe ont aussi mis à nu les problèmes inhérents aux grandes mutations sociologiques. Les conflits dans la région ne se situent pas entre une droite et une gauche de type européen mais entre modernistes et traditionalistes, progressistes et conservateurs tels qu'on a pu en voir dans les sociétés occidentales préindustrielles. Les dirigeants sont d'ailleurs tiraillés entre deux forces qu'ils ne peuvent ni ignorer ni totalement maitriser : celle des nouvelles bourgeoisies constituées de technocrates formés en Occident et d'hommes d'affaires en contact avec l'étranger, partisans d'une modernisation de la société et d'une libéralisation des mœurs, et celle de milieux tribaux et de religieux conservateurs et peu cultivés pour qui modernité = occidentalisation = débauche. Chacun sait aussi qu'aucun des émirats ne résisterait à un effondrement du régime saoudien.



L'équilibre est difficile à trouver. La révolution iranienne ayant révélé les périls d'une modernisation hâtive qui a favorisé le seul eurichissement d'une couche sociale privilégiée, les dirigeants du Golfe ont tendance depuis la rébellion de La Mecque à mettre l'accent sur la pratique religieuse et à faire des concessions aux traditionalistes dans l'espoir de désarmer les activistes. Cette attitude fait plutôt le jeu des intégristes, semble-t-il, et apporte de l'eau à leur moulin tout en neutralisant les modernistes.

Nul n'ignore cependant qu'après avoir manqué la révolution industrielle, le monde islamique a raté la révolution nucléaire : l'Islam est la seule aire de vicille civilisation qui n'aft ni la bombe atomique ni - ou si peu, si l'on excepte le Pakistan et l'Irak dont la centrale Tamouz a été détruite par les Israéliens - la maitrise pacifique de l'atome. Or tous ses voisins - qui sont à l'occasion ses ennemis, l'out : la Chine, l'URSS, l'Inde, Israël, l'Europe occidentale, A l'aube du vingt et unième siècle (quinzième siècle de l'hégire), à l'ère des satellites et de la révolution informatique, peut-on éviter la modernisation sans être marginalisé?

Les émirs du Golfe se sont posé ces questions mais ils devaient, en même temps, faire face à des dangers qui leur paraissaient plus proches, plus imméle modernisme socialisant de l'Irak, même si ce dernier, talonné par la menace khomeiniste, a tempéré son radicalisme militant pour coopérer avec les régimes modérés. C'est pourquoi nombre de dirigeants verront - du moins à ses débuts dans la guerre Irak-Iran, qui éclate le 22 septembre 1980, un moyen d'affaiblir deux puissances régionales dont ils redou-tent les ambitions hégémoniques. Mais les craintes provoquées par l'attaque de la grande mosquée de La Mecque et la prolongation de la guerre aideront l'Arabie saoudite à réaliser un vieux rêve : étendre son influence à la plus grande partie de la péninsule arabique. Elle y parviendra en constituant en mai 1981 le Conseil de coopération du Golfe, qui regroupe Bahrein, la fédération des Emirats arabes unis, Kowett, Oman et Qatar, et doit assurer la sécurité collective.

PAUL BALTA.

(1) Secte chite extrémiste fondée per Hamdan Qarmat qui prêcha un communisme initiatique; elle voulut détruire le califet et le sunnisme antant par son ésotérisme doctrinal que par son terrorisme révolutionnaire.



tous les gardiens saoudiens et tenant en respect un millier de fidèles. Muni d'un porte-voix, un insurgé annonce que ses compagnons veulent « lutter contre la corruption du régime et la dégradation morale, sociale et économique qui en est résultée ». Il précise que les fidèles qui le souhaitent peuvent se joindre aux combattants et ajoute : « Nous nous battrons jusqu'à la mort pour témoigner devant le monde islamique de l'oppression dont est victime le peuple saoudien. »

Les rebelles présentent un des leurs, Al Kahtani, vingt-six ans, comme le Mahdi (Guide suprême, Messie) tandis que son principal lieutenant, Jehaymane Al Oteiba, dirige les opérations. Contrairement aux premières rumeurs, les conjurés n'appartiennent pas à la communanté des trois cent mille chiites vivant dans la zone pétrolifère à l'est du pays, mais à une puissante tribu du Hejaz, celle des Oteiba, considérée comme un des piliers de la fameuse garde royale constituée de bédouins.

Rigoristes en religion, hostiles aux tentatives de sédentarisation, les Oteiba avaient soutenu le roi Abdel Aziz, lorsqu'il avait fondé le royaume en 1932, mais avaient déploré par la suite la « déviation » de la famille royale. Ils auraient également eu à se plaindre de n'avoir pas bénéficié de la part qu'ils estimaient devoir leur revenir tant en argent antorités saoudiennes se refusant à imaginer que la ville sainte puisse être attaquée. En raison de son caractère spectaculaire et suicidaire, la rébellion de La Mecque n'a pu être tenue secrète. Néanmoins,

ble du pays mais pas à La Mecque, les

que n'a pu être tenue secrète. Néanmoins, ce n'est qu'à la fin de janvier 1980 qu'un article du Point révélait que des gendarmes français — cinq, selon l'hebdomadaire, trois, selon le Monde — avaient été amenés « à coordonner, voire à diriger » les quelque trois mille soldats saoudiens qui ont livré bataille, « tout en conseillant les autorités » sur la conduite à suivre.

Peu après, on apprenait aussi que des

Peu après, on apprenait aussi que des gendarmes marocains formés par le GIGN (groupe d'intervention de la gendarmerie nationale française) avaient également participé à la sauvegarde du régime saoudien. Ces deux participations ue sont sans doute pas étrangères à l'excellence des rapports que Ryad entretient depuis avec Paris et Rabat.

L'attaque de la grande mosquée est riche d'enseignements. Depuis un quart de siècle, les politologues n'ont cessé de parler de la vulnérabilité des monarchies du Golfe et de leur chute imminente. Or elles ont mieux résisté que prévu. C'est qu'on a eu tendance à négliger un facteur capital : la légitimité réelle des familles régnantes issues de tribus, légitimité que leur envient souvent civils et militaires qui président à la suite de putschs ou de révolutions aux destinées de jeunes républiques.

"GRAND JURY" RTL - It Monde

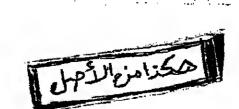
CHARLES

dimanche 18h15

animé par Olivier MAZEROLLE

Olivier MAZEROLLE

Avec André PASSERON et Georges MARION (Le Monde)
Gilles LECLERC et Alain HAMON (RTL)



Les Etats-Unis annoncent des sanctions contre la Syrie

La Syrie a vivement dénoncé, le vendredi 14 novembre, les sanctions prises le même jour par les Etats-Unis à son encontre. « Le gouvernement syrien envisage des contre-mesures » pour riposter à ce qu'il considère comme une « une campagne de mensonges et de pressions diri-gée par Israël, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis », a annoucé Radio-Damas.

Les mesures américaines — qui suivent celles décidées par la CEE à la suite de l'affaire Hindawi — sont cependant quel-

que peu éclipsées par le débat qu'a suscité l'annonce, jeudi, par la Maison Blanche d'une série de contacts secrets américanoiraniens. Alors que M. Reagan fait l'objet d'un seu croisé de critiques, le président iranien, M. Ali Khamanei, a assuré qu'il ne saurait y avoir de véritable réconciliation anssi longtemps que Washington ne changera pas de politique au Proche-Orient: « Tant que les Etats-Unis conserreront cet esprit d'animosité et d'hégémo-

RÉPONDEZ

QUE NOUS YOULONS

QUE TEHERAN_

LES MÊMES SANCTIONS

Ils sout encore plus nombreux

(64 %) à estimer que les risques de

nouvelles prises d'otages ont été multipliés, et des majorités absolu-

ment écrasantes sont opposées à la livraison d'armes à l'Iran pour facili-

ter la reprise des relations (72 %) et

plus encore pour obtenir des libéra-tions (79 %). Si ces premières indi-cations étaient confirmées par de

nouveaux sondages, ce scrait la pre-mière fois depuis son élection que

M. Reagan se trouverait à ce point

en porte à faux avec l'opinion sur

une initiative déjà critiquée par le monde politique virtuellement una-

Le secrétaire d'Etat, M. Georges

M. Reagan, en un mot, traverse

'égard de la Syrie. Bien qu'on ne s'y

fasse aucune illusion sur les respon-sabilités de Damas dans des actions terroristes (dont quelque cinq cents personnes au total auraieut été,

seion le département d'Etat, vic-times depuis 1983), Washingtoa se

refuse touiours, en effet, à aller

jusqu'à une rupture des relations diplomatiques avec la Syrie en rai-

nisme, leur attitude actuelle envers les musulmans, les Palestiniens et les pays arabes, ainsi que leur soutien au régime sioniste d'Israël, je déclare qu'il n'y aura pas de réconciliation avec l'Amérique », a expliqué M. Khamanei.

L'agence soviétique Tass assure, de son côté, que, en livrant des armes à Téhéran, Washington « a l'intention de s'ingérer directement dans la guerre iranoirakienne pour la ranimer ».

son da «rôle historique» que ce pays joue dans la région. Le porteparole da département d'Etat a d'ailleurs souligné toute l'impor-tance de ce fait en déclarant que les Etats-Unis demeuraient prêts à . travailler » avec Damas, ue recherchaient pas la -confrontation - et espéraient que ces sanctions u'affecteraient pas le sort des otages

L'histoire exige davantage de la Syrie que de pays comme la Libye ou le Yémen du Sud -, a ajouté le porte-parale en expliquant que c'était une - modification de l'attitude » de Damas qui était recherchée. On ue saurait finalement être plus courtois dans l'imposition de sanctions qui a'auront, au demeu-rant, que des implications limitées puisque, l'année dernière, les exportations syriennes vers les Etats-Unis s'étaient élevées à moins de 3 millions de dollars tandis que les exportations américaines vers la Syrie ne dépassaient pas les 106 millions.

An terme des mesures prises par la Maison Blanche, les exportations de matériel intéressant la sécurité nationale (ordinateurs et équipements de communication notamment) seront l'objet d'étroites restrictions; les exportaions d'avions, hélicoptères et pièces détachées d'aviation seront interdites ; la taille des missions diplomatiques syrienne à Washiagtaa et eméricaise à Damas sera réduite : les visites de haut niveau seront suspendues; les compagnies pétrolières américaines opérant en Syrie seront pressées de s'en retirer et les facilités de crédit pour l'importation de produits américains seront supprimees. L'accord acrien entre les deux pays sera enfin dénoncé - sans grandes consé

quences puisqu'ils a'ont pas de liai-

sons gériennes directes.

Alors que M= Thatcher quittait Londres pour Washington, le chef de la diplomatie britannique, Sir Geoffrey Howe, déclarait devant la Chambre des communes que la Grande-Bretagne exclusit toute négociation « avec les terroristes preneurs d'otages (car) les concessions conduisent à une augmentation et non pas à une diminution du nombre des enlèvements . Cela se dit beaucoup aussi à Washington pour le plus grand déplaisir de M. Reagan qui a qualifié, vendredi, les libérations d'otages américains de « démonstration de bonne foi des dirigeants iraniens - et de - prime donnée à la reprise des contacts avec Téhéran (sous-entendu : et non pas de coatrepartie aux livraisans

BERNARD GUETTA.

A l'université islamique de Gaza

«Le Prophète est notre chef la guerre sainte notre voie »

GAZA de notre envoyé spécial

ki, l'islam, c'est d'abord un mur. Une étanche frontière de bétan qui, su nam d'Alleh, sépara daux mandes, deux sociétés, deux sexes. A l'univer-sité islamique de Gaza, garçons et filles cohabitent sans se voir, faux voisins d'études que tout isole : daux entrées lointaines, des cours séparés, l'usage à des heures distinctes de le bibliothè-OUR COMMINUTE.

Derrière le mur, ce matin, monte, sur fond de tambour, une forte clameur féminine. Car l'université désigne ses conseils étu-diants. Ségrégation oblige, les garçons votent aujourd'hui, les filles demain. Deux énormes umes vertes ettendent leur verdict. En ce demier jour de camtiennent leur ultime et bruyant rassemblement. Ce spectacle, upés, vaut le détour.

Une centaine d'adolescentes toument autour d'un Coran aux pages immenses, ouvert. Vêtues djelleba grise et tchedor de coton, elles débitent, entre deux giboulées, le triple elogan de "intégrisme musulman. «Le Prophète est notre chef, le Coran notre Constitution, la guerre sainte notre vois. » Quelquesunes ont le visage entièrement voilé. Un peu à l'écart, un autre petit groupe scande le nom d'un « Stambouli I Stambouli I » La retour de l'orage interrompra

Islamistes contre OLP

Avec ses quatre mille eix cents étudiants, dont un tiers de femmes, répartis en six facultés, l'université islamique - seul établissement supérieur à Gaza -est la plus fréquentée des territoires occupés. Mais elle est sans doute le moins prestigieuse. Elle vit sa vie, géographiquement et politiquement en marge des quatre universités de Cisjordanie : An-Najah (Naplouse), Bir-Zeit,

Comme Al-Azhar, sa grande sœur du Caire, elle est, per voca-tion, un foyer du fondamentalisme. Cette année encore, le de bloc islamique », émanation de ta ∢ Mui'ema > (le ∢ communauté »), e remporté haut la main le vote estudiantin avec 69 % des suffrages contre 27 % à l'allience leique netlaneliste (Fatah, FPLP, FDLP) et 4 % aux extrémistes religieux. A titre de comperelean, les islemietes recueillent 44 % des voix à Hébron, 36 % à Naplouse, 25 % à Bir-Zeit et 11 % à Bethléern.

A Gaza, étudients et profes-seurs, cela va de soi, sont tous musulmena. Les programmes mêlent matières religieuses et profanes. Mais si l'on enseigne

l'islam, comme le derwinisme, c'est pour les réfuter aussitôt. Les élèves consacrent une année préparatoire aux disciplines religieuses, ils doivent aussi mémoriser six chapitres du Coran pendant leurs quatre ans d'études. Un diplômé sur trois deviendre

L'université est le lieu d'une rivalité accrue entre intégristes et sympathisants de l'OLP. En cas de conflit ouvert. la direction épaule les premiers, fût-ce par le manière forte. En avril dernier, per exemple, M. Mohemmed Siem, président par intérim de l'université, expulsa quatre étudiantes de gauche qui incitaient les islemietes à célébrer en dehors du campus le souvenir du tant plus tard de revenir avec leurs amis à l'université, elles furent eccueilliea avec dea canons à eau. Robe blanche, keffieh à damiers et chapelet rouge. M. Siam est un homme prudent, apparemment soucieux de ne pas fournir à Israël prétexte à ingérence. Son campus et bien moins turbulent que caux de Cisjordanie. En huit ans d'existence, il ne fut fermé qu'une fois, en 1985. pendant une petite semaine.

La lutte d'influence entre intégristes et laics déborde largement l'enceinte des facultés. Elle se livre, sporadiquement, dans les camps de réfuciés et les quartiers de le vieille ville, très pieuse depuis toujours. On s'y affronte plus vivement que dans les couloirs de l'université, au couteau, à l'acide ou à l'eau bouillente. Mercenaires du nouvel ordre moral, les intégristes petrouillent sur les plages, chassent le communiste et l'alcool, et e'entredéchirent parfois pour le contrôle des mosquées.

Sur le campus, on est d'abord musulman, avant d'être arabe et palestinien. Longue silhouette aveugle aux mains gantées de noir, une étudiente du « bloc islamique» prociame, derrière son voile, que e*la politique procède* de l'islam et se confond avec luis. Tout en admettant que l'OLP « représente le peuple palestinien», elle kui reproche, un brin sentencieuse, « de ne pas se plier assez eux principes de l'iniem ».

Sait-elle, à son âge, que Yasser Arafat fut un Frère musul à Gaza dans les ennées 50 ? « Naua donnona aux autres groupes, ajoute-t-elle, la chanca de s'exprimer. » A ses côtés, deux militantes de gauche arborent un sourire entendu, à l'évocation de cette « chance » qu'on leur octroie, avant d'annoncer leur objectif prioritairs : obtanir un Etat. Faible écho d'un débat grandissent entre ceux qui, chez les Palestiniens, privilégient la « liberation nationale » et ceux qui le subordonnent au triomphe

JEAN-PIERRE LANGEI LIER

WASHINGTON de notre correspondant

Les Etats-Unis out décrété, vendredi 14 novembre, un train de sanctions économiques contre la Syrie, destinées, a indiqué la Maison Blanche, à « convaincre [Damas] que le soutien d'Etat au terrorisme ne sera pas toléré par le monde civilisé ».

En discussion depuis plusieurs jours, ces sanctions font suite à celles dont la Communanté euro-péenne avait décidé hradi dernier, après que les autorités britanniques eureat concla à une implication directe de la Syrie dans la tentative d'attentat du 17 avril dernier contre un appareil d'El AL. La Grande-Bretagne avait rompu, le 24 octobre, ses relations diplomatiques avec

Après s'être d'abord contentés de rappeler leur ambassadeur, les Etats-Unis se sentaient d'autant plus obligés de marquer leur solidarité avec Mm Thatcher que le premier ministre britannique arrivait, ce même vendredi, à Washington pour une journée de délicats entretiens avec M. Reagan sur l'état des rapports Est-Ouest après le somme Reykjavik. Tont comme Paris, Londres craint, en effet, qu'un éventuel accord soviéto-américain n'implique une pression des deux superpuis-sances en faveur du démantèlement des forces de dissuasion françaises

1.0

Cette visite aurait, en conséquence, suffi à emporter à elle seule la décision américaine, tant les rela-

LE CAIRE

de notre correspondant

Quatre «islamistes» ont été arrêtés, le vendredi 14 novembre, à la suite d'une bagarre dans un vil-

lage de la province de Fayoum (100 kilomètres au sud-ouest du

Caire), indique un communiqué du ministère de l'intérieur. Quatre lidèles ont été blessés à la suite de l'incidest qui a éclaté evant la prière da vendredi, précise le communiqué. Ua fait similaire, à la suite duquel

cinq maximalistes musulmans out tité appréhendés, avait en lieu il y a

deux semaines dans une mosquée de

du gouvernement, le ministre de l'intérieur, le général Zaki Badr, a

Soulignant la politique de fermeté

tions personnelles de M= Thatcher et de M. Reagan anssi bien que de leurs pays sont étroites et privilégiées. Il a'en est pas moins évident que la Maison Blanche a trouvé là une occasion particulièrement bienvenue d'affirmer - au milieu d'un sceptieisme que n'a aullement désarmé l'allocution télévisée prononcée jeudi soir par M. Reagan que les tractations avec l'Iraa n'impliqueraient pas d'assouplissement de la politique américaine face su terrorisme. A en croire un sondage réalisé après cette allocution par la chaîne ABC, une nette majo-rité d'Américains sont persuadés du contraire, puisque 57 % d'entre eux considérent que le président est

REAGAN

VIENT DE

NOUS SANCTIONNER!

Les réticences revenu sur sa politique de refus de de M. Shnitz négocier avec les terroristes.

EGYPTE Shultz, a ainsi pris, vendredi, la spectaculaire initiative de faire dire **Nouvelles arrestations** par son porte-parole qu'il « n'avait pas été directement informé bien qu'il ait été sparadiquement de maximalistes musulmans informé de certains détails » dans l'auverture et la coadaite des contacts avec Téhéran.

> Par ailleurs, la revne islamique
> Al Nour a dénoncé « le défi » lancé
> par les antorités universitaires au
> Gamsat Islameya (groupement islamique) à l'occasion des prochaines
> élections de l'Union des étudiants. Des centaines de candidats islamiques ont été rayés des listes électorales par les autorités universitaires

affirmé vendredi, dans sa première déclaration afficielle depuis sa confirmation dans le nouveau cabi-

dans la plupart des universités égyp-tiennes. Les maximalistes musulmans dominaient, jusqu'à présent, la plupart des campus grâce à leur succès écrasant dans ces élections.

une mauvaise passe. Outre le senti-ment d'incohérence absolue qu'elles net, que « les forces de l'ordre ne permettront nulle transgression de la loi ou atteinte à l'ordre ». suscitent aa lendemain même de l'officialisation des tractations avec la République islamique, les sanc-tions décrétées vendredi viennent, paradoxalement, souligner l'extrême prudence observée à Washington à

Asie

L'un des derniers lieutenants de Hitler

Erich Koch est mort en Pologne

Europe

Erich Koch, I'm des chefs du régime nazi aux côtés de Himmler, Goebbels et Goering, est mort, mercredi, à l'âge de quatre-vingt-caze ans dans la prison de Barczewo, en Pologne.

Koch, ancien gauleiter de Prusse aricatele, surnomme le « tsar d'Ukraine », était avec Rudolf Hess, toujours détenu à Spandau à Berlin-Onest, l'un des derniers des plus pro-ches collaborateurs de Hitler encore on vic.

Connu pour sa cruauté et son dévouement aveugle à Hitler, il avait été reconun responsable de la mort de quelque quatre millions de personnes et de la déportation aux travaux forcés vers le Reich de plus de deux millions d'antres. Après la chute du Reich, il avait réussi à échapper à la justice et n'avait été arrêté en Allemagne qu'en 1949, dans la zone d'occupation britannique, où il travaillait comme ouvrier agricole sous une fansse identité.

Erich Koch, entré au Parti nazi (NSDAP) des 1919 et porteur de la carte 90, avait été extradé en 1950 vers la Pologne, alors que l'URSS en avait fait également la demande. Pour s'opposer à son transfert à Varsovie, il avait entamé une grève de la faim et tenté de se donner la mort. | - (AP.)

Convaincu de crimes de guerre Koch avait été condamné à la peine Koch avait été condamné à la peine de mort en 1958 par le tribunal militaire de Varsovie à l'issue d'un long procès pendant lequel il avait poursuivi sa grève de la faim et s'était automutilé. Il était appara comme un personnage craintif, simulant l'amnésie et mant en bloc toute responsabilité dans les crimes perpétrés par les nazis sur les territoires nlacés. par les nazis sur les territoires placés sons se juridiction.

La sentence u'a jamais été appli-quée en raison de son état de santé, la législation polonaise interdisant l'exécution d'une condamné malade.

• TCHÉCOSLOVAQUE : deux ans de prison pour « propagande religieuse ». — Un militant cetholique de cinquenta-quetre ens, M. Frantisck Adamik, a été condamné à deux ans de prison pour avoir fait de la propagande religiouse, a-t-on appris, à Vienne, de source proche de l'émigration tchécoslovaque. M. Adamik. cheminot et père de cinq enfants, a été jugé, le 5 novembre demier, per un tribunel d'Ostrava dans le nord de la Moravie.

A lui était reproché d'avoir distribué et reproduit des livres religieux.

PHILIPPINES: après l'assassinat de Rolando Olalia

d'armes).

Manifestation à Manille contre M. Enrile

Manille (AFP). - Quelque cinq mille militants de gauche ont manil'esté, le vendredi 14 novembre, devant le quartier général de l'armée, siège du ministère de la défense, en réclamant la démission du ministre, M. Juan Ponce Enrile, que plusieurs organisations syndicales et politiques ont rendu responsable de l'assassinat du dirigeant syndical Rolando Olalia (le Monde in 15 novembre).

• Afghanistan : infirmière française blessée. — Mª Donise Fuchs a été blessée en Afghanistan, le 5 octobre, lors de se première mission à l'étranger, pour le compte de l'organisation humanitaire Aide médi-cale internationale (AMI), a indiqué le Dr Christian Schnetts, vice-président de l'association, le vandredi 14 novembre, à Paris. La joure infirmière française a été blessée par les éclets d'une bombe larguée contre un dispensaire de la résistance ofghane, à 25 km à l'est de Bamiyan (cuest de Kaboul). Mª Fuchs, qui a recu des éclats au thorax et au visage, a pu regagner Peshawar (ouest du Pakistan) et doit rentrer en Franço dans los prochains jours.

Dans un communiqué diffusé le même jour, la Nouvelle Armée du peuple, branche militaire de l'insurrection communiste, a accusé des éléments des forces armées gouverpementales d'avoir assessiné Olalia afin de provoquer des « actions de représailles » de la part de la guérilla qui auraient, à leur tour, servi de prétexte à l'armée pour prendre

La guérilla a suspendo les négociations en cours avec le gouvernement en vue d'une trêve à la suite du meartre du syndicaliste et de son chauffeur. La présidente Aquino a condamné le double mourtre, lancé un appel au calme et chargé une commission militaire et civile, présidée par le ministre de la justice, de l'enquête. Le chef d'état-major général, le général Fidel Ramos, a proclamé son soutien aux enquêtenrs, assurant que toutes les informations et ressources des forces armées seront à leur disposition pour livrer à la justice les auteurs de ce « crime infame ».

LAOS: la fin du congrès du PC

Poursuite de l'ouverture en direction de la Thaïlande

BANGKOK de notre correspondant

Le quatrième congrès du Parti populaire révolutionnaire laction, qui a pris fin le samedi 15 novembre à Vientiane, a confirmé le désir manifesté depuis queiques mois par les antorités d'une double ouverture en direction de la Thallande et de la Chine (le Monde du 15 novembre).

M. Kaysone Phomyihane, uuméro un du parti, a bien entendu célébré en termes rituels les « liens spéciaux » qui unissant les trois pays de l'Indochine (Vietnam Laos Cambodge) et dit tout ce que son pays devait à l'Union soviétique. Il s'est montré cependant moins dur que

d'ordinaire envers les Etats-Unis. Le premier congrès du Parti laotien avait eu lieu en 1955, à la fondation du parti. Le second s'est tenu en 1972, le troisième en 1982. Le quatrième congrès s'est beaucoup préoccupé de la situation économique du pays. Dénonçant - comme il y a cinq ans - la corruption et les cadres « dépravés », regrettant que l'armée n'ait pas mienz réussi dans son rôle de « troupes de choc de la

politique du parti », M. Kaysone Phomvihane et le vice-président du conseil (et numéro 2 du bureau poli-tique), M. Nouhak Phoumsavanh, ont dressé un bilan plutôt pessimiste de dix années de développement socialiste. Biea que certains progrès aient été réalisés, surtout dans le domaine agricole, le Laos, avec un revenu annuel moyen de 120 dollars par habitant reste en effet l'un des pays les plus pauvres du globe.

En l'espace de trois mois, les relations avec le voisin thaflandais se sont petiement réchauffées. Des messages cordiaux ont été échangés entre ministres des deux pays, la traditionnelle course de bateaux sur le Mekong s'est à nouveau déroulée à la fin da mois d'octobre. La liste des produits stratégiques » que Bangkok refusait de vendre au Laos vient d'être considérablement réduite. Uae délégation tha landaise, conduite par un conseiller personne du premier ministre Prem, l'ancien vice-ministre des affaires étrangères, M. Arun Panupong, est attendne à Vientiane le 27 novembre.

ALGÉRIE

Quatre personnes ont été tuées au cours des manifestations de Constantine

CONSTANTINE

de notre envoyé spécial

Profondément marquée dans ses pierres et dans sa chair, Constantine panse ses plaies. Les événéments des 8, 9 et 10 novembre laisseront des cicatrices. An moins quatre per-sonnes, selon des sources universitsires, sout murtes le samedi 8 novembre, au cours des violences qui ont seconé l'ancienne Cirta: un étudiaut, interne en médecine dont la dépouille mortelle aurait été rapatriée à Sétif d'où il était originaire, — par le tir tendu de gre-nades lacrymogènes; une lycéenne, âgée d'environ quatorze ans, renversée par un camion de CNS (compagnies nationales de sécurité); une jeune fille, déjà malade, étudiante en pharmacologie, à la suite d'une erise cardiaque qua à la forte concentration en gaz lacrymogènes; un policier dans des circonstances pour l'instant indéterminées. Le nombre des blessés n'est toujours plus. L'un comme l'autre seraient élevés.

Le centre-ville, malgré les efforts faits pour gommer rapidement les traces de vandalisme, présente encore de multiples séquelles. Le théâtre n'a plus d'affiches, le siège de la Compagnie nationale algé-rienne de navigation (CNAM), qui le jouxte presque, est totalement dévasté, les bâtiments d'Air-Algérie n'ont plus une vitre.

La répression masclée

Plusieurs bureaux de poste ou de caisses d'épargne sont saccagés, ainsi que la façade de l'agence offi-cielle Algérie Presse Service.

Le célèbre pont Sidi-Rached, qui enjambe le Thumal et fait le bonheur des vendeurs de cartes postales, a également été le théâtre de scènes de violences. Son parapet est arra-ché sur une dizaine de mètres et pendouille tristement au-dessus de précipice et du terrain vague qui abrite encore quelques bidonvilles.

Un faible grillage a été tendu pour protéger les passants du gouf-fre. A cet endroit, le trottoir et une partie de la chaussée sont encore noirs de suic et de résidus d'incendie. Solon nos sources, un car de la police aurait été brûlé, puis expédié dans le vide. De nombreux badands s'arrêtaient vendredi et se penchaient, cherchant en contrebas quelque chose qui n'y était déjà

Autant que l'on puisse en juger, ont fait plusieurs millions de dinars de dégâts, et les commerçants itinois continuent à être en alerte. Un grand nombre d'entre eux, en ces jours fériés, ont pris la précaution d'intercaler de larges planches de contreplaqué entre la grille de leur rideau de fer et la vitrine, par mesure de protection.

Nicaragua

Eugene Hasenfus

serait condamné

à trente ans de prison

Managua. - Les tribuneux popu-

laires entisomozistes (TPA) devalent rendre leur verdict concernant le

mercenaira américain. Eugana

Le mercenaire, capturé le 6 octobre dernier, et accusé de trafic d'armes

en favaur das enntras, serait

condamné à la peine maximale :

trente ans de prison. Un porte-parole

des TPA a indiqué, vendredi, que « le verdict est déjà tombé, mais nous

travailions au texte de la version

angiaise ». L'avocat de la défense.

estiment que le tribunal n'evait

aucune compétence pour juger les

ressortissents étrangers, a exigé

qu'un nouveau procès soit confié à un tribunel normal. — (AFP, Reuter.)

Aide saoudienne pour les
 contras > 7 — L'Arabie Saoudite a

dépensé environ 15 millions de dol-

iars (97 millions de francs) en armes.

nourriture, médicaments et vête-

ments au cours des dix-huit derniers

mois, pour soutenir les rebelles anti-

sandinistes, a affirmé la chaîne de

télévision américaine NBC. Le gou-

vernement socidien a formellement

démenti ces informations. - (A.P.).

senfus, ce samedi 15 novembre.

Pourtant, tout avait commencé de manière presque anodine, le mer-credi 5 et le jeudi 6 novembre, Les élèves du lycée supérieur descen-daient dans la rue pour protester contre l'introduction de deux nouvelles matières au programme de terminale : l'éducation religieuse et l'éducation politique.

Le 22 octobre dernier, le ministère de l'enscignement avait diffusé un communiqué affirmant que ces donx matières ne seraient pas inscrites comme épreuves pour le bac-calauréat 1987; mais les lycéens ne venient pas non plus qu'elles soient l'nbjet de compositions et de contrôles, notamment tout au long de l'année scolaire, ces notes interve nent alors dans nue movenue annuelle qui figure sur le livret scolaire qui et permet le rachet du candidat an bac si elle est supérieure à

Cette manifestation a été dure-ment réprimée par les CNS, qui ont suscité la réprobation dans la population constantinoise qui, à son tour, est descendue dans la rue pour une marche silencieuse de protestation contre les violences.

Parallèlement, le ras-le-bol des étudiants a éclaté pour une question de menu au restaurant universitaire, faisant remonter à la surface leurs problèmes spécifiques sociaux et

Ils ont exigé que le wali (préfet) ine à l'université, ce qu'il a refusé. Vendredi 7, toujours selon nos sources universitaires, les CNS pénètrent dans l'enceinte d'une cité proche de l'aéroport, et, rapportent des étudiants, «frappent, cassent des bras à coups de matraque et maltraitent plusieurs jeunes

Samedi, les jeunes du campus décident de faire - une marche pacifique » dans le centre-ville. Ils sont aussitôt interceptés par les CNS. Le processus s'encienche, et, de proche en proche, la ville est saisie par une flambée de violences qui s'étend jusque dans les quartiers périphériques. Lycéens et étudiants ne sont plus sculs. La jeunesse des quartiers défavorisés, elle aussi, a laissé éclaté son mécontentement et s'exprime dans la rue. Ces graves incidents vont durer trois jours.

Lundi 10, dans l'après-midi, le ministre de l'enseignement supé-rieur, M. Abdelhak Brehri, vient à Constantine et tient une assemblée au milieu de quelque six milles étudiauts. La teasion retombe, M. Brehri s'étant engagé, selon les diants. à faire d'entre eux qui ont été arrêtés et à revenir étudier sur place les éven-tuelles solutions à apporter aux pro-blèmes de l'Université. Les étudiants, en attendant, sont en grève et reprendront les cours, selon leurs propos, « seulement si les promesses sont tenues ...

A TRAVERS LE MONDE

Suriname

Nouvelle

offensive

de la guérilla

mètres de la capitale.

tion de la capitale.

Paramaribo. — L'offensive menée par les guérilleros qui combattent le régime du colonel Desi Boutersa, à

l'est et au centre du Suriname, a

obligé le gouvernement à évacuer, le

vandredi 14 novambre, la villa d'Albina, située près de la frontière

avec la Guyane française, à 140 kão-

Selon des sources officielles,

90 % de la population de cette loca-lité et de ses alentours, soit quelque

cinq mille personnes, qui vivelent sous la mensce de nouvelles atta-

ques e terroristes », ont été ember-

qués à bord d'un bateeu à destina-

Selon des informations en prove-

nance de Cayenne, l'armée du Suri-

name aurait l'intention de bombarder les rives du Meroni, dans l'estuaire duquel se trouva Albina, et où les rebelles dirigés per Ronny Brunswijk sont perticulièrement actifs.

Le groupe commandé par l'ancien

garde du corps de Desi Bouterse, qui affirme vouloir renverser la régime

« tyrannique » arrivé au pouvoir à la

1980, a entrepris de nombreuses

attaques contra des objectifs civils et

militaires depuis juillet demier.

faveur d'un coup d'Etat en févrie

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Le sommet franco-africain de Lomé

Paris prend acte des ralliements de l'opposition tchadienne

(Suite de la première page.) Comment désigner plus claire-

ment la Libye, à moins de la citer nommément ? D'autant plus que M. Hissène Habré a fait déposer, ce même vendredi, une plainte contre Tripoli devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

L'analyse de M. Mitterrand, reconnaît-on en privé, aussi bien dans l'entourage du président que dans celui du premier ministre, implique un net changement de la politique française, qui doit désormais s'adapter à la nouvelle réa-lité prévalant sur le terrain. Or cette évolution du rapport des forces est de plus en plus nette pour les services de renseignement français, qui confirment, grosso moda, ce qu'affirment M. Hissène Habré et ses amis. Les mouvements de ralliement à N'Djamena parmi les nomades vivant an nord du 16º parallèle vont en s'accroissant et affecteraient un bon quart des 150 000 Tebadiens dn Nord. On cite même le chiffre de quarante mille

personnes, considérées comme goukounistes, qui se seraient ral-liées an régime de N'Djamena, ce qui représenterait entre deux mille et trois mille combattants, ces guerriers se déplaçant touiours avec leur famille.

Décidé à prouver sa compré-hension à M. Habré, Paris aurait accepté d'envoyer à N'Diamena une aide supplémentaire. Celle-ci comprendrait un armement léger, des moyens de transmissio une aide humanitaire et médicale (des unités chirurgicales légères, notamment), des uniformes, etc. Tout cela revient à dire que la

France a donné son feu vert à M. Hissène Habré pour qu'il effectue un certain nombre de raids rapides bien an-delà du 16 parallèle pour prendre contact avec les goukounistes, les approvisionner en munitions et secourir les populations civiles durement affectées par les récents bombardements libvens.

La formule retenue par Paris et N'Djamena présente l'avantage pour la France d'éviter, à ce stade, d'apporter une converture aérienne aux forces de M. Hissène Habré, dont ne veulent actuellement ni le président de la République ni M. Chirac. Peut-être, après tout, les forces libyennes présentes dans le nord du Tchad sont-elles plus faibles qu'il ne paraît et auront-elles du mai à résister au retournement des goukounistes > ? D'autant plus que ceux-ci, partis loin de leurs bases arrière, ont emporté un certain nombre d'armes libyennes, dout sans daute des missiles «Sam 7». Il semble bien, en effet, que ce soit avec un engin de

ce type qu'ait été abattu, mer-rôle était plus composé : credi ou jeudi dernier, un avion M. Houphouët-Boigny, visiblelibyen de type Marchetti. Déjà plus combatifs, ces éléments devraient être confortés dans leur nouvelle conviction par l'aide militaire française transitant par

Le pari semble raisonnable, d'autant plus que l'armée libycane ne passe pas pour avoir le meilleur moral. Il n'en comrte pas moins quelques risques de dérapage pour la France si le colonel Kadhafi décide de jouer son va-tout et de relever le défi, au lieu de se contenter de l'issue de secours que pourrait alors lui proposer Paris, même si un Hissène Habré dont le pouvoir s'affirmerait serait sans doute enclin à

Sur la plan politique, personne, ca revanche, ne prend an sérieux le communiqué publié vendredi par cinq factions hostiles à His-sène Habré et annouçant le destitution da Goukouni Oueddel an profit d'un homme bien comm pour être au service des Libyens, Mohamad Issa.

La bouderie de M. Houphonët-Boigny

Mais, dans la liste déjà longue des sommets franco-africains, celui de Lomé pourrait rester comme une date importante dans l'affaire tchadienne, qui compte, il est vrai, tant de rebondisse-ments. L'homme de ces deux jours a sêté M. Hissène Habré, toujours aussi discret - au point d'en paraître kointain, - littéralement possédé par sa conviction que le Tchad existe puisqu'il est en train de le créer.

D'autres acteurs, bien sûr, ont

ment fatigué et désireux de faire savoir qu'il « boude » toujours M. Mitterrand, coupable, à ses yeux, d'avoir laissé imprimer sur son compte dans le Matin et l'Unité des choses qui ne s'écrivent généralement pas. Les deux hommes, certes, ont bien en un quart d'heure d'entretien, mais M. Houphouet-Boigny n'a para à ancun des banquets et a préféré regagner Yamoussoukro des vendredi après-midi pour y attendre, ce samedi snir, M. Jacques Chirac. Lequel n'a pas cesse de mentionner l'admiration qu'il porte à ce « vieux sage africain ».

Autres « amis » de M. Chirac, le président sénégalais Abdon Diouf, lui aussi reparti dès vendredi vers des devoirs inconnus, et le Congolais Sasson N'Guesso, bien obligé, en tant que président de l'OUA, da s'étonuar des récentes visites en France de MM. Botha et Savimbi; mais l'homme de Brazzaville n'insista gnère, au grand dépit des repré-sentants de certains pays de la ligne de front, notamment le Zimbabwe. Dès vendredi matin, M. Mitterrand avait laissé entendre que, cobabitation ou non, il ne fallait pes compter sur lui pour jeter de l'huile sur le feu et jouer « redresseurs de torts ». Insistant sur sa préférence pour une solution pacifique en Afrique aus-trale, il avait ajouté: « Nous sou-haitons que l'avenir de l'Afrique du Sud soit déterminé par les Sud-Africains, par tous les Sud-Africains, contre toute ségrégation, car l'actuelle crispation des attitudes ne peut engendrer qu'un surcrost de violences et mettre en D'autres acteurs, bien sûr, ont péril le développement et la stabi-animé la représentation, mais leur lité de toute la région.

Autre sigure de Lomé, absente celle là mois presente dans tous les esprits car elle symbolise cette génération des jeunes capitaines qui n'apprécient que modérément les Jeux courtois, ambigus et réalistes auxquels on se livre généralement dans ce type de rencontre: le capitaine Sankara, tout juste de retour de Cuba pour accuellir lundi, à Ouagadougou, M. Mis-

Un plan Marshall pour l'Afrique ?

Le bouillant capitaine avait quelque raison de s'abstenir isqu'il est accusé, sur la base d'éléments de prenve assez convaincents, d'avoir entraîné sur ses terres le commando qui a tenté, il y a quelques semaines, de rayer le président Eyadema du nombre des vivants.

Dernier point dont il est trop tot pour mesurer les conséquences : l'idée d'un plan Marshall dont les pays destinataires seraient tous les pays du Sud. La proposition a été lancée par le président Eyadema et reprise par M. Mitterrand, qui a noté que c'est en 1987 qu'on allait célébrer le quarantième anniversaire de l'initiative américaine qui devait faire tant pour le redémarrage de l'industrie européenne au lendemain de la guerre mondiale. L'idée ira-t-elle plus loin que Lomé? Est-il réaliste de penser que le sentiment de solidarité qui l'Europe aux Etats-Unis au sortir du conflit, pourra fonctionner avec autant d'efficacité demain dans les pays du Nord au profit de ceux du Sud?

JACQUES AMALRIC.

Quand M. Chirac «marque» M. Mitterrand

LOMÉ

de notre envoyé spécial

Vendredi 14 novembre, alors que franco-africaine dans la grande salle de la Maison du Rassemblement du peuple togolais (RPT), M. Jacques Chirac, assia à la piace qui lui a été réservée, seul premier ministre à la table des chets d'Etat, attend. Sa présence au même rang que les chefs d'Etat a posé quelques pro-blèmes de protocole aux dirigeants togolais. De cette situation incommode, on avançait à Lomé, dans la délégation française, deux explica-tions opposées. Dans l'entourage présidentiel, on abservait une cer-taine difficulté du premier ministre à trouver sa place dans une telle conférence en Afrique, où l'idée de

dualité du pouvoir est mal comprise. Dn côté des collaborateurs de M. Chirac, on minimisait ces difficultés, et certains présentaient comme un peu vain le soin apparemment mis par le président de la République à défendre ses prérogatives. Les dirigeants africains out en pour souci de marquer la primanté de M. Mitterrand et de ménager à la fois en M. Chirac l'actuel pres ministre et le possible président de la République de demain.

Chez les deux partenzires, on s'attachait en tont cas à souligner l'absence de divergences de vues sur les problèmes évoqués à Lomé. Le différend a, en fait, porté sur les rencontres biletérales. Ainsi, en dépit de la décision prise d'un commun accord entre le chef de l'Etat et le premier ministra d'associer

rait avoir M. Mitterrand, le pres ministre s'est entretenu, en tête à tête, avec M. Dioui, puis avec le numéro deux » du Mozambique, chef de la délégation de ce pays, M. Marcellino des Santos.

Entretiens privés et intervieus séparées

Finalement, le président de la République a décidé de mettre un terme à cette petite guerre. Puisque le premier ministre s'était déclaré en n accord avec les conditions de M. Mitterrand, le porto-parele de l'Elysée pouvait annoncer vendredi le programme dea entratiens qu'auraient chacun de son côté, le lendemain, le chef de l'Etat et le chef du gouvernement.

C swell core gine de faire, comme le président de la République à l'occasion du son-met de Lomé, une visite officielle dans plusienrs pays africains. M. Mitterrand était opposé à ce projet, en faisant valoir notamment que le chef de l'Etat et le premier ministre ne peuvent se rendre en même temps en voyage officiel dans des pays différents. Anssi M. Chirac s'est-il borné à une escale « semiofficielle », jeudi, à Brazzaville, et à une visite « privée », samedi, à Yamoussokro, pour s'entretenir avec le président ivoirien.

\$ 70

4 6 7

.

4

Le style de cette démarche initiale s'est constamment retrouvé à Lomé. Le premier ministre, peutêtre en raison des liens historiques être en raison des liens historiques du gaullisme avec l'Afrique, et parce qu'une telle réunion, cù les rencourres bilatérales tiennent une grande place, s'y prête davantage que d'autres, a multiplié les signes de sa présence sur le terrain prési-dentiel. Aux entretiens privés qu'a eus M. Chirac avec les chefs d'Etat et de délégation, s'est ajoutée une rencontre avec la presse. Le premier ministre devait, en outre, accorder un entretien samedi matin à TF I et à Antenne 2 pour leurs journaux de 13 houres, heure de la conférence de presse commune de M. Mitterrand et du général Eyadema.

M. Mitterrand a donné consigne à son entourage d'afficher la plus grande sérémité en se référant à ce qu'il avait dit lui-même au Point (1). M. Chirac, présenté par M. Mittorrand à la récoption de la computagné communanté française à l'ambas-sade de France, vendredi en début de soirée, et plus applandi que le président de la République, a ca l'élégance de s'éclipser après avoir serré quelques mains. M. Mitter-rand risque néanmoins de conserver un mauvais sonvenir du conserver un mauvais souvepir du « marquage - suquel il aura 6t6 soumis à Lomé.

PATRICK JARREAU. (1) « Je ne me plains pas quand je vois le premier ministre, comme le fa-saient ses prédécesseurs, développer avec beaucoup de dynamisme la politi-que qui me convient, »

Amériques

BRÉSIL

Trente partis présentent quinze mille candidats aux élections

Sac-Panlo. - Trente partis pré-sentent environ quinze mille candidats pour les élections des députés, des sénateurs et des gouverneurs, qui ont lieu ce samedi 15 novembre an Brésil. Cette consultation, la première depuis que l'armée a abandonné le pouvoir aux civils en mars 1985, après vingt et un ans de régime militaire, devrait consolider la coalition au pouvoir, sous la direction de Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB).

Mais ce scrutin est aussi l'occasion pour tout groupe d'intérêt de quelque importance, des riches pro-priétaires aux lépreux, de chercher à se faire représenter parmi les futurs législateurs. Même les racketteurs du jeu à Rio-de-Janeiro ont leur candidat au Congrès. Les Indiens amazoniens, qui ne

sont plus anjourd'hui que deux cent vingt mille environ, et qui craignent l'anéantissement de leur culture, intensifient leur effort politique en ne présentant pas moins de sept candidats. La campagne électorale, sou-vent hante en couleur, a vu la fièvre polémique s'emparer des candidats, qui ne se sont pas ménagé les atta-ques féroces, s'accusant tout anssi bien d'acquisition frauduleuse de biens que d'bnmosexualité. La bataille a été particulièrement acharnée dans l'État de Sao-Paulo, capitale économique de la fédération, on l'élection an poste de gou-verneur est considérée comme ouvrant la voie à la présidence. —

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'ambassadeur du Chili

M. Eduardo Cisternas, ambassa-deur du Chili en France, nous a adressé une lettre dant nous publions les principaux extraits:

Le Chili a prêté sa totale coopéra-tion à de nombrenses organisations internationales, parmi lesquelles la Commission des droits de l'homme adresse une lettre dant nous Le Monde a informé sur différents sujets à propos du Chili. Chacun de vos articles et éditoriaux avait tendance à signaler les aspects

négatifs de l'évolution chilienne sans reconnaître les réalisations mi les progrès de son gouvernement pour atteindre la normalisation institutionnelle du pays. Le 11 septembre, le président lui-même a fait le point sur l'état actuel des lois politiques, affirmant l'intention de respecter le mandat de la Constitution et insistant sur les réussites concrètes qui devraient être commes par l'opinion publique internationale, habituelle-ment désinformée. C'est ainsi que la loi organique constitutionnelle du tribunal électoral est en vigueur actuellement. La loi dite du système des listes électorales a été promulguée, ce qui permet de commencer les inscriptions des citoyens. Le pro-jet de loi sur les tribuneux électo-

la junte de gouvernement. Dans les jours à venir seront approuvés le projet de loi sur le Congrès national et l'avant-projet de loi sur les droits de vote et des serutins qui complète les procédures pour les élections. Seront présentés au public au début de l'année 1987, les statuts concernant les partis poli-tiques qui ferent l'objet d'une loi de la République (...)

raux régionaux est dans les mains de

On insiste dans la presse sur les informations negatives d'Amnesty International et d'autres organismes dont la partialité est évidente,

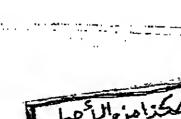
des Nations unies, représentée par son rapporteur spécial, le professeur Fernando Volio Jimenez, et la Com-mission inter-eméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains. Mais Amnesty International a'offre pas les garanties d'objectivité. On doit rappeler qu'an Chili il n'y a pas de « détenns politiques », ceux qu'Amnesty International appelle « prisunniars de ennscience ».

Amnesty fait référence à des personnes qui out commis des délits établis par les lois en vigneur — loi de 1958 — sur des thèmes aussi graves que la pratique terroriste, le port d'armes et d'explosifs et la formation de groupes violents qui pratiquent l'insurrection armée. Ces personnes ont été traduites devant les tribunanx de justice par une procédure normale (...)

Pendant la période qui va de 1983 Pendant la période qui va de 1983

à 1986, quarante-trois membres de l'armée et des forces de l'ordre ont trouvé la mort, victimes des atten-trouvé la mort, victimes des atten-tats terroristes. 1 729 attentats à l'explosif ont été commis entre jan-vier 1985 et avril 1986. Depuis 1984 à cette date, 216 citoyens out trouvé la mort à la suite de violence extré-miste. Ces faits out entraîné le gouverne-ment à prendre toutes les mesures

nécessaires pour sauvegarder la sécurité de la population en accord avec la Constitution et les lois. Des mesures ont été adoptées pour éviter-les possibles excès qui pourraient avoir lieu an cours de cette véritable guerre contre le terrorisme (...)



Le gouvernement alourdit les dépenses des prochaines lois de finances

Le budget de l'Etat pour 1987 a été adopté, en première lecture, à l'aube du samedi 15 novembre, par l'Assemblée mationale. 290 députés out voté pour, 282 contre. La majorité n'a pu compter que sur elle-même. Le Front national, à l'exception de M. Edouard-Frédéric Dupont (Paris), qui s'est absteun, s'est opposé au budget comme

Après exactement un mois de discussion au Palais-Bourbon, le projet gouvernemental n'a été que peu modifié. Lorsqu'ils

La loi de finances annuelle est toujours l'occasion d'apporter des modifications, qui se veulent non conjoncturelles, à la législation fiscale. Cette année, le gouvernement à vonlo mettre en application quelques-unes des recommandations de la commission AICARDI sur les rapports entre les contribuables et le fisc sans attendre le projet de loi spécifique dont M. Alain Jappé o annonce qu'il serait soumis cette semaine au Conseil d'Etat. Mais, dans lo contexte actuel, tenter d'améliorer ces relations revient à priver l'administration de certains des moyens dont elle dispose pour lutter contre la fraude fiscale. C'est pourquoi les communistes, par la voix de M. Jean Jarosz (PC, Nord). s'y sont globalement opposés.

Le ministre délégué au budget assure qu'il s'agit simplement de débarrasser la législation de certains procédés « archalques » qui peavent être dangereux pour - la liberté individuelle - Les socialistes euxmêmes reconnaissent qu'un certain • toilettage », commn in dit M. Christian Pierret (PS, Vosges), est nécessaire. C'est pourquoi ils ne s'opposent pas, sans pour autant les approuver, à certaines dispositions prévues, comme la réforme du droit de perquisition en cas d'infraction douanière ou fiscale, ou des procé-dures de redressement. M. Pierret craint pourtant que l'esprit dans lequel la majorité y procède ne « démobilise » l'administration. Ce n'est absolument pas la volonté du gouvernement, affirme au contraire M. Juppé, qui explique vouloir simplement « rompre avec des pratiques de contrôles fiscaux très souverd (au cours des cinq dernières années) sectaires, intolérantes et orientées politiquement ». M. Pierret s'élève contre cette interprétation en faisant remarquer que le pro-

M. Borotra (RPR):

le président est animé

par « un souci partisan »

M. Franck Borotra, nouveau

avaient examiné les recettes, les députés avaient diminué certaines d'entre elles de 1 552 millions de francs, mais en avaient augmenté d'autres de 1 233 mil-Bons(le Monde du 23 octobre). Vendredi et samedi, ils out décidé de nouvelles dépenses pour quelque 510 millions de francs mais ont fait par ailleurs 600 millions d'écono-

Finalement, les ressources nettes du budget général sont de 925 015 millions de

transformer en termes législatifs des directives déjà oppliquées par l'administration depnis 1976. M. Martinez (FN, Hérault) nurait souhaité qu'un pas de plus soit fait en supprimant, entre autres, les possibilités de dénonciation anonyme.

Golf et chevaux

de toute façon, pas parfait et, à l'ini-

tiative de son rapportenr,

M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne), le commission des finances a obtenu qu'il soit réécrit afin de mieux tenir compte de déci-

zions du Conseil constitutionnel

imposant un contrôle strict de l'auto-

rité judiciaire, par exemple en cas du perquisition. M. Pierrot, en

la suppression de la taxation

d'office, Pourtant, a-t-il fait remar-

quer, elle ne concerne que vingt per-

sonnes par an et permet de s'atta-quer « aux trafiquants de drogue ».

Il juge anssi que la majorité va trop loin dans la réforme de la procédure

d'évaluation forfaitaire des revenus

qui est appliquée à deux cents per-

sonnes par an. D'autant que si les

évaluation, ils n'ont pas suivi M. Michel d'Ornano (UDF, Cal-

vados), président de la commission

des finances, dans son soucis

d'exclure aussi la possession de che-

vaux de course. Malgré les réserves

revenu, l'indication de certains élé-

ments du train de vie du contribus-

une question supplémentaire de l'hebdomadaire sur la libération des

Sur la pulitique de défense.

M. Chirac affirme : « Toute polémi-

que nous affaiblirait inutilement.

La Constitution partage les respon-sabilités. Le président de la Répu-

blique est le chef des armées, il lui

revient notamment de prendre la décision d'emploi du feu nucléaire...

En fait, dans un domaine de cette

nature, la défense, il y a nécessaire-

ment discussion. Si les points de vue

étaient nettement différents, cela

pourrait poser un véritable pro-blème. Or ce n'est pas le cas. Il n'y a donc pas de problème. »

A propos des relations internatio-

nales, le premier ministre remar-

que : « A l'exception de quelques

détails, la continuité de notre politi-que extérieure existe non seulement

mire l'avant et l'après mars 1986.

mais aussi entre l'avant et

» Je pense en particulier à tout ce

qui touche aux rapports Est-Ouest.

à la politique survie à l'égard des

pays en voie de développement et à

notre politique africaine; à notre

action en faveur des droits de

l'homme et à notre politique au

Moyen-Orient. Toutes choses qui

participent, là encore, de l'héritage du général de Gaulle et que per-

sonne ne remet vralment en cause.

Interrogé sur ses relations avec

Caprès 1981.

du gouvernement, ces deux disposi-

nche, s'est opposé sans succès à

Le projet gouvernemental n'était,

d'entreprise qui échonerait. Les socialistes out approuvé ce mécanisme mais, comme le Front national, ils ont regretté qu'il remplace la suppression de l'impôt sur les bénéficus qu'ils nynient instituée. M. d'Ornano o reçu le soutien de M. Juppé pour améliorer le fonctionnement du « carry back » ; ce dispositif mis an point par M. Pier-ret permet à une société qui commit un exercice déficitaire, après plusieurs années bénéficiaires, de dispo-ser d'un crédit d'impôt; celui-ci lui est remboursé si, an bout d'un certain délai, elle n'a pu l'utiliser pour payer son impôt sur les bénétices. Ce délai était de dix ans. Il sera

aussi fait supprimer les membres de

société créée pour gérer une indivi-sion succéssorale, de la liste des per-

sonnes pouvant bénéficier de réduc-

tion de revenns en cos

d'investissement dans une création

Personnes âgées et handicapés

maintenant de cinq ans.

Le gouvernement a de lui-même retiré un article qui renforçait la socialistes partagent le souhait de M. Gérard Trémège (UDF, Hautes-Pyrénées) que l'inscription dans un club de golf ne rentre plus en ligne de compte dans le calcul de cette fealuation ils p'out pas anisi contribution obligatoire des ven-deurs d'appareils radio-télévisés à la lutte contre l'évasion du paiement de la redevance audiovisuelle. Mais il o du, comme depuis le début de la discussion budgétaire, faire face à de nombreuses demandes de sa majorité, pour limiter un peu plus les pouvoirs de l'administration dans le contrôle des revenus, pour améliorer la situation fiscale des médecins tions out été adoptées, comme celle, soutenne par M. Juppé, qui sup-prime, dans le déclaration de a obtenu que les « résistances touristiques » puissent, à partir du l= jan-vier 1988, récupérer la totalité de la TVA, et non plus 50 % comme depuis 1983; il en coûtera au budget 50 millions de francs.

francs, et les dépenses définitives (hors budgets annexes et comptes spéciaux) de 1 090 456 millions.

Ainsi le déficit prévu initialement de 128 586 millions passe 2 128 809 millions, soit une augmentation de 0,173 %. Mais tout au long de la discussion budgétaire, pour calmer les nombreuses demandes de sa majorité, le gouvernement a dû prendre de multiples engagements qui vont peser lourd lors de la confection des budgets à venir.

La victoire de M. Etienne Pinte (RPR, Yvelines) est beancoup plus onéreuse. Bien que M. Jnppé n'ait guère caché ses réticences personnelles, cet omi de M. Pbilippe Séguin a obtenu que les personnes agées de plus de soixante-dix ans et les handicapés puissent déduire de leurs revenus 10 000 francs si elles emploient un salarié pour les aider à rester chez elles. Cette extension du dispositif prévu par le gouvernement pour la garde des jeunes enfants coûtera à l'Etat nn milliard de francs... en 1988, car elle ne s'appliquera qu'au revenu de 1987.

Cette technique a été utilisée tout an long de ce débat budgétaire. Pour ne pas trop charger la barque cette année et donner tout de même quelques satisfactions à sa majorité, le gouvernement a choisi de grever par avance les budgets à venir. Le « carry back » va l'obliger à dépenser de l'argent à partir de 1989. L'assujettissement des communications téléphoniques à la TVA va lui cofiter très cher à partir de 1988. Il a promis de supprimer totalement cette même année la taxe sur les frais généraux des entreprises et de réduire, plus que prévu, celle sur le fuel lourd et le gazindustriel. L'analyse précise que le gouvernement a dû accepter des frais que vont créer anx régions l'entreties et la construction de lycées risque de contraindre l'Etat a donner aux régions eu 1988 les crédits qu'il o réussi à leur refuser cette année. Ce à quoi s'ajoutent les promesses faites aux rapatriés.

Le budget de l'an prochain ne sera pas fuciln à établir. Celui qui devra être mis au point au lendemain de élection présidentielle de 1988 le sera encore moins.

THIERRY BRÉHIER.

M. Chirac ne conçoit pas ses relations avec M. Mitterrand « en termes de concurrence »

porte-parole da RPR, a affirmé, le vendredi 14 novembre, que M. Mit-terrand avait manifesté « un souci partisan » en exprimant ses désac-Dans une interview à l'hebdomadeire Valeurs actuelles date dn cords sur le code de la nationalité et l'expulsion de cent un Maliens. Il a exprimé « l'opinion des partis politi-17 novembre, M. Jacques Chirac expose son analyse des relations ques et de la petite minorité qui le actuelles et à venir entre le président de la République et le premier Pour M. Borotra, «l'opération ministre. An moment où cet entrepoliticienne qui consiste à récupétien a été réalisé (le 8 novembre), rer, à titre personnel et sur son nom, M. Chirac n'avait pas en connaisle consensus qui existe dans le pays sur la défense et la politique étran-gère ne relève pas de la conception sance, remarque Valeurs actuelles, des propos tenus per M. Mitterrand sur les mêmes sujets dans le Point (le Mande du 11 navambre). Depuis, le premier ministre a complété cette interview en répondant à

que nous avons du consensus. La ligne de la politique de défense et de ligne de la politique de déjense et de la politique étrangère n'est pas la ligne de M. Mitterrand, a-t-il njouté. C'est une ligne de continuité que M. Mitterrand, après de lourds atermoiements et un long cheminement tortueux, a fini par épouser, parce que c'est la ligne gaulliste ». M. Borotra s'est également indi-gné de ce qu'il appelle le sabo-

M. François Propst (RPR), secrétaire général du groupe RPR au Sénat o été élu vendredi soir 14 novembre maire de Bois-Colombes par 26 voix contre 4 à M- Ladousse (PSI et 3 à M. Tricon (RPR), qui n'était pas candidat. M. Prospt succède à M. Tri-con, maire de Bois-Colombes depuis 1953, qui, à la suite de son élection au Sénat le 28 septembre dernier, avait décidé de ne plus assumer ses fonctions à la tête de la municipalité. Au sein du conseil municipal qui compte 18 RPR, 6 UDF, 2 div. maj.,

· Sénat : la loi de programme pour l'outre mar adoptée. - Le Sénat a adopté, vendradi 14 novembre, en première lecture, le projet de loi de programme relatif au développement des départements d'outremer et des collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon par 239 voix contre 78 (PC, PS). Peu de changements ont été apportés au texte initial défendu par le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, qui a rejeté la plupert des cont trentssept amendements venus en discusde l'élection présidentielle, M. Chirac déclare :

« Vous parliez tout d l'heure de doigt sur la gâchette, vous me parlez maintenant de concurrence... Je vous dirais d'abord que je ne suis pas armé! Ensuite, je ne conçois pas nos relations en termes de concurrence. Nous avons assez de sujets à traiter sans les compliquer

» Les échéances électorales viendront en leur temps, et je dois dire que je n'ai été favorisé d'aucune confidence du président de la Répu-

Les principes et la pratique

M. Chirac évoque ensnite l'empreinte évectuelle que la coha-bitation peut laisser sur le fonction-nement des institutions : «Il faut distinguer l'ordre des principes et celui de la pratique.

» Sur le plan des principes, j'ai toujours défendu l'idée que l'exer-cice du pouvoir variait selon que le chef de l'Etat et sa majorité étaient ou n'étalent pas en harmonie.

Quand le président de la République appartient à la même famille politique que sa majorité, il en est, par nature, le chef. Et par voie de consequence, ses pouvoirs politiques excèdent ses pouvoirs constitutionnels. Cela justifie le système que nous avons comme jusqu'en 1986.

» Lorsque le chef de l'Etat n'a plus sa majorité, le général de Gaulle a fait en sorte qu'il ne garde que ses pouvoirs constitutionnels. La conduite du gouvernement appartient alors au chef du gouvernement au titre de l'article 20 de la Constitution.

-Si. demain, nous nous trouvons en situation d'harmonie, le chef de l'Etat disposera à nouveau d'un pouvoir accru, parce que c'est dans la nature des choses. Si, en revanche, la coexistence se poursuit, il y M. Mitterrand dans le perspective aura logiquement partage.

» Voilà pour le principe.

» Dans la pratique, je suis partisan de revenir à l'équilibre que nous avons cannu au début de la V République

· Le général de Gaulle exercait les respansabilités touchant d l'essentiel, les affaires étrangères et la défense ; dans les autres domaines, il laissait une très grande liberté d son gouvernement. Ce n'est que peu à peu que le reste du pou-voir s'est transfèré à l'Elysée; j'ai toulours considéré qu'il y avait eu là un excès.

 Je suis personnellement partisan d'un gouvernement qui, dans le cadre des orientations définies par le chef de l'Etat - nous nous plocons bien sûr dans l'hypothèse où ll y a harmonie, - alt une relative

A propos du terrorrisme et de l'action internationale conduite par la Fronce ponr y faire face, M. Chirac rappelle sa position sur les menaces de « sanctions » adressões « à ceux qui posevait avoir une responsabilité dans une initiative terrorriste .. Cela vant, ojoute-t-il, · le cas échéant pour les pays, les groupes, ou les hommes qui appartiennent à ces groupes », le gouvernement, réaffirme-t-il, n'n « jamais engagé de pourparlers pour tenter d'aboutir à des compromis avec des groupes ou leurs manipulateurs ».

 M. Balladur : président chef du gouvernement. - M. Edouard Balladur, ministra de l'économie et des finances, déclare dans une interview au Figero Magazina : «Je ne crois pas que nous soyons entrés dans un nouvel âge de la Ve République. La réalité est très simple : lorsque le président de la République, le gouvernement et la majorité parlementaire sont de même tendance politique, c'est tout naturallement le président de la République qui est de fait le chef du gouvernement. »

Les « bonnes œuvres » de la majorité

fin du débat parlementaire, le gouvernement o laissé le président et le rapporteur général de la commission des finances distribuer quelques crédits pour répondre à la pression de la majorité. Pour l'occasion les ministres se font eux-mêmes quémandeurs. Tous n'ont pas été entendus.

M. Charles Pasqua, qui avait longuement insisté pour obtenir par cette voie un peu d'argent pour la sécurité civile, et particulièrement la lutte contre les incendies de forêt, n'a pas eu de succès. M. Christian Bergelin o été plus chanceux : les crédits pour les associations sportives et de loisirs ont été accrus de 10 millions de francs.

Tradition toujours, l'agriculture o été particulièrement bien servie : 68,4 millions dont 24 millions pour les Maisons familiales rurales; 5 millions pour faciliter la promotion de l'alcool français, afin de faire publier à ces producteurs l'augmentation de deux points de la taxe qui les frappe; 35 millions pour soutenir l'élevage des chevaux et la pratique de l'équitation. Les forêts n'ont pas été oubliées, puisque les régions recevront 3 millions pour aider au reboisement après incendies.

La Société de sanvetage en mer recevra 2 millions. Comme promis il aura 15 millions pour l'enscignement supérieur privé et 12 millions pour développer l'apprentissage. Les crédits pour les bourses des étu-diants étrangers dont la faiblesse

La tradition a été respectée. A la avait été sèchement critiquée seront accrus de 20 millions. Le petit budget de l'environnement sera un peu grossi : 1 million pour les réserves naturelles, 6 pour le Conservatoire dn littoral, 3 pour les pares nationaux. Les métiers d'arts auront aussi 2 millions, les anciens combattants 2,6 (pour leur retraite mutualiste), les organisations de consommateurs 2 millions, la • Maison de France » dn secrétarist d'Etat an tourisme 3 millions. Ce sont ainsi 150 millions qui ont été distribués.

> Le gouvernement n'n pas oublié ses propres « œuvres » : les réformes administratives recevont 5 millions de plus que prévu ; la Commission nationale de la communication et des libertés un peu plus de 123 millions qui lui permettront notamment de disposer de 233 emplois. Mais les Pet T en perdront 31 et la Haute Aotorité 70. Le ministère des affaires étrangères disposera de 228 millions pour mettre en place le système d'attribution des visas, mais ceux-ci devraient rapporter 230 mil-

Ponr finoncer ces petits cadeaux », le gouvernement a décidé de faire de nouvelles économies: 150 millions grâce à la suppression de la prime de déménagement, et 450 par le ralentissement de la distribution des primes d'épar-gne logement. Les familles financerunt les « bonnes œuvres » !

Regain de tension en Nouvelle-Calédonie

Un jeune caldoche a été tué par balles à Thio au cours d'affrontements entre le RPCR et des indépendantistes

de notre envoyé spécial

Thio, ville symbole, vient à nouvean de plonger dans la violence, provoquant un brusque regain de tension sur le territoire. Un adolescent caldoche de quatorze ans o été tué, le samedi 15 novembre, dans la cité minière de la côte Est, au cours d'affrontements opposants militants RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) et FLNKS (indépendantistes), à la sortie d'un meeting organisé par le député Jacques Lafleur. La jeune victime, Steeve Fels, otteint par balles au foic et au poumon, est décédée peu nprès son évacuation sur l'hôpital de Nouméa. Une ontre personne a été blessée par balles, tandis qu'une demi-douzaine de membres du RPCR - parmi lesquels trois élus au Congrès du terri-toire, MM. Goine Wamo, Justin Guillemard et Didier Leroux souffrent de blessures légères dues à des jets de cailloux. Samedi, en fin d'après-midi, les forces de gendarmerie présentes sur les lieux - deux escadrons appuyés par une unité des EL1 (éléments légers d'intervention) - procédaient à des perquisi-

tions dans les tribus.
Le village de Thio, qui s'était considérablement assgi depuis les dernières élections régionales de septembre 1985, a douc retrouvé son visage de cité à haute tension. Le climat s'était durci dès la veille des incidents, vendredi soir, à l'approche da meeting de M. Lafleur, qui n'était guère du goût du FLNKS local. On avait alors frôlé l'incident à phisicurs reprises entre groupes loyolistes et indépendantistes. amedi matin, le président de RCPR interveniat dans la salle de la mairie de Thio devant deux cents anti-indépendantistes de la région. Le député RPR, accompagné de son état-major, tenait tout particulièrement à cette réunion afin de « récon-forter » les Européens isolés dans des zones de brousse où le FLNKS. selon lui, fait encore la ki.

Son discours comprenait d'aileurs des allusions bien senties à 'adresse du hunt commissaire. M. Jean Montpezat, jugé trop conci-lient à légard des indépendantistes: · S'll ne change pas de politique (_), le haut commissaire joue sa place. Evoquant le futur sommet sur la Nouvelle-Calédonie qui devrait rassembler, à partir du 27 novembre à Paris, autour du ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, les maires et les parlementaires de l'île. M. Lafleur a 6galement souhaité qu'il consacre « un réajustement de la politique engo-

C'est à la fin du meeting que les affrontements ont éclaté, les indépendantistes ayant perçu comme une « provocation » un défilé de voitures pavoissées de tricolore. Selon une technique bien rodée pendant les troubles de 1984-1985, le convoi a essuyé des jets de pierres à la sortie du village, au lieu-dit Pétroglyphes. Une voiture bloquée a même été incendiée. En représailles, les militants RPCR mettaient le feu à une boulangerie du centre de la commune, appartenant à un caldo-che indépendantiste, M. Gérard Monlédou. C'est dans la grande confusion qui n suivi que des coups de feu ont éclaté, atteignant mortel lement in jeone Steeve Fels. Samedi, en début de soirée, le haut commissaire faisait part. dans une allocution radiodiffusée, de sa « détermination à rechercher et arrêter les coupables ». « De telles agressions sont totalement inacceptables, a-t-il ojoute. Ce qui vient de se produire signifie que certains n'ont aucun scrupule à tirer sur des jeunes gens. » De son côté, le RPCR dénonce • le non-rétablissement de la sécurité, de la liberté de circulotion et d'expression - et demande on gonvernement de « prendre sans délai des mesures énergiques » afin de mettre fin à « l'impunité des terroristes FLNKS ».

Ces affrontements de Thio vont, à l'évidence, alourdir le climat politique de l'île, à un moment charmère où s'amorçaient les négociations sur les modalités du référendum prévu en juillet 1987.

FRÉDÉRIC BORIN.

LES MÉROVINGIENS LES CAROLINGIENS

Vous enseignez l'histoire, vous vous consacrez à l'étude de cette matière consacrez à l'étude de cette matière ou bien vous êtes tout simplement feru d'histoire, ou plus particulière-ment de généalogie : si tel est votre cas, sachez que le BEGNAM vient de publier trois pochettes consacrées aux deux premières dynasties des rois de France. Cela ne manqueza certainement pas de vous intéresser. Dans chacune d'elles, vous trouverez dix tableaux grand format (42×29,5) auec des arbres généalogiques très complets présentant toutes les branches mâles de ces deux familles. Des textes d'accompagnement rela-tent les faits essentiels concernant la vie de tous ces rois qui ont gouverné des deux côtés du Rhin. Si vous êtes passionné d'histoire ou de généalogie, demandez vite ces numéros.

BUILLETIN DE CONMANDE NOM Pricom Adresso

Code postal Je dánira recevoir : La pochetta «Mérovingiens» 76 F Les deux pochettas «Carolingians» 150 F Les trois pochettas 225 F. Palament par : 🛘 Chèque bancaire 🗆 Chèque postal

☐ Mendat-lettre Data Signature Priles de Rheller la courrier et les pelements à l'ordre de : BEGNAM-V, RESERO - 397 LA BEU

4 .002 V

20 C

3.00 PM

tage - entrepris par la télévision à l'encontre du RPR.

• Un nouveau maire à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine). — 2 dissidents de la majorité. 3 PS et 1 PC. M. Tricon a été nommé adjoint

Dans une interview à «Valeurs actuelles»

6 Le Monde Dimanche 16-Lundi 17 novembre 1986 •••

Au comité directeur du Parti socialiste

M. Chevènement oppose la «République» au libéralisme

Le PS devrait réunir son comité directeur à Paris, le samedi 15 novembre. A trois mois et demi de la date probable (début avril) du prochain congrès, les discours des dirigeants socialistes sont déjà marqués par la préparation de cette échéance.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, devait proposer des axes de réflexion as cette perspective. Les socialistes, selon kui, doivent montrer lors de ce congrès qu'ils gardent une identité claire.

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, ouvre les travaux du comité directeur du PS par son traditionnel rapport d'activité. Après avoir parlé de la politique du gouvernement dans l'affaire des otages et de l'interview de M. Chirae au Washington Times, il évoque notamment le pro-jet de nouveau code de la nationalité pour affirmer: « lci. Chirae dispute pour affirméet : « lci. Chirac dispute le terrain à Le Pen ; de même lorsqu'on embarque menottes aux mains des cargaisons d'immigrants noirs vers l'Afrique. C'est la partie extrême de la coalition de droite RPR-UDF qui même le jeu, chira-quiens flanqués de léotardiens lu-tant dans la surenchère hors l'extrème-droite lepéniste. » Le uuméro deux du PS stigmatise «l'envahissement de l'Etat chira-quien qui colonise les principaux centres de pouvoir ».

En conclusion, M. Poperen note que «l'opinion demeure globale-ment incertaine et qu'elle est en plongée dans une grande confusion idéologique. Selon une analyse détaillée portant sur les élections cantonales partielles depuis le début septembre, Il remarque « un recul moyen du PS par rapport aux résul-tats des élections législatives du 16 mars et un certain redressement niste équivalent ».

Succédant à M. Puperen, M. Jean-Pierre Chevénement remar-que que « pour gagner des emplois, il ne faut pas travailler moins [mais] travailler mieux, élargir la base productive du pays et ajoute : Le minimum social garanti à 2 000 F par mois, même géré localement et impliquant en contrepartie un travail ou une formation n'est pas un horizon quand on refuse d'entériner une société duale. »

M. Chevenement évoque les questions internationales, notamment celles de la confrontation Nord-Sud et de l'opposition idéologique EstM. Chevènement partage le même souci, sinon les mêmes analyses. Il juge que les socialistes doivent maintenant choisir entre le libéralisme et la République. M. Pierre Mauroy devait traiter du projet que définiront les socialistes.

Le club Espaces 89, proche du PS, se pose des questions similaires. Ses animateurs veulent dissiper «Péquiroque entre le libéralisme progressiste et le socialisme moderne, et dislamant le difficilité de la constitue de la moderne » et déplorent le déficit idéologique

Ouest, avant d'évoquer « l'identité ajuntes : « Les trop numbreux retards à l'allumage viennent à la pour une « confédération euro- fois de l'insuffisante clarté de nos péant une « conjectration euro-péante ». Pais il juge qu' « il est (...) trop tôt pour démobiliser un patriotisme français (...) au profit d'un patriatisme européen qui n'existe pas encore ».

Le maire de Belfort juge que « la guerre économique mondiale ne périme pas le modèle de la républi-que » autour de laquelle il s'agit de rassembler une « majorité de pro-

M. Chevenement fait ensuite un retour sur la pratique du PS au pou-voir, Il évoque « l'insuffisante maî-trise de l'appareil d'État », pour

A l'intérieur du PS. le débat sur l'emploi, à l'occasion de la préparation de la convention nationale du mois de décembre, illustre les difficultés qu'éprouve ce parti à bâtir des propositions crédibles et récliement alternatives.

Les amis de M. Chevènement s'opposent, à propos de la lutte contre le chômage, aux autres composantes, tandis que les anciens néo-rocardiens devaient déposer un texte devant le comité directeur.

conceptions initiales et des conces-sions faites - souvent d'avance - à l'idéologie adverse. A partir du moment où l'Etat en soi est reconnu moment ou l'Etat en soi est recomme par les socialistes comme étant « le » pelé, ce galeux d'où nous vient » tout le mal », comment le gouver-nement socialiste oserait-il encore

L'ancien ministre juge que cette autocritique est « la condition d'un nouveau départ » pour le PS, car selon lui il u'appartient pas aux socialistes « d'inventer le socialisme libéral, cette union mythologique des contraires » mais ils doivent

« relever la république ». « Encore faux-il pour cela, continue M. Che-vènement, que le Parti socialiste ne se borne pas à « secraliser » sa pratique gouvernementale des années 84-86 et ne s'enferme pas ainsi dans un discours exclusivement gestionnaire. (...) La république contre le libéralisme, ce débat au sein du PS o-t-il déjà été tranché? De toute évidence, non. » La pratique gouvernementale a selon lui favorisé « l'apparition et le développement au sein du parti d'un puissant courant gestionnaire qui traverse plusieurs anciens courants

de pensee ».

L'ancien ministre aborde enfin la cohabitation pour juger qu'elle « est source de dualité et donc potentiellement de paralysie voire d'incohé-rence dans l'ordre de la politique étrangère et militaire » et que les dissonances qui n'échappent pas aux chancelleries étrangères nuisent à la crédibilité » de la politique étrangère de la France. En somme, même s'il convient de respecter - autant que passible - les échéances, la cohabitation - pour-rait aussi, en période de crise, s'avérer gravement préjudiciable à l'întérêt national ».

Si M. Mitterrand est « le mieux placé » pour « rassembler une majorité de progrès dont le PS sera le môle essentiel mais non la composante unique (...), c'est en exis-tant par lui-même que le PS créera les conditions les plus favorables à la reconquête ». « Dans l'état actuel des choses, François Mitterrand n'a pas de successeur. En cas de besoin. c'est la vie elle-même, avec ses défis, qui se chargera de lui en donner. Et qui pourrait douter que le PS, le jour venu, saura le reconnat-

Espaces 89 : bataille idéologique

Le cluh Espaces 89, proche du PS et qui regroupe, notamment, des amis de M. Laurent Fabrus, vient de Anis de M. Lauren Fabilis, vielt de réunir sou assemblée généralu. A cette occasion, MM. Maurice Benassayag, Thierry Mandon et M. Françoise Castro, l'épouse de M. Fabilis, ont présenté, le vendredi 14 novembre, les activités prochaines de leur club. chaines de leur club.

Espaces 89 organisera un colloque intitulé Risques technologiques majeurs et contrôle démocratique au muis da décembre, puls, eu mars 1987, un colloque sur le thème « être socialiste en Europe ».

Dans les deux cas, u précisé Mª Castro, Espaces 89 a l'intention de se montrer « hétérodoxe », tout en remettant quelques pendules à l'heure, afin de dissiper, dans l'opinion, «l'équivoque entre le libéralisme progressiste et le socialisme moderne».

Les membres d'Espaces 89 déplo-rent, en effet, u souligné M. Benas-sayag, que la gauche, et, en particu-

lier, les socialistes, ne soient « pas assez oppositionnels ». Dans ces conditions, « comme le discours de la majorité n'est jamais dénoncé ». selon Ma Castro, il s'impose comme le seul discours possible. Ainsi l'épouse de l'ancien premier ministre remarque t-elle que « la bataille idéologique n'a jamais été menée » contre le projet gouvernemental de nouveau code de la nationalité.

Selun les animateura d'Espaces 89, cette relative incapacité à combattre provient du fait qu'« il a'y a pas eu de réflexion idéologique de 1978 à 1986 » à gau-che. Mais ils jugent que cette réflexion aujourd'hui « repart ». Néammoins, pour faire la père à la droite, selon eux, s'immerge à mer-veille dans la société civile, le PS devrait, comme l'a dit M. Benassayag, changer ses - modes d'intervention -, les clubs répondent à un besain que ne satisferait pas, aujourd'hui, le parti socialiste.

Les rapports entre le président de la République et le premier ministre

L'âge du capitaine

chef de l'Etat. Le champ de ce domaine est à géométrie variable, et le président peut pratiquement évoquer à lui, à tout moment, tel secteur qu'il aura délégué. C'est là une turbissance tant juridique là une survivance tant juridique que psychologique du pouvoir régalien que les avatars des régimes successifs, et même de la République, n'ont guère supprimé. Le caractère éminent du président se marque aussi dans le fait qu'aucun premier ministre en désaccord avec lui u'a encore osé lui résister. Pourtant, et c'est une originalité, voire une anomaliu de la Constitution de 1958, le président de la République ne peut pas révoquer le premier ministre, bien qu'il puisse, sur proposition de ce dernier, mettre fin aux fonctions des autres membres du gouverne-ment (article 8). Tous les conflits se sont, d'ailleurs, toujours soldés sous la Ve République par la remise de démission spontanée comme celle de M. Chirac en

1976, – on sollicitée, des pre-miers ministres. Et pourtant, on constate que ce sont les présidents de la Républi-que les plus âgés qui consentent le plus aisément des délégations même temporaires mais impor-tantes – de pouvoir. De Gaulle, en accédant à soixante-peuf ans mie de l'hôte de Matignon.

Avec M. Mitterrand, arrivé à la tête de l'Etat en 1981, à soixante-cinq ans, la délégation du pouvoir a été plus facile. D'autant plus facile qu'il n'y a en entre le chef de l'Etat et ses premiers ministres socialistes successifs aucune réelle divergence sur le fond de la politique à conduire. Le partage pouvait donc se faire sans règle précise et, là aussi, il s'est opéré de façon variable, étant entendu que le chef de l'Etat pouvait toujours exercer son droit d'évoca-

Sans partage

Cependant, même dans cotte période, M. Mitterrand, comme tous ses prédécesseurs, a pris le goût de traiter lui-même, et sans partage jusqu'en mars 1986, de la politique étrangère et de la défense, se préparant ainsi à ses compétences d'aujourd'hui limitées - si l'on ose dire - à ces deux secteurs.

Qu'en sera-t-il à l'avenir ? Si l'on se résère à l'histoire de la Ve République, on peut suppo-ser qu'un homme relativement jeune arrivant à l'Elysée ne sera pas enclin à se déposséder lui-même. L'expérience de ses prédécesseurs Ini enseignera notamment que la politique intérieure

est un levier électoral puissant



La préparation du bicentenaire de la Révolution

« Redonner à la France son rôle de conscience universelle »

nous déclare M. Michel Baroin

M. Michel Baroin, présidentdirecteur général de la Garantie
un moment donné de son histoire. Et
un moment des vocations de la
un moment donné de son histoire. Et
un moment des vocations de la
un institut et un masée vivant des
in 1959 à la présidence de la que l'on ne manie bie
même et dans son proprie un institut et un masée vivant des
in 1959 à la présidence de la
un institut et un masée vivant des
in la veille d'un moment très important, qui est le troisième millénaire.

Chieve Febrine Respublique, a laissé dans la gestant, qui est le troisième millénaire.

Chieve Febrine Respublique de l'on mement des vocations de la
un institut et un masée vivant des
droits de l'homme, etc. président de la mission interministérielle de célébration du bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoven Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il s'explique sur sa vision d'ensemble et décrit les grandes lignes d'action qu'il compte mettre en œuvre, rendues publiques ice jeudi 13 novembre.

« Vous avez été reçu récemment par le chef de l'Etat puis par le pre-mier ministre. Quelle conception générale de votre tilche leur avez-vous exposé ? Vos deux interlocu-teurs vous out-ils en retour exprimé des idées, une vision précise, à propos de ce vaste événement ?

- J'ai exposé au président de la République et au premier ministre l'esprit dans lequel je pensais que cette commémoration devait avoir lieu. Cet esprit est celui, pratique ment, de la Constituante, qui a substitué à l'ancien ordre des choses un monde généreux où l'individu est à la mesure des choses.

» Célébrer le bicentenaire signifie ranimer cet esprit authentiquement révolutionnaire, revivifier la foi humaniste, le moment où le citoyen, pour la première fois, est posé face à la société en taut qu'homme responsable et citoyen solidaire des autres. C'est ce grand cri de recherche du bonheur et d'appel à la générosité que l'on va célébrer. Le président de la République et le premier ministre ont été d'accord sur l'économie générale de la commémoration. » Célébrer le bicentenaire signifie générale de la commémoration.

- M. Mitterrand on M. Chirac out-ils exprissé des idées particu-

— Ils unt été parfaitement d'accord. Je leur ai lu un projet de charte du bicentenaire. Ils ont été d'accord sur la finalité que symbolise, du reste, ma nomination. Ma nomination, c'est quoi? Le consensus. Ou dépasse toute différenciation, toute querelle, pour essayer de faire en sorte que tout le monde se retrouve uni autour d'un événement impurtant, qui a influencé le monde.

» Autrement dit, l'idée, c'est de cette commémoration, ce rôle de - Entrons dans le détail. Com-

ment voyez-voes anjourd'hui les grandes lignes de cette commémo-

- La révolution française est le fruit de courants d'idées antérieurs. Elle a accouché de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui a donné lieu à la devise de la République : liberté, égalité, frater-République : liberté, égalité, frater-nité. Nous voici bientôt en 1989, à la veille de bouleversements considérables dans le monde, à travers les mutations technologiques, les équilibres démographiques.

» L'humme va se trouver confronté à la faim et à la guerre, et plus fortement peut-être que mainte-nant. C'est donc l'occasion de scusibiliser toutes les familles spirituelles et scientifiques du monde entier, et tous les citoyens, à propos de cet

» Occasion par exemple de célébrer la sête de la fraternité universelle. Ce sera la première grande ligne. Deuxième ligne : organiser à Paris un congrès universel des familles spirituelles et scientifiques. Thème : quelle éthique pour l'homme du troisième millénaire ? Troisièmement, déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789. Enfin, quatrième ligne de force, faisons la fête de la vic. Valorisons la créativité et sensibilisons tous les créateurs à propos de ce monde qui naît. En France, qui est le pays de l'ingéniosité, la qualité s'exprime au travers des cuvres. Prenez la haute couture... N'oublions pas l'importance de la mode sous la Révolution. Regardons l'art de la médaille, de la caricature, de la falence... Revigorons tout cela, et puis n'oublions pas que nous sommes au moment des nouvelles

Label

» Tout cet ensemble d'événesituerait dans cette préoccupation de paix et d'union : comm sembler tout ce qui est épars ? Comment faire comprendre aux gens que le monde est en danger, que ce que les révolutionnaires ont dit l'homme responsable, dépositaire de dignité et de liberté - est plus vrai

- Comptez-vous faire la part belle au spectaculaire, voire an spectacle, aux discours, aux tra-vaux de réflexion ou à leur diffu-

- Comment allons-nous procé-der ? Il y aura un label du hicente-naire, qui servira à officialiser les projets de commémoration. Ce label sera déposé, protégé. Il sera la pro-priété de la mission. Les projets seront officialisés après une étude de pertinence, par rapport à la charte dont je vous ai parlé, sur leur faisabilité technique et financière et en fonction de leur place dans le calen-

» Seuls les projets «labélisés» donneront lieu aux aides de la mission. Aides publiques ou privées, puisque nous ferons appel aussi au secteur privé. Sur ce dernier point, e dirais volontiers que cet appel à des fonds privés devrait être accompagné de la défiscalisation néces-saire.

» Pour la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, je verrais très bien la chose confiée à une association de jeunes créée il y a un an et demi, une association dont c'est l'objet. On peut imaginer que ce soit des jeuves de muins de vingtcinq ans qui prennent tout cela en charge, qu'une campagne de signatures soit organisée dans toute la France. On peut encore imaginer des fêtes qui se succéderaient de ville en ville, tandis que l'on tenterait de drainer le reste du monde sur la France : on visiterait, on vivrait la

» Dans les deux mois qui vien-nent, le premier travail de la mission va être de s'attaquer à l'état des lieux. La mission utilisera pour ses actions une association qui sera son bras séculier, assurera la promotion de la commémoration, l'étude des projets, la gestion du label, le calen-driar. Les prujets « labélisés » engendreront une émulation. Peutêtre des prix seront-ils distribués, des «étoiles» du bicentenaire en

quelque sorte. - Veillerez-vons à ce que l'ensemble des manifestations que vous allez superviser laisse subsister ce que l'ou pourrait appeler un reste, et de quelle nature ?

Frateraité

- Revenous à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

A plusieurs titres – entre antres ceixi d'ancien haut dignitaire de la franc-macomerie, – elle vous tient particulièrement à cœur. Lui particularement de éserverez-vous un traitement de

- Oui. Tout à fait. Le momen est venu de donner le coup de pro-jecteur sur l'un des aspects de la devise de la République française : la fraternité. Occasion merveilleuse de faire prendre conscience de cela à un monde qui s'y prête, de sensibil ser les gens à ce qui pourrait être une nouvelle déclaration des devoirs et droits du citoyen élaborée par cette association de jeunes. à laquelle nous laisserons la maîtrise

- Cartains da vos premiera interlocuteurs, et non des moindres - je pense à l'historien François Furet, - contestent globalement le bien-fondé et l'intérêt de l'attitude même de célébration. Que leur répondez-vons ?

Ecoutez... Mui, j'al reçu M. Furet dans mon bureau, il ne m'a pas dit cela. Il a écrit des tas de choses sur la Révolution, fort intéressantes... Non, au contraire, je lui ai proposé de faire partie du comité consultatif scientifique. Je pense qu'il u'y a pas de raison qu'il accepte pas. Tous les hist que l'ai pu rencontrer sont du reste d'accord avec moi pour dire qu'il est temps de rechercher, au travers des courants d'idées à base de générosité qui ont marqué la Révolution, ce qui peut unir plutôt que ce qui peut divi-

Voyons comment le climat de la Révolution peut être demain transposé en 1989 et générateur d'une autre révolution plus noble, qui pourrait peut-être, par exemple, faire l'économie de la violence. Pourquoi ne pas dire qu'en 1989 la Révolution française de 1789 pour-rait accoucher d'une autre révolu-tion française nécessaire? A quoi?

Propos requeillis par MICHEL KAJMAN.

en 1959 à la présidence de la que l'on ne manie bien que soitrès large initiative à M. Michel Debré pour tout ce qui ne concer-nait pas directement la politique strangère et la défense nationale. Même pour la conduite de l'affaire algérienne, M. Debré a toujours été précisément informé des initiatives du général et constamment chargé de les mettre en œuvre. Avec Georges Pompidou à l'Hôtel Matignon, de Gaulle a prucédé de même. Jusqu'au moment où, le 30 mai 1968, il a décidé de rappeler qu'il était « le détenteur de la légitimité nationale et républicaine » face à des « politiciens au ran-

cart - et où il a changé de premier ministre et récupéré tous les pouvoirs. Lorsque Georges Pompidou a accédé à l'Elysée, en 1969, à l'âge de cinquante-huit ans, il a transporté au palais présidentiel les habitudes de travail qu'il avait acquises pendant quatre ans à l'Hôtel Matignon. Il a donc tout naturellement pris embrage de l'activité euvahissante et de

l'ambition affichée que déployait son cadet de quatre ans, M. Jac-ques Chaban-Delmas, qu'il avait nummé premier ministre. D'autant que M. Chaban-Delmas, avec son projet de « nouvelle société » exprimait une vision politique différente de celle du chef de l'Etat.

En le remplaçant par M. Messmer qui, avec cinq ans de moins que le président ne songeait pas à un destin national, Georges Pompidou n'aura pas de tels ennuis. Le couple Giscard-Chirac, le prenier âgé en 1974 de quarante-mier âgé en 1974 de quarante-huit ans et le second de quarante-deux, couteuait en germe la rupture de 1976. De même avec M. Barre de deux ans plus âgé que le président de la République, la concurrence était inévitable. La suite l'a bien montré. Le « jeune » chef de l'Etat, imbu de « modernisme », ne pouvait, en effet, lais-ser ses premiers ministres tirer un profit personnel de décisions poli-tiques concernant la nation. Dès iors, l'interventionnisme de l'Elysée dans les affaires du gouverne.

Imagine-t-on MM. Rocard, Chirac, Fabius, Barre ou d'autres nouvrir en leur sein l'œuf du ser-

Le futur président cherchera probablement à éviter de laisser le pouvoir à l'hôtel Matignon. Car le premier ministre u'est pas un homme démuni. La Constitution lui donne des moyens d'action considérables pour s'opposer au chef de l'Etat mais dont aucun même pas M. Chirac - u'a encore usé complètement. Il est vrai qu'un premier ministre qui voudrait s'appuyer sur la majorité parlementaire contre le président de la République devrait encore disposer de la bienveillance du Conseil constitutionnel. La pratique actuelle souligne l'importance nouvelle et considérable prise par les « neuf » dn Palais-Royal

Ce risque - bien que théorique

- et d'autres - ont toujours incité les chefa de l'Etat à s'assurer qu'il y avait concordance entre leur majorité et celle du Parlement. Pour ne l'avoir pas fait après sa première élection au suffrage universel en 1965, de Gaulle a frôlé la perte de sa majorité parlemen-taire en 196,7 et en 1968, c'est à son premier ministre, Georges Pompidou, qu'il a dû son succès législatif. De même M. Giscard d'Estaing en refusant de dissoudre l'Assemblée en 1974 a di passer quatre années sous la menace avant de trouver un tardif bailon d'oxygène qui n'a cependant pas empêché sa chute. Quant aux élections législatives de juin 1981 prevoquée par la dissolution déci-dée par M. Mitterrand, elles avaient pour objet avoué de confirmer son élection du 10 mai à l'Elysée afin de lui donner tous les moyens d'appliquer, sans ris-ques, une nouvelle politique.

Depuis sa promulgation le 4 octobre 1958, la Constitution de la Ve République autorise donc bien des lectures, ce qui explique qu'aucun de ses utilisateurs passés, actuels on éventuels, ne veuille en changer la lettre.

ANDRÉ PASSERON.



.

AVOINE-CHINON de notre envoyé spécial

Les choses vont-elles - enfin changer en matière d'information du grand public sur les risques liés à l'industrie nucléaire? Sans aucun doute, si l'on en croit M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, qui, visitant, le vendredi 14 novembre, le site uncléaire d'Avoine-Chinou (Indre-et-Loire), a annoncé le pro-chain lancement d'une campagne nationale d'information sur ces

« Il faut aujourd'hui faire le maximum de publicité concernant les plans de protection de la popula-tion, e déclaré le ministre. Nous n'avons rien à cacher. - Il faut, ca d'autres termes, seion lui, « démythifier - et informer tons azimuts.

« En matière de nucléaire, il y a deux types de problèmes, a préc M. Pasqua. Les premiers sont liés à des incidents techniques sur le site, avec les risques qu'ils peuvent faire courir à la population. Les seconds tiennent aux éventuelles interventions malveillantes. - Pour ces derniers risques, les protections actuelles existantes sont « relativement satisfaisantes, la perfection n'étant pas de ce monde ». Ainsi, per exemple, l'atilisation d'un hazooka contre une centrale

franchir tous les systèmes de sécurité existants ; je me réserve toute-fols la possibilité de faire quelque surprise aux centrales ».

L'urgence, selon le ministre de l'intérieur, tient à la nécessité d'une information du public sur les risques de l'industrie du nucléaire et sur les mesures pratiques qui devraient être prises en cas d'accident on d'inci-dent. « Le détail de cer mesures est présent dans toutes les mairies situées à proximité des centrales, mais personne ne les consulte » (1).

Reste un domaine où la transparence u'est pas encore acquise : celui des niveaux de radioactivité trouvée dans l'environnement. Un domaine qui, a-t-on précisé à Avoine-Chinon, n'est pas du ressort du ministre de l'intérieur mais de celui du Service central de protection contre les rayonnements ionisants et du minis-

JEAN-YVES NAU.

(1) En cas d'accident moléaire, un plan ORSEC-Rad est décleaché per le commissaire de la République du département concerné. Dans ce cadre out été mis en place des plans en carre our ete mis en place des plans particuliers d'information, spécifiques à chaque site mudéaire. Les principant moyens de protection prévus pour les populations consistent, selon la gravité de l'acci-dent ; à rester chez soi, fenêtres fer-mées ; à délimiter les zones interdites et à fence destinations fessions à literation nucceaure ne suscite sucune inquié-tude chez le ministre. « Les réac-teurs sont à l'abri, a-t-il indiqué, et il est pratiquement impossible de musière contaminés à l'iode 131.

Huit pays européens s'apprêtent à construire le plus grand télescope du monde

tiale, maintenant, dit Pierre Lena, en octobre 1988. professeur à l'université Paris-VII, il nous faut faire l'Europe astronomique « Pour cela, la France se doit de participer an projet de télescope géant que l'ESO (European Sondiscuté le 5 octobre 1987 à l'occade participer an projet de télescope géant que l'ESO (European Southern Observatory) est en train de mettre sur pied (le Monde du 16 avril). Ce télescope de 16 mètres de diamètre sera en partie opération-nel dès 1993 et éclipsera, lorsqu'il; sera teminé, tout ce qui existe dans les observatoires du monde emier. A commencer per celui, célèbre, du mont Palomar (5 mètres) anx Etats-Unis, on cet autre, plus récent, construit à Zelentchuk (6 mètres) en Union soviétique dans le Can-

Un tel gigantisme est nécessaire pour que les astronomes voient mieux et pins loin. C'est à ce prix qu'ils pourront étudier la surface d'étoiles proches de manière aussi précise qu'ils l'out fait avec le Soleil : observer la naissance de systèmes solaires autres que le nôtre on celle des molécules que produit l'espace interstellaire; et comprendre les phénomènes de formation et d'organisation de ces formidables concentrations d'étoiles que sont les

anjourd'hui de construire un télescope doté d'un miroir de 16 mètres.

Les Européens ont donc décidé d'en faire quatre de 8 mètres de dia-mètre, dont l'assemblage permet d'obtenir un instrument de la taille recherchée. La voie dans ce domaine e été ouverte par les Américains avec le Multimirror Telescope de 7,60 m du mont Hopkins (Arizona), constitué de six miroirs d'environs 2 mètres chacun. Les Européens venient afler plus koin avec des minoirs de 8 à 10 mètres chacun, plus légers, plus minces, dont les déformations sont corrigées grâce à des vérins pilotés par des moyens informatiques. Personne encore n'a febriqué des miroirs d'aussi grande dimension, dont on ne sait s'ils seront en verre, en céramique on en métal. L'Europe se fait actuellement la main avec une pièce de 3,5 mètres de diamètre, qui devrait équiper le futur observatoire

« Nous avons fait l'Europe spa- européen (NTT) de la Silla au Chili

En attendant, l'ESO, an sein duquel sout représentés buit saire. Il fant en effet convaincre les gorvernements de se lancer dans ce projet de l'milliard de francs, auquel s'ajouterent quelque 160 mil-lions pour l'instrumentation du télescope. Si tous les pays faisant partie de l'ESO s'accordent à penser qu'il faut se lancer dans l'aver rester dans le peloton de tête des grandes nations en astronomie, certains se hâtent plus lentement que

Lenteur française

La comparaison entre l'élan de l'Allemagne, pour qui le VLT est une priorité, et la France, est signifi-cative. Si la communauté astronomicauve. M a communaute astronomique française est convaince, elle s'interroge sur la manière dont seront trouvés les crédits (40 millions de francs par su) nécessaires. Les responsables de la recherche vont devoir « organiser l'astronomie constituence e constituence e propositione de la recherche de la Persouue u'est eu mesure en conséquence «, en évitant que ce njourd'hui de construire un têlesd'activités également intéressantes.

Mais il faut aller vite pour que la construction de ce télescope géant, dont on ne sait encore s'il sera ins-tallé au Chili (la Silla on le Cerro Paranal), à Hawaii, aux Canaries (Las Palmas) ou à la Réunion, commence au 1" janvier 1989. De nomhreux projets concurrents se font jour dans le monde, et les industriels français ont de bonnes cartes à jouer pour les appels d'offres dans plu-sieurs domaines : polissage et contrôle actif des miroirs, instrumentation électronique, girolasers et dépôts en couches minces.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Four partie de l'ESO: la Belgi-que (1,63 %), le Danemark (2,90 %), la Prance (26,75 %), l'Italie (20,23 %), les Pays-Bas (7,53 %), la République fédérale d'Allemagne (26,75 %), la Suède (5,15 %) et la Suisse (6,06 %).

EDUCATION

Poitiers mise sur la télécommunication

Le Futuroscope de M. Monory sort de terre

POITIERS

de notre envoyé spécial

Une grosse sphère blanche est posée sur une verrière futuriste inclinée : le soleil des technologies nouvelles se lève sur le Poitou. Avec le Futuroscope, M. René Monory nourrit l'ambition de créer, à l'anbe de l'an 2000, un « vivier de l'intelligence » sur son sol natal. A quelques kilomètres an nord de poitiers, un parc d'attractions et d'activités de 70 hectares sort déjà de terre. Les grues s'affairent car le temps

Le ministre de l'éducation nationale souhaite inaugurer, le jour de la Fête des mères 1987, le 31 mai, le Kinémax, une salle de cinéma qui projettera les images de l'avenir sur le plus grand écran d'Enrope. Plus loin, la grande corolle de béton du futur institut international de l'innovation » est déjà bien visible, mais le lycée pilote de neuf cent cinquante places, en forme de delta, « entièrement câblé » et finance par le conseil régional, n'en est qu'aux

Les deux bâtiments doivent être prêts dans quelques mois. Le premier, présidé par M. François Dalle, président du comité stratégique de L'Oréal, accueillera, an printemps 1988, des cadres d'entreprises pour des stages de formation continue. Le second ouvrira, dès la rentrée prochaine, six classes de seconde à recrutement régional, animées par des professeurs volontaires. Il complétera ultérieurement ses activités avec des formations de niveau supérieur dans les domaines de la que. La « formation des hommes » sera donc au centre du Futuroscope, selon la volonté du ministre, qui n'oublie pas les médiocres performances éducatives de la région ou'il a présidée.

Ce parc doit anssi célébrer les noces de l'éducation avec l'entreprise du futur. Déjà, une vingtaine de sociétés ont officiellement accepté d'être présentes dans la vitrine des technologies promises aux visiteurs. Parmi elles, IBM, dont le directeur général pour l'Europe, M. Georges Savy, a fait, vendredi 14 novembre, le voyage de Poitiers. Il a choisi le cadre du Futuroscope pour remettre à des élèves du lycée Pierre-de-Fermat de Toulouse le premier prix du concours européen du logiciel éducatif, mais aussi pour affirmer - prudemment - son intérêt pour le projet de M. Monory.

> Le premier « téléport »

Le ministre, lui, voit déjà plus grand. Il souhaite que sa région, de tradition agricole, rompe avec le passé grâce à cet ensemble. Des commerces et restaurants doivent ouvrir en avril 1988; des pavillons thématiques, évoquant l'agricul-ture et la médecine de l'avenir, sont programmés pour la fin de la

Toute cette animation doit. selon M. Monory, créer un climat propice à des implantations industrielles dans le domaine qu'il a choisi comme axe dn développement régional : la communication. En langage «futoroscopique», on ne parle pas de «zones industrielles - mais d'aires d'activités technologiques ». Il s'agit d'ettirer des entreprises, grâce à un environnement éducatif et ludique, mais surtout à un « téléport », première zone franche de France Dans une aire de 1 500 hectares, s'étendant autour du parc, les PTT abandomergient leur monopole et leur système de taxation. Des antennes paraboliques capteraient directement les communi-

cations internationales transitant per les satellites, qui seraient distribuées aux utilisateurs locaux, via un réseau privé. L'économie pourrait atteindre 40 % par rapport aux tarifs actuels, font miroiter les promoteurs du Futuros-

M. Gérard Longuet, secrétaire d'Etat chargé des PTT, a promis, en août dernier, de créer le premie téléport français à Poitiers. Le Futuroscope n'ettend plus que la prochaine breche législative dans le monopole des télécommunications pour transformer les vastes champs de betteraves qui l'entourent en pépinière d'entreprises et de laboratoires de recherches, gros consommateurs de télécommunications.

Les représentants d'IBM se montrent dubitatifs, mais le vertige de futur qui anime l'entourage de M. Monory ne s'arrête pas à ce détail. Des chiffres circulent : cinq cents emplois seraient créés dans un premier temps avec les établissements de formation et les équipements de loisirs, puis un millier d'autres dans les entreprises qui s'implanteraient. En 1990, le parc du futur devait accueillir un milliou de visiteurs. La note, elle, est moins hypothétique : 1 milliard de francs, dont la moitié aura été financée par le département, sans eugmentation de la pression fiscale (le conseil général a voté le budget 1987 à l'unanimité, moins trois abstentions communistes). L'autre moitié doit être financée conjointement par la région, les entreprises et les concessionnaires des équipements de loisirs.

En attendant de se poser tout à la fois en technopole, eu capitale des télécommunications internationales et en parc d'attractions « high tech » au cœur de le France profonde, le Futuroscope ambitionne d'être une étape touristique et populaire. En 1987, comme eu 1986, le Tour de France y fera étape. Et, déjà, des agences de voyages étudient la possibilité de l'ejouter au programme de leurs excursions dans les châteaux de la Loire.

PHILIPPE BERNARD.

Le Parlement européen adopte un programme pour aider les échanges de jeunes

Le Parlement européen a adopté à l'unanimité, le programme d'action « Yes pour l'Europe » qui doit aider 80 000 jeunes de seize à vingt-cinq ans, de préférence non scolarisés (travailleurs, apprentis, chomeurs...) à faire, dans les trois années à venir, un séjour de une à trois semaines dans un autre pays de la Communauté. Il a voté un crédit d'un million d'ECU pour permettre le laucement du programme le le janvier prochain auquel s'ajouteanra approuvé cette décision. Ce qui devrait avoir lieu dans le premier semestre 1987. Il a décidé aussi de porter à 50 millions le budget de cette opération, an lieu des 30 initiaicment prevus.

L'aide financière – qui couvrira la totalité des frais de déplacement et la moitié des frais de fonctions ment - sera accordée en priorité aux projets présentés par les jeunes oux-mêmes, en particulier par les plus défavorisés d'entre eux, ainsi qu'à ceux qui permettrout des échanges entre au moins trois pays membres et qui amorcerout des actions à plus long terme.

Des agences nationales de coordination seront créées dans chaque pays pour gérer ces fonds.

Le Parlement e également souhaité la création d'une « carte européenne Jeune « qui donnerait droit à des réductions identiques dans les transports, les musées, les bibliothèques on les spectacles, dans tous les pays de la Communauté.

DEFENSE

Le « petit rhume » de la société Marcel Dassault

M. Serge Dassault, président-directeur général de la société Avions Marcel Dassault/Bregnet Aviation, a déclaré vendrodi 14 novembre à Colomiers (Hante-Garonne) que son entreprise « avait eu un petit rhume passager, mais qu'elle était en convalescence ».

« Nous avons un potentiel fantastique et de bons avions, notamment avec le Rafale et le Breguet-Atlantique nouvelle génération. Nous pouvous donc envisager l'avenir avec optimisme, d'autont que les négociations sont très avancées avec le Maroc et l'Egypte pour la fourni-ture, à chacun de ces Etais, de vingt Mirage-2000, et avec l'Allemagne fédérale pour la livraison de dix-sept à dix-huit avions Bregues-Atlantique de patrouille marittme «, a-t-il expli-

M. Dassault a insisté sur la néces-M. Dassanh a insisté sur la néces-sité pour le gouvernement français de passer commende « au plus tard au début de 1987 » d'une pré-série de cinq à six Rafele, le nouvel avion de combat dont un prototype vole déjà. « Si l'on attend, cela risque d'être dramatique, car la marine française sera dans l'obligation de passer commande d'appareils américains nour équipre les porte-dylons, alors

pour équiper les porte-avions, alors que notre appareil est prévu pour cela » a+il du, faisant allusion à des rumeurs – non encore démenties – selon lesquelles la marine pourrait acheter trente biréacteurs F-18 de conception américaine.

LE MONDE diplomatique

Novembre 1986

PROCHE-ORIENT

DOSSIER : LES CLÉS DES CONFLITS

Conflit israélo-arabe, guerre entre l'Irak et l'Iraa, destruction du Liban, le Monde diplomatique dresse la carte historique, pays par pays, des événements politiques et économiques des quarante dernières années au Proche-Orient.

EDITORIAL

UN NOUVEL ORDRE MORAL par Claude Julien

Aux Etatr-Unis, comme en Prance, les pou publics exultent les voleurs morales traditionn A travers la lutte contre la drogue menée de part et d'autre de l'Atlantique, une analyse sans concession des ambiguités d'un discours moralisateur, souvent en contradiction avec l'éthique politique de ceux qui

ECONOMIE

LA GUERRE DU BLÉ

En vingt ans, le commerce mondial du blé a quadruolé. Aujourd'hui les stocks sont tels que les Etet-Unis et l'Europe sont engagés dans une impitoyable guerre des prix. Alors que le tiers-monde souffre de sous-alimentation. Un dossier complexe sur un conflit planétaire.

URSS/USA

COMPRENDRE LES NÉGOCIATIONS SUR L'ARMEMENT STRATÉGIQUE

Le professeur Jean Klein de l'Institut françois des relations internationales présente une synthèse claire de l'évolution des positions des Deux Grands sur l'armement stratégique. Pourquoi l'échec du sommet de Reykjanik? Les points d'accord et de désaccord, les perspectives d'avenir.

Egalement au sommaire 🗕

ÉTRANGER : Le congrès américain contre Reagan. Comment les choix de la Maison Blanche sont et seront de plus en plus contestés par les élus • Société civile et pouvoir miliusire en Colombie: vers la liquidation pure et simple de l'opposition • Mécontentement populaire en Hatti. Un pouvoir paralysé, un pays à reconstruire • Procès politique au Portugal. Otelo de Carvalho, l'un des leaders de la révolution aux ceillets, est-il responsable des actes de terrorisme dont on l'accuse aujourd'hui? • Le temps du renouveau en Algérie. Un dossier spécial de huit pages. — ÉCONOMIE: Libéralisme économique et coopération avec l'Est: les contradictions de

la chambre de commerce internationale . Le yen et le mark ou cœur de la confrontation économique occidentale. Peut-on réduire les déséquilibres des échanges commerciaux sans remettre en cause certaines structures sociales? • Les succès ambigus du « plan tropical » au Brésil. L'inflation a été maîtrisée mais la réforme agraire s'enlise et les favellas » demeurent. – CULTURE : L'apartheid au miroir du théâtre. Un festival sud-ufricain réunit Blancs libéraux et militants noirs . Les holocaustes de notre siècle : Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la paix 1981 réclame des sanctions internationales contre toutes les formes de génocides.

En vente chez votre marchand de journaux

EN BREF

 Tremblement de terre à Taiwan. - Huit personnes sont mortes et une quarantaine d'autres ont éta blessées lors d'un tramblement de terre d'une magnitude de 7,5 sur l'échelle de Ritcher qui a secoué la côte est de Taiwan le samedi 15 novembre à 5 h 20 (vendredi à

21 h 20 heure française). La police craint qu'une sobrantaine de personne na scient encore ensevelies sous les décombres d'un immeuble. Une dizaine de bateaux de pêche ont chaviré du fait du raz de marée consécutif eu séisme.

• Une journée contre l'« ordre moral ». - Le journal Globe et SOS-Racisme organisent une s journée contre le retour de l'ordre moral », le dimanche 16 novembre, de 10 h 30 à 18 h 30, à la Maison de la chimie, 28. rue Saint-Dominique, Paris 7. Des tables rondes sont prévues sur la drogue, le Code de la nationalité, la police et la sexualité, avec notamment la perticipation de Yves Mourousi, Bernard-Henri Lévy, Pierra Bergé, Jacques Séguéta, le professaur Rozenbaum, le groupe Indo-

chine, Guy Bedos, Michel Boujenah, le professeur Offevenstein, Félix Guattari et Daniel Buren.

e M. Philippe Sauzzy, conseiller d'Etat. - Per décret peru au Journal officiel du 14 novembre, M. Philippe Sauzay est nommé conseiller d'Etat en service ordinaire (tour extérieur). Ancien chef de cabinet de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'Bysée, M. Sauzay avait été ensuits préfet de la Santhe avant d'être mis en disponibilité pour diriger la campa-gna électorale de M. Giscard d'Estaing on 1981.

Hanna pourra rester en France

Mª Hanna Levy-Hass pourra rester en France. La vieille dame. ancianne déportée, dont le Monde du 14 novembra a raconté l'histoire, n'est plus indésirable. La perution de cet article a provoqué une réaction rapide et embarrassée des pouvoirs publics ainsi qu'un élan de sympathie de nombreux lecteurs.

Arrivée à Paris en 1985 pour a'y reposer, M^{me} Lévy-Hass, qui est de nationalité israélienne, était en situation irrégulière. Son séjour en France avait dépassé les trois mois autorisés par la loi sur les étrangers, et les pouvoirs publics lui refusaient toute prolongation. La préfacture de Seine-Saint-Denis lui avait fait savoir par téléphona qu'elle devrait quitter la France, le 17 décambre au plus tard. dûment munie d'un € visa de sor-

A la lecture du Monde, l'administration s'est ravisée. M. Stéphane Bouillon, directeur da cabinet du commissaira da le noua a indiqué, vandradi 14 novembre, que Mª Lévy-

« Fruit exotique

à l'héroine »

Une mise au point

de M. Tan Ngoin Phong

Après la publication dans le

intitulé . Fruit exotique à

l'héroine», Me Fredéric Haftman,

avocat de M. Tan Ngoin Phong, mis en cause dans cet article, nous écrit :

les faits qui lui sont reprochés.

Contrairement aux affirmations

contenues dans cet article, il n'a

jamais été démontré, et que mon

client ait participé directement au

trafic poursuivi, et n'a jamais, pour

reprendre l'expression utilisée fait

rondement affaire . Mon client,

par ailleurs, n'a pas la nationalité

vietnamienne, mais s'est vu recon-naître le statut de réfugié politique (originaire du Cambodge).»

· Mon client a toujours contesté

Hasa allait recevoir « dans les jours qui viennent > une autorisation de séjourner en France vala-

Mª Lévy-Hass n'est plus indesirable. Chacun tient à l'en assurer. M. Clauda Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, précise qu'il est intervenu discrètement en sa faveur, apparemment efficace-

M. François Asensi, député (PCF) de Seine-Saint-Denis, a voulu, accompagné d'un photographe, lui annoncer lui-même la bonne nouvelle. Mais la vieille dame, un peu ironique, a refusé de poser pour la photo. Un autre député du département, Mª Véronique Neiertz (PS) a protesté auprès de la préfecture et a alerté l'Elysée. Malgré l'heureux dénovement de cette affaire, elle estime que ces qui est lamentable, scandaleux, c'est qua des choses comme cela puisaant errivar en Franca aujourd'hui ». De nombreux lecteurs se sont écalement manifestés et ont témoigné de leur solidarité avec Me Levy-Hass.

ORLÉANS

de notre correspondant

Escroquerie, abus de confiance,

faux en écriture commerciales et

banqueroute : tels sont les chefs

d'inculpation qui viennent d'être retenus par Me Claudine Garnier,

juge d'instruction à Paris, contre M. Henri Chartier, quarante-sept ans, adjoiat (RPR) an maire d'Orléans, conseiller général da can-ton d'Orléans-Bannier, qui a été écroué jeudi 13 novembre à Paris.

Le tribunal de commarce

d'Orléans, en décembre 1985, avait

prononcé la liquidation des biens des

Etablissements Labesse, un garage d'Orléans, doat M. Chartier était le

PDG. A la suite d'une plainte dépo-

GRAND CONCOURS

Chaque mois,

3 billets d'avion aller-retour

PARIS/NEW-YORK

Pour tout savoir sur ce concours

Achetez

Le Monde

Mercredi 19 novembre

(numéro daté jeudi 20 novembre)

Après un meurtre en Haute-Loire

Création d'un comité de soutien aux victimes des chasseurs abusifs

SAINT-ETIENNE

de notre correspondant

Un « comité de soutien aux victimes da drame du 19 octobre » vient d'être créé, à l'initiative de M. Michel Moulard, avocat au barrean de Saint-Étienne. Lors d'une conférence de presse, le 14 novembre, Me Moulard a expliqué que ce comité (1) n'avait pas pour but de faire pression sur la justice, mais de lancer un débat national sur les relations entre chassenrs et noachasseurs. Le comité se propose d'obtenir une réforme de l'attribution des permis de chasser. Il a aussi l'ambition de devenir une association nationale pour le soutien des unes menacées ou agressées par des chasseurs abusifs.

Le drame da 19 octobre, à cet égard, est exemplaire. Ce jour-là, Pascal Heyrand, vingt-six ans, se

sée par un organisme de crédit, le

parquet avait ouvert une enquête

qui aurait laissé apparaître un trou

de 10 millions de francs. Parmi les

irrégularités qui lui sont reprochées.

M. Chartier se serait notamment

arrangé pour vendre deux fois le

même véhicule en utilisant un dupli-

cats des certificats du service des

mines qu'il prétendait avoir perdis.

Entré au conseil municipal en

1983 sur la liste de M. Jacques

Douffiagues, maire sortant et actuel

ministre chargé des transports, il

avait été désigné trésorier de la fédé-

ration départementale du RPR en

1984, fonction dont il avait démis-

sionné à la suite de la liquidation des

biens de sa société.

" JUNIOR-

REPORTER"

du MONDE/CAMPUS

L'adjoint au maire d'Orléans

écroué pour escroquerie

campagne, à Riotord (Haute-Loire), dans une voiture conduite per un ami agriculteur. Deux chassears à pied, qui s'estimant · frôles » per la voiture, font feu sur les passagers. Pascal Heyrand, éducateur spécialisé, est tué de deux cours de chevrotine et le conducteur légèrement blessé à la main. L'auteur des coups de seu meurtriers, Jacques Mazel, quarantedenz ans, est gardo-chasse....

Mº Moulard a souligné qu'il y avait, dans ses dossiers, de nombreuses lettres de personnes intimidées ou agressées par des chasseurs, qui n'ossient porter plainte de peur de représailles. Des propriétaires de terrains déclarés « réserves naturelles volontaires », en particulier, font régulièrement l'objet de menaces dans la Loire et les dénartements voisins.

D. ML

(1) Comité de soutien aux victimes du drame du 19 octobre : Le Shannon 64, rue du Docteur-Charcot, 42100 Saint-Etienne.

· Réclusion criminelle à perpétuité pour un triple meurtre. - Le cour d'assises de Paris a condamné vendredi 14 novembre, Pascal Dolzan, vingt-trois ans, à la réclusion criminelle à perpétuité. Il était accusé du meurtre, en février et mars 1983, à Paria, da trois homosexuals (le Monde daté 6-7 novembre 1983). Accusés de vois avec violence à l'occasion de deux de ces meutres, Silvano Butaric, vingt-cinq ans, a été condamné à six ans de réclusion criminelle et Thierry Mercier, vingt-trois ans, à quatre ans d'emprisonnement.

PRESSE

La crise des agences de presse

M. Léotard précise sa position sur l'AFP et l'ACP

M. François Léotard a été amené préciser sa position sur le devenir des agences de presse françaises, le vendredi 14 novembre, à l'Assemblée nationale, lors de la fin de la discussion des crédits du ministère de la communication.

Répondant à une question de M. Yvon Briant (non-inscrit, Vald'Oise), il a indiqué que la privatisa-tion de l'AFP « mériterait d'être étudiée; il s'ensulvrait une meilleure compétitivité, mais ce serait appeler les utilisateurs de l'agence, et notamment la presse écrite, à contribuer bien plus fortement au financement de l'agence. La cessation de certains obonnements publics entraînerait aussi un ren-chérissement des services de

Or, constatant que les grandes agences internationales, comme Reuter, peuvent pratiquer en France et en Europe des tarifs de dumpinge, il a estimé que l'AFP eris-querait d'en faire les frais et de committre un mouvement de désa-bonnement. Il ne faut pas sous-essimer le risque de disparition de la seule agence mondiale d'information qui ne soit pas anglo-saxonne. » C'est pourquoi le gouvernement a décidé do continuer à sider l'Agence

M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines) étant revenu sur le sujet et ayant abordé la situation de l'ACP, M. Léotard lui a répondu : « Le gouvernement souhaite qu'il y ait en France au moins deux agences de presse à vocation générale. - Lo ministre a conclu que « si le gouverministre a conclu que « si le gouver-nement n'exclut pas d'apporter son soutien à un éventuel plan de relance de l'ACP, c'est à la condi-tion sine qua non que ses action-naires manifestent une volonté réso-lue de redresser la situation, ce qui n'est pas encore le cas ».

THIERRY BRÉMER.

EMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ÉCONOMIE

Une expérience anti-vandalisme à Montbéliard

Le bus et les loubards

Les responsables des transports en commun du pays de Montbéliard (Doubs) s'arrachaient les cheveux devant les déprédations dont leurs bus faisaient les frais. En 1984, neuf cent cinquarte sièges avaient du être remplecés, après avoir été lecérés ou peinturiurés. Pour que ce vandalisme cesse, une forme diégente de prévention a été mise au point.

Ayant constaté que les loubards sévissaient surtout dans les bus qui desservent les éta-blissements scolaires, on décida de les rencontrer et de leur demander pourquoi ils jousient les Attila en herbs. Réponse : € Il y a ceux qui friment pour épater les copains, ceux qui se sentent mal dans leur poeu et qui ont besoin de se défoncer, et puis ceux qui en veulent au bus parce que le chauffeur n'a pas éré symps. Surtout, le bus, c'est un peu triste et monotone, et ca ne nous appartient pas. >

Les sections de dessin et d'arts plastiques de tous les c bahuts » du pays de Montbé-liard ont donc été mises à contribution, en 1985, pour concevoir un bus « classe ». Un bus articulé tout blanc a circulé entre les éta-blissements acoleires pour sensibiliser les élèves. Il était équipé d'une radio et d'un lecteur de cassettes : les élèves refusaient d'an descendra tant que le € tube > n'était pes achevé...

En janvier 1986, un jury a sélectionné, entre trois cents projets, le nouveeu visage du « bus cool » : en jaune et en noir, des silhouettes de rockers sur fond de gratte-ciel oment ses flancs. A l'intérieur, on e changé les sièges de sens pour que les jeunes voyageurs puissent bevarder dans un coin salon. Aucune dégradation dans ce bus jaune at noir. Le vandalisme décroit sur le reste du réseeu : cent quatre sièges seulement ont étá abimés au premier trimastre 1986. L'affluence revient. Les collé-giens et les lycéens de Monthéliard se sont appropriés le bus, s'y touvent bien et le respectent.

La suita ? L'expérience a remporté, le 7 novembrs, le Prix de la communication, que déceme chaque année le Groupement des autorités responsables de transport (GART). En 1987, on aménagera deux autres « bus cool » soit loubard ou fort en thème.

M. Chalandon maintient son projet de prisons privées

(Suite de la première page.)

Qui aux recommandations de forme, explique M. Chalandon dans un entretien publié par l'Express daté du 14 au 20 novembre. Non aux autres remarques de fond lors-que le Conseil d'Etat donne « le sentiment de se comporter comme une assemblée politique ».

Ce soupçon de politisation permet de discréditer les avis de l'assemblée du Palais-Royal lorsque ceux-ci sont défavorables. En les critiquant de la sorte; M. Chalandon espère ansci inciter les conseillers d'Etat, que ce genre d'accusation ulcère, à se montrer plus conciliants.

Peine perdue, sans doute parce que la privatisation des prisons pose aux juristes un réel problème de conscience, de nature à les faire davantage réfléchir que fléchir. Cétait l'état d'esprit qui prévalait depuis quelques jours au Palais-Royal. C'est aajourd'hui la position officielle du Conseil d'Etat, qui peut se résumer ainsi: non à l'abandon au privé d'une prérogative essentielle de la puissance publique, l'exécution des peines. D'accord, en revanche, pour conficr, la cas échéant, à des sociétés privées la construction de nouvelles prisons et ce qu'on appelle l' - hôtellerie -.

Maigré cette opposition, M. Che landon ne veut pas transiger. La surpopulation dans les prisons (50 000 détenus pour 32 500 places) et Tusuffis

pécessaire à ses yeux l'appel à des entreprises privées.

Le projet soumis jeudi anx conseillers d'Etat insistait sur cette surpopulation pour justifier la démarche du garde des sceaux : L'insuffisance des équipements de l'administration pénitentiaire face à l'augmentation de la population pénale risque de perturber grave-ment le fonctionnement du service et ne permet pas toujours d'assurer aux personnes incarcérées des conditions de vie décentes susceptibles de faciliter leur reinsertion sociale. Le recours au secteur privé, sous le contrôle permanent de l'Etat, constitue ainsi une réponse adaptée à la gravité de la situation octuelle. »

Cette «réponse» à la surpopulation des prisons, les gardiens, eux, ne la croient pas «adaptée». Ils observeront, à partir du 17 novembre, une grève des écross qui, comme les précédentes, pourrait provoquer quel-ques incidents. Et qui dit incident en prison dit risque de propagation rapide, tant le climat y est tendu.

En application de ce mot d'ordre, les gardiens s'opposeront à l'incarcération de nouveaux détenus et à la comparation devant les magistrats de toutes les personnes emprison-nées, sauf celles convoquées devant une cour d'assises. Opposition da Conseil d'Etat, grogne des surveillants, le projet de privatisation a'en finit pas de rencontrer des obstacles.

BERTRAND LE GENDRE.

SPORTS

Route du riene

Florence Arthaud repère le « Royale » retourné

Florence Arthaud a repéré, samedi 15 novembre en fin de matiacc, le catamaran Royale de Loic Caradec retourné dans l'Atlantique. Dans sa communication avec le Cen-tre régional opérationnel de surveiliance et sauvetage (CROSS) d'Etel (Morbihan), la navigatrice a indi-qué que le multicoque paraissait vide.

Veadredi soir, seuls 13 des 33 bateaux ayant pris le départ dissanche dernier à Saint-Malo, n'avaient pes conen de graves ava-

e CYCLISME: Longo encore. - Jeannie Longo a amélioré, vendredit 14' novembre, lors des Six Jours de Paris, à Beroy, son record mondial sur 3 kilomètres. L'avantveille, elle avait couvert la distance en 3 mn 45 s 386. Cette fois, grâce à un départ rapide (pramier kilomètre en 1 ma 16 s) et malgni un écert qui le déséquilibre quoique peu, elle a réalisé 3 mn 43 s 490, un temps qui correspond à une moyenne de 48,324 km/heurs.

ries. Leader de cette course impitoyable, Philippe Poupon reconnaît dans des messages reçus à Paris, que e l'état de la mer est impressionnant » et lui rappelle la première édition de la course.

Trois de ses adversaires les plus skrieux, Ker Cadetac, de François Boucher, Challenge-Grundig, de Thierry Caroni, et Charente-Maritime, de Pierre Follenfant, ont di faire route vers le Portugal pour réparer des avaries de gréement ou de coque.

TENNIS: tournoi de Wembley. — Yannick Nosh s'est qualifié vendredi 14 novembre pour les demifinales du tournoi de Wembley, en bettant l'Américain Johan Knek. 7-6, 6-4. Il rencontre samedi après-midi, l'Américain Kauin Curra. l'Américain Kavin Curren.

American kevin Curren.

• HALTÉROPHILIE: nouveau record du monde à l'arraché. — Le Roumein Nicu Vied a établi un nouveau record dans la catégorie des plus de 100 kilos en soulevant 200,5 kilos, lors des épreuves des chempionnets du monde d'haltérophilie, vendredi 14 novembre à Sofia,

Le Monde PUBLICITÉ ARTS ET SPECTACLES

45-55-91-82, poste 4335



Une biographie de Frank Sinatra

Le roi nu

Dans une biographie non autorisée, une journaliste américaine, Kitty Kelley, raconte l'étonnante ascension d'un rital du New-Jersey dans un climat de violence.

Un soir de février 1986, une qua-rantaine de Rolls Royce dernier modèle, toutes avec vitres fumées, encadraient l'entrée de la salle de convention de l'Hôtel Hilton à Palm-Springs: Frank Sinatra présentait sa soirée annuelle an profit de l'hôpital qui porte son nom. Le convert était à 1 500 dollars. Sinôt le diner achevé, Sinatra montait sur scène pour chanter ses standards.

The second secon

cis to pris

....

The state of

THE WAT SERVE

Le petit homme aux épaules étroites, au visage bouffi et à la moumoute poivre et sel, le chef de clan aux multiples affaires, a soixante-dix ans et règne en souverain apparenment sûr de son pou-voir. Même si, de plus en plus, celui-ci est contesté : ainsi, en vertu des droits du premier amendement de la Constitution des Etats-Unis, le chan-teur n'a pu empêcher la journaliste américaine Kitty Kelley de se livrer à une enquête sur l'histoire de sa vie, d'interviewer plus de huit cents per-sonnes et de publier une Blographie

Francis Albert Sinstra naît le 12 décembre 1915. A la suite d'un accouchement par le siège, il a un tympan perforé par les forceps, une oreille lacérée et de profondes bles-

Hollywood en musique

Une fois de plus, sous forme de documents sonores publiés per CBS, Hollywood ressuscite ses souvenirs et célèbre son âge d'or quand elle vendait du rêve et du bonheur au monde antier. Vingt albume éblouissants rap-pellent que, dans les années 30, 40 et 50, Hollywood avait au rassembler les plus grands com-positeurs de musique populaire confeiers.

Les publications de CBS Les publications de CBS constituent un trésor de chan-sons et de mélodies, et, bien eur, un témoignage ser une forme d'axpression spécifique : la comédie musicale. En effet, on retrouve le fastueux Show Bost, de Jerome Kern et Cocar Hammestein II avec Katryn Grayson, Howard Keel et Ave Gardner qui chante elle-même deux changuit traine eronime tout char-sons, — la joyasse Parade de printemps, d'irving Berin, avec Judy Garland et Fred Astaire, le féérique Magicien d'Oz, avec encore Judy Garland, l'étincelant Un Américain à Paris, de George Gershwin, avec Gene Kelly et... Georges Guétary et la plus fameuse de toutes les comédies musicales, la plus achevée : Chantone sous la pluie.

Parmi les autres albums : Gigi comblem les musiques de Autant en emporte le vent, du Docteur Jivago, de 2001, l'Odyssée de l'espace, de Biew-Up et de

ONZIÈME SEMAINE



sures sur le côté gauche du visage et du cou. Le père, Marty, est un hoxeur asthmatique et tacitume; la mère, Dolly, travaille avec les bootleggers, pratique des avorte-ments pour 30 à 50 dollars et fait aider les pauvres du quartier par la mairie. En retour, les politiciens locaux comptent sur le vote de ces

Prôle visage de faune débauché, Sinatra, dans les années 30, est fasciné par la force brute. Lorsqu'il entre en 1939 dans l'orchestre de Tommy Dorsey, il a déjà avec hi deux gardes du corps. Selon cette Biographie non autorisée, ils obéiront aux sautes d'humeur, pourchasserant les photographes de presse, woire les voisins de table, ou se contenterunt de tenir le victime pencontenterant de tenir la victime pendant que le patron jouera de ses

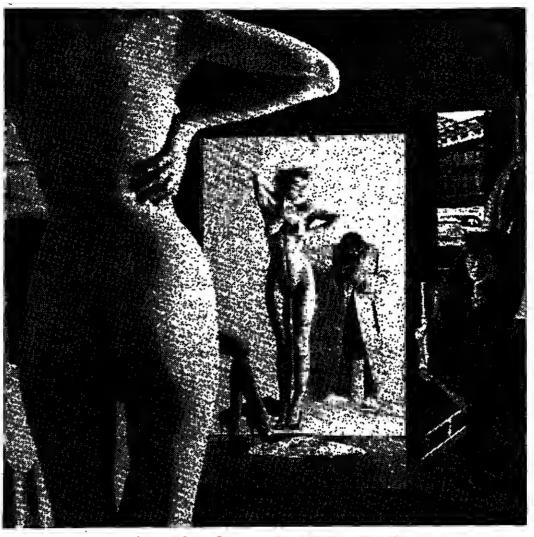
La violence, c'est encore la Mafia, avec laquelle le chanteur a entreterm des rapports constants : en 1947, on le voit chanter à La Havane pour les notables malieux, qui rendent hommage à leur chef exilé, Lucky Luciano; dans les ausées 50, la Cosa Nostra offre à Sinatra des actions et la vice-présidence de l'hôtel-casino Sands, à Las Vegas; en 1976, une photo mon-ire « l'homme à la voix d'or» en compagnie des représentants de la « famille» la plus puissante.

Mais raconter Frank Sinatra, c'est aussi faire revivre une partie de l'histoire de la musique populaire américaine, retrouver Hollywood, effleurer le monde politique, des Kennedy an président Reagan, dont il est anjourd'hui le maître des cérémonies.

CLAUDE FLÉOUTER. ★ Editions Presses de la Cité, 426 pages, 100 F.

MOIS DE LA PHOTO

Newton en vogue



Anteportrakt, avec femme et modèles, studio Vogne, Paris 1981.

Cette photo a été prise un après-midi, en octobre 1981, dans le studio de Vogue, place du Palais-Bourbon, où depuis 1961, Newton a souvent travailé. C'est autant un autoportrait désinvolte de l'opérateur qui se regarde déclencher et vérifie sa pose dans le miroir qu'un reportage sur la réalisation d'une photo de mode où le modèle (masculin) est Newton lui-même, en tennis blancs, trench et jean. Face à son mannequin favori, d'une beauté sculpturale, qu'assistent les jambes d'un second mannequin hors cadre, se tient à droite, devant les voitures, non saisie par réflection, mais complice et réfléchie, Alice Springs, qui passait par là. Et que son mari, qui n'opère jamais seul, au fil des prises, a peu à peu insérée dans l'image. Réglée telle une mécanique d'horlogerie, par la superposition des plans, le compartimentage de l'espace, l'échange de regards, cetta photo à tiroirs, coktail efficace et brillant d'artifice et de naturel, traduit par l'humour de se construction le goût du jeu et l'élégance sansuelle qui caractérisent le style d'un homme drôle et d'un très grand professionnel.

★ Dix ans de Vogue hommes, dix ans de séduction. Bailey, Bour-din, Lategan, Newton, Snowdon... Espace photographique de Paris, 4-8, grande galerie Forum des Halles, niveau - 3, porte Pont-Neul, rue du Pont-Neul, Paris-le,

THÉATRE

« Les clients », de Jean Poiret

La douleur n'est pas loin

qui frôle la détresse: d'embrouilles.

C'est une pièce assez insolite, et qui touche des zones sensibles.

C'est le portrait d'un homme, il a cinquante ans, par là, qui a été phutôt gagnant, dans la lutte pour là vic, parce qu'il a sa soujoers prendre les sutres de court, en pariant plus vite qu'eux. Il leur coupait le soufile aussi parce que ce qu'il disait était drôle, mattendu, et un peu indéchiffrable.

Bien sûr cette proixité galopante cachait quelque chose. Une panique diffuse. Il était, cet homme, malade imaginaire, misanthrope aussi, à petins doses. Et voici que, tout à coup, sa poudre aux yeux ne « prend » plus. Ses employés n'ont plus confiance. Ses associés le lâchent.

rendant les premiers tableaux, la pièce traîne un pou la savate. Il n'est pas question d'oublier que Jean Poiret a écrit, avec Michel Serrault, et aussi sans hui, des dialogues admirables, d'un comique assassin, radiographies implacables de certaines affections chroniques de la conscience. Il n'est per printing de la conscience. Il n'est per printing de la conscience de la conscience. pes question d'oublier non plus que le grand comédien Jean Poiret se distingrand comemon Jean Funct se disun-gue par un art três Cunicus de sounie « à côté », de « patiner » ses répliques comme sur de la neige fondante, et, mais c'est une chose qu'il indique à peine, de «faire semblant de faire

Mais, là, dans les Clients, durant presque une houre, tout cols est en perte de régime, et c'est à se demander i Jean Poiret, l'auteur comme l'acteur, est victime d'un trac afficur, ou s'il aurait perdu la main... jusqu'au

coms une espece de char-d'ouvre. Cet homme, qui est en passe de perdre confismee en lui, a pris un sommifère plus fort que d'habitade. Il s'est mai réveillé. Il ne retrouve pas ses vête-ments, dans le placard. La porte de, l'appartement est fermée, et il ne retrouve pas ses ciefs. Il ne retrouve pas non plus ses mots, il a changé de visage, il a des gostes qui lui échap-pent. Comme il s'est vêtu de trucs idiots, qui lui tombalent sous la main, il a une allure de clown de pantomime.

Portrait d'un homme Et. II. dans ceue apparates au milieu de sa vie. presque fantième, Jean Poiret retrouve tout son art tragi-comique, si bizarrement l'ait de pointes d'épingles et

· H a aussi écrit, pour les Clients, deux beaux rôles de fourme, ce qui ne deux beaux rôles de ferme, ce qui ne court pas les plateaux : celui d'une jeune fille qui a da caractère, bean-comp de présence d'esprit, et qui tou-che juste du bout des paties ce vieux clown démaquillé, exactement comme un chat effleure à peine un pot d'eau chande, et aussi le rôle d'une épouse per les caractes et les caractes d'une. que les années et les années d'une union machinale ont plutôt fortifiée qu'endurcie, qui n'a plus le cteur d'aimer son mari, mais qui, le voyant sombrer, lai porte secours, pas par commisération ni même par fidélité, mais par un instinct vital, pur et sim-ple, en l'absence de tout sentiment, et elle sait faire cela avec une grâce aisée, un allant presque de bonheur, ce qui est le comble.

Le metteur en scène, Bernard Murat, est sirement de ceux qui savent apporter de l'aide aux acteurs, car ceux-ci jouent bien: Françoise Fabian (l'épouse) est remarquable, Pascale Pellegrin (la jeune fille) est très bien. André Thorens et Jean-Yea Gantier sont excellents en associés de notre phénomène. Jean Poiret achève en beauté, par une gentille pirouette, cette œuvre qui frôle la douleur.

MICHEL COURNOT. ★ Thefitre Edouard-VII, 20 h 30.

TE SARLADAIS F. sam. midi, dim. 2. ree de Vicene, 8 45-22-23-62

80, bd des Batignolles, 17 F. hardi, merdi

2, ree de Vicena, 8º

EL PICADOR

« Les Petits Pas », de Jérôme Deschamps

Sur le fil

Jérôme Deschamps laisse sa maison des leunes pour le foyer des vieux.

Voilà denx ans, Jérôme Des-chemps làchait sa famille Deschiers, bande de clochards grommelants, méchants comme des rats, nalfs méchants comme des rats, nall's comme des clowns. Il s'était tourné wers un autre type de déshérité d'aillours en voie de disparition et, au train où vont les choses, on va finir per le regretter : l'animateur culturel de base. Et on le voyait, infantgable, inénarrablement content, présenter les numéros musicaux et dansés de ses cuailles. C'était la Vetilée. Le spectacle a commit in énorme succès. spectacle a connu un énorme succès, justifié. Après quei, Jérôme Deschamps a remplacé la fête dans la maison des jeunes par l'anniversaire d'une nonagénaire dans un foyer de

Le pari est très risqué. Les gens qui viennent pousser les chanson-nettes d'antan out la voix de leur meires d'entan ont le voix de leur fage, des voix grêles, mal assurées. Les tourner en ridicule ou les prendre en pité serait odieux, pas drôle ut tout, et facile. Le merveilleux, ici, est que l'on it sans arrêt, mais seu-lement des situations, pas des personnest est que les écoute, il arrive même qu'on les écoute, il arrive même qu'on les admire. Ils gardent quoi qu'il arrive me dignité familière. On découvre cette vérité rarement de la vie, dur à assumer sans doute, mais pas l'antichambre de la mort. On se souvient de Casa Verdi, le film magnifique que Daniel Schmid

a tourné à Milan, dans la maison de retraite des chanteurs d'opéra. Ou de ce cabaret de Barcelone tenu par une coopératives d'anciens artistes de variétés qui chantent leur répertoire, et, sur le mur, sont épinglées leurs affiches d'avant. Les divettes, les arnenes d'avant. Les divertes, les gommeuses, les chanteurs à voix, sont ce qu'ils sont devenus, sans home ni frime. Quand l'antitude du public vire au sarcasme, ils entoment des chensons catalanes que tout le monde reprend en chœur, et le tour

Il n'y a pas de malaise parce que le rapport acteur/spectateurs – com-plicité, échange, mais sans cadeau – est préservé. Chez Jérôme Deschamps, on arrive au même résultat, bien que ce soit encore plus lasar-deux dans la mesure où l'on a affaire à des amateurs, où à des anonymes, qui ont toujours plus ou moins cra-paluté à l'ombre des vedettes. On retrouve chez ce Jérôme-là, comme chez Sevary, me fascination pour les petits, les sans-grade du spectacle, les pas-de-chance de la vie. Qu'ils soient jennes ou vieux, le monde entier leur est hostile, y compris les objets - il faut voir le jenne souillon trop grosse se débattre avec un presse-purée, le pianiste essayer de couvrir les hurlements d'un chien invisible tandis que les musiciens ricanent, on le vieux descent s'escripper sur un pot de denseur s'escrimer sur un pot de yaourt et réussir à l'ouvrir, mais à l'envers, de sorte que le contenu se répand : alors le vieux s'en va tran-

Ces vieux artistes sont habitués au malheur et capables de sourire à des chansons d'amour qu'ils prennent chaissers d'anour qu'ils premient pour eux, capables de saisir le moin-dre moment où le bonheur est possi-ble. Jérôme Deschamps capte ces moments, restitue ces flashs de joie comme il l'avait fait dans son précé-dent spectacle. Plus encore que dans la Velliée, il installe une étrange ambignes. Il noue par de displaces ambiance. Il n'y a pas de dialogues, les chansons se suivent, entrecoupées d'intermèdes burlesques, classiques et efficaces, d'actions banales accomcomique, comme toujours chez Jérôme Deschamps, vient de ce qui ne se dit pas, ne va pas jusqu'an bout, reste au bord de la quatrième dimension. Mais le comique est ici particulièrement inquiétant. Autour de ces vieillards qui chantent Plaisir d'arnour, le monde est plein de bruit et de casse. On ne voit rien, on entend, on voit passer des gens affairés, hargneux, exaspérés qui glis-sent, tombent, brisent, et puis une simple bouteille est lancée et c'est la

Il faut dire que le spectacle à Paris se donne aux Bouffes-du-Nord dont les rides, le mystère, l'élégance délabrée, font un décor parfait. Est-ce qu'ailleurs le spectacle pourra aller aussi loin sans dériver... Il est tellement sur la corde raide, et c'est un plaisir rare.

COLETTE GODARD. * Bouffes-du-Nord, pour le Festival

L'INVASION





a Ambiance misicale at Orchentre - P.M.R. : prix moyen du reput - J.. H. : ouvert jusqu'à... houres

DINERS

Dei, diner i. 22 la Chisine périgourdine. CASSOULET, CONFIT, POIE GRAS, CEPES, MORRLES, mean 170 F t.c. avec spécialités. CARTE 170/190 F. Déj., diner j. 22 k. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zerzecia, gambos, bacalan, calamates tinta. Environ 150 F. Formule à 79,80 F a.n.c. avec spécialisés.

13 novembre au 14 décembre Certifie Cultural Jaco-Houdremont

SORTIE MERCREDI 19 NOVEMBRE



Chambre avec Vue...

James IVORY

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

BALLADE A MARIE-MADELEINE, Arcane (43-38-19-70), sam. 20 h 30, dim. 17 h. LABICHE, Champigny. Boucles de Marne (48-80-90-90), sam. 21 h, dim 15 het 21 h

TANT D'AMOUR, Deutsch de la Meurthe (47-37-53-31), sam.

L'HOMME PRUDENT, Antony, Fir-min Gémier (46-66-02-74), sam. 21 h, 6im. 15 h.

LES SALONS, Rond-Point (42-56-60-70), sam. 20 h 30, dim. 15 h. L'INVASION COMIQUE, La Cour neuve, Centre dramatique (48-36-11-44), sam. 20 h 45, dim. 16 h30. LE MARIAGE DES MORTS, Esca-lier 6'or (43-27-95-94), sam. 20 h 45. ÉTATS D'AMOUR, Paris-Villette (42-03-02-55), sam. 21 h, dim-

MAISON DE POUPÉE, Boulogne, TBB (46-03-64-41), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30. LA CHARRUE ET LES ÉTOILES.

Gennevilliers. Théatre (47-93-26-30), sam. 20 h, dim. 17 h. DORMIR LA LUNE DANS UN ŒIL ET LE SOLEIL DANS L'AUTRE, Essaïon (42-78-46-42), sam. 17 h et 20 h 30, dim. 17 h.

BONSOLR MAMAN, Petit Montpar-

nasse (43-22-77-74), sam. 21 h, dim. PIANO ACTEUR, Tai Theatre (42-78-10-79), sam. 22 h.
TEMPLIER, (42-78-91-15), sam. 20 h 30 : Victor ou les enfants su pos-

Les salles subventionnées

OPERA (47-42-57-50), sam, 20 h 30 : SALLE FAVART (42-96-06-11), dance : 19 h 30 à 22 h 30 : portes ouvertes - école de danse - (documentation au 8, rue de danse » (documentation au 8, rue Scribe); concert : sam. 15 h : concert

COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 14 h 30 : le Bourgeois gantilhounne; 20 h 30 : la Songe d'une nuit d'été; sam. 20 h 30 : la Parisienne et veuve,

CHAFLLOT (47-27-81-15), Grand Thea-tre : sam. 20 h 30, dim. 15 h : l'Echange ;

PETTT ODÉON (43-25-70-32), sam. 18 h 30 : Ezéchiel, le livre de ma mère et autres textes, d'A. Cohen.

TEP (43-64-80-80), sam. 20 h 30, dim. 15 h; Poussière pourpre, 6e Sean O'Casey, Cinéma; sam. 14 h 30, dim. 20 h; Visages de femmes, de D. Ecaré (v.o.); Sans toit ni loi, 6'A. Varda. BEAUBOURG (42.77-12-33). Débats-rencontres : sam. 21 h : Pansémiotique et relativité absolue : Cméma-vidéo : vidéo-information : 13 h : Pahlo Picasso pein-tre, 6c F. Rossif : 16 h : l'Art au monde

tre, ée F. Rossif; 16 h: l'Art au monde des tenèhres, de M. Ruspoli; 19 h; Rock around the Kremlin, de J. Pradel, Y. Bil-lon et A. Guèrin; Vidéo-musique; 13 h; La belle au bois dormant, de Tehaf-kovski; 16 h: La country music ou la nostalgie de l'Ouest, de R. Manthoulis; 19: Othello, de Verdi; Cinèma da musièe: sam., dim. 15 h: Masters of Modern Sculpture: The New World, de M. Blackwood; Reinhard Mueba, de M. Blackwood; Reinhard Mucha, de M. Kreyssin: 18 h: Vers un cinéma inté-gral? De la peinture au cinéma dans les années vingt: Hommage à la fédération Jeas-Vigo voir cinémathèque, rubrique

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), sam. 20 h, dim. 15 h : l'Opéra de quat'sous, 6c B. Brecht, mise en scène Giorgio Strehler; dim. 20 h 30: Katia

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). sam. 20 h 45, dim. 14 h 30 : Don Carlos ; sam. 18 h 30 : Jean-Louis Mahjun ; Théatre de la Ville an Théatre de l'Esca-tier d'or : sam. 20 h 45 : la Mariage des morts, de J.-P. Sarrazze. CARRÉ SILVIA-MONFORT (45-31-28-341, sam. 20 h 30, dim. 16 h : la Tour

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). sam. 20 h 30 : la Banquet. ANTOINE (42-08-77-71), dim. 15 h 30, sam. 17 h et 21 h : Lily et Lily. ARCANE (43-38-19-70), sam. 20 h 30, dim. 17 h: Ballade à Marie-Madeleine.

ARTS-HEBERTOT (43-87-23-23), sam. 20 h 30, 2 épisode: Ariane ou l'Age d'or. 20 h 30, 2 tpisode: Ariane ou l'Age d'or, ASTELLE - THÉATRE (42-38-35-53), 15 h : Instrumental clown. ATELIER (46-06-49-24), sam. 18 h, dim

ATHÉNÉE (47-42-67-27), Salic Ch.-Bérard, sam. 20 h 30: Prometheus. BASTILLE (43-57-42-14), sam. 21 h. 6im 16 h 30 : le Malheur indifférent-Histoire

d'enfant (6cra.). BATACLAN (47-00-30-12), sam. 21 h, BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le

CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15), sam. 21 h : Lola Pélican dite Rosalie Charité on la Femme sux mille seins.

mine seins.

CARTOUCHERIE, Aquarium (43-74-72-74), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Héloise et Abélard - Jours tranquilles en Champagne : La Tempète (43-28-36-36), sam. 20 h 30, dim. 16 h : des Aveugles, sam. 21 h, dim. 16 h 30 : La Paulence - Graffitis.

CC SUISSE (42-71-44-50), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Mars (ders.).

dim. 17 h; Mari (dern.).

CITE INTERNATIONALE (45-89-38-69) Grand Thédire, sam. 20 h 30:
L'Evaugile 6c Jean. Galerie; sam.
20 h 30: Voltaire, Resserre; sam.
20 h 30: - Mage - Perrotin.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES

(47-20-08-74) sam. 12 h 30-c; 21 h dim. (47-20-08-24), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Clérambard.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), sam, 21 h, dim, 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Orlando

COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11), sara. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Poil

DAUNOU (42-61-69-14), sam, 20 h 30 : Y a-t-il un otage dans l'immeable?
DÉCHARGEURS (42-36-00-02), sam.
20 h: Baby Sitting (dern.).
DEX HEURES (42-64-35-90), sam.
20 h 30, dim. 16 h: les Chaussures de

18-THÉATRE (42-26-47-47), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Petit pièces inté-rieures (dern.). EDOUARD VII (47-42-57-49), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : les

Madame Gilles.

aussi danse).

ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), sam. 20 h 30 : Microb images ; sam. 20 h 30, dim. 18 h : Identité minute (dera.). ESPACE MARAIS (42-71-10-19), sam. 20 h 30, dim. 16 h 30; Stefano, (voir

ESSAION (42-78-46-42), sam. 17 h et 20 h 30, dim. 17 h : Dormir la Lune dans un cril et le Soleil dans l'autre. FONTAINE (48-74-74-40), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : le Système Riba-

GALERIE 55 (43-26-63-51), sam. 19 h : Duet for One ; 21 h : Happy Days. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61), sam. 19 h : Un drôle de petit vieillard ; sam. 21 h : les Gouttes.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), sam. 20 h 15 : la Drague ; 22 h : la Mariéo mise à on par ses célibataires, même. JARDIN D'HIVER (42-62-59-49), sam. 20 h 30 : lea Voisine.

HOTEL LUTETIA (45-44-38-10), sam., dim. 20 h 30 : Fin de tournage.

HUCHETTE (43-26-38-99), sam., dim. 19 h 30: la Cantatrice cheuve; 20 h 30: la Leçon; 21 h 30: On no mourt pas au

ILE SAINT-LOUIS (46-33-48-65), sam. 20 h 30 et 22 h, dim. 15 h et 17 h 30 : En vers et contre tont. LA BRUYÈRE (48-74-76-99), sam. 21 h, dim. 15 h : la Vaise du basard. LIBRAIRIE-THÉATRE MARAIS PLUS (42-72-73-52), sum. 20 h 45: Rodéo.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), I : sam.
21 h 15: Façades II; II : 19 h 45: Arlequin serviceur de deux maîtres; 22 h 15: à inci este le

MADELEINE (42-65-07-09), sam. 16 h 30 et 21 h, dim. 15 h ; le Silence

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Raffaele Viviani. MARAIS (42-78-03-53), sam. 20 h 30 : la Comédie sans titre.

MARIGNY (42-56-04-41), sam. 21 h, dim. 14 h 30 st 18 h 30 : les Brumes de Manchester; Petite saile (42-25-20-74), sam. 21 h, dim 15 h et 18 h : l'Homme gris. MARIE-STUART (45-08-17-80), sam. 20 h : Nora (Maison de poupée) ; sam. 22 h : Julie (Mias Julie).

MATHURINS (42-65-90-00), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30 : les Petits Oiseaux. MICHEL (42-65-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyjama pour six. MICHODIÈRE (47-42-95-22), dim. 15 h, sam. 18 h 30 et 21 h ; Double Mixte. MOGADOR (42-85-28-80), sam. 20 h 30, dim. 15 h: l'Avare.

MODERNE (48-74-10-75), sam. 21 h, 6im. 16 h : l'Entretien de M. Descartes avec M. Pascal le jeune. avec M. Pascal le jeune.

MONTPARNASSE (43 · 22 · 77 · 74),
Grande salle sam. 17 h et 21 h, dim.
15 h 30 : la Maison du lac. Petite salle
sam. 21 h, dim. 16 h ; Bonsoir maman.

NOUVEAU TH. MOUFFETARD (43-31-11-99), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : l'Idiot. NOUVEAUTES (47-70-52-76), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Mais qui est qui ? CEUVRE (48-74-42-52), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Léonold la bien simé. PALAIS DES GLACES (46-07-49-93),

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des saîles Ide II h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 15 - Dimanche 16 novembre

Grande Salle sam. 20 h 30 : F. Chopel ; 22 h 15 : M. Sergent ; Petite saile sam. 21 h : Un amour de punk. PETIT THÉATRE PARIS-CENTRE (45-27-13-88), sam. 18 h 30 : Un amour.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : l'Amuse-guenle. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68), sam. 21 h, dim. 16 h 30 : Etats d'amour.

POCHE (45-48-92-97), sam. 21 h, dim. 15 h : Amédée on comment s'en débur-PORTE DE GENTILLY (45-50-20-20),

sam. 20 h 30 : Qui a peur de Virginia Woolf 7 (dern.). PORTE-SAINT-MARTIN (46-07-37-53) m. 20 h 30 : B 29. POTINIÈRE (42-61-44-16), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : Chat en poche.

RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : la Maison des Jeanne et de la ROSEAU - THÉATRE (42-72-23-41). sam. 19 h, les jours impairs : J'ai tout mon temps, où êtes-vous?; les jours pairs : en pleine mer, sam. 20 h 45 : His-toire de Maheu, le boucher.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47), sam. 18 h 30 : les Mystères de Paris; sam. 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve. SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), sam. 21 h : le Cocknail de Sergio. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10), sam. 18 h, dim. 15 h 30 : Tel

TAI THEATRE DESSAI (42-78-20-79). I : sam. 20 h 30, dim. 15 h : Autisone ; sam. 22 h, dim. 17 h : l'Ecume des jours ; II : sam. 20 h 30, dim. 17 h : Huis clos.

TEMPLIERS, (42-78-91-15), sam. 20 h 30 : Victor ou les enfants sa pouvoir. THEATRE D'EDGAR (43-22-11-02), sam. 20 h 15 : les Babas cadres; 22 h + sam. 23 h 30 : Nous on fait où on noes

THEATRE DE L'EURE (45-41-46-54), sam. 20 h 30 : Roissy. .THEATRE NOIR (43-46-91-93), sam. 21 h, dim. 17 h : Pénélope. TH. 14 J.-M. SERREAU (45-45-49-77). sam., dim. 20 h 30 : Evénements regret-tables.

THEATRE DU TEMPS (43-55-10-88). sam. 20 h 30 : Antigone ; sam. 18 h 30 : Père Ubu et Daruma. THEATRE DU ROND-POINT (42-56-60-70), Grande saile sam. 20 h 30, dim. 15 h : Les Salons; Petite saile sam. 20 h 30, dim. 15 h : Pour un oui, pour un

TINTAMARRE (48-87-33-82), sam. 20 h 15 : A Star is beur; 22 h 30 : H. pour hommes; ven. 18 h 30 : Buffo. TOURTOUR (48-87-82-48), sam. 20 h 30 : œil pour deuil... s'il vous plaît, vous m'oublierez.

TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), sam. 21 h : American Buffalo. VARIÉTÉS (42-33-09-92), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : la Tombeur.

cinema

Les films marqués (*) sont interdits aux AIDS (TROP JEUNE POUR MOURIE) moins de treize aus (**) aux moins de dix-

La Cinémathèque CHAILLOT (47-84-24-24)

SAMEDI 15 NOVEMBRE 19 h, Hommage à Keisuke Kinoshita : la Tragédie 6u Japon (v.o. s.t. anglais) ; 21 h 15, Hommage à Gaumont, quatrevingt-dix ans de cinéma : Barrabas, de L. Feuillade.

DIMANCHE 16 NOVEMBRE Cycle les grandes restaurations de la Cinémathèque française : 15 h, Jean Chouan, de Luitz-Morat ; 17 h, Julie de Carneilhan, de J. Manuel : 19 h, Hommage à Gaumont, quatre-viugt-dix ans ée cinéma : le Carnavsl ées vérités, ée M. L'Herbier : 21 h 30, Hommage à Kei-sake Kinoshita : l'École des filles (v.o. s.t.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

mage à la Fédération Jean-Vigo Samedi: 17 h 30, la Petite Marchande 6 allumettes, de Jean Renoir; Boudo sauvé des esux, de Jean Renoir; 20 h 30, la Conte des contes, de Youri Norstein; l'Enfanc d'Ivan, de Andret Turkovski. - Dimanche o 1van, de Andrei Turkovski. - Dimanche ; A, 14 h 30, Bwana Toshi, de Susumu Hani ; A, de Jan Lenica ; la Maison de Jan Lenica et Walerien Borowczyk ; Tous les dessins de la ville, de J. Urbanie : Qui chante là-bas ? de Slobodan Sijan ; 20 h 30, l'Ecran magique, de Gianfranco Mingozzi.

BEAUBOURG (42-78-35-57) SAMEDI 15 NOVEMBRE

17 h, Homme de mulle part, de D. Daves (v.o.); Filmoteca Unam: 19 h, Almas de la Costa? de J. A. Borges; El Pequeno heroe de arroyo de oro, de C. Alonso; Del pingo al volante, de C. Alonso; 21 h, El Husar de muerte, de P. Sienna.

DIMANCHE 16 NOVEMBRE 15 h. la Cible humaine, de H. King (v.o.); 17 h, l'Aventurier du Texas, de B. Boctuicher (v.o. s.t. Irançais); 19 h, Filmoteca Unam: Exemplo regenerador. de J. Medina; Mimite, de M. Peixoto; 21 h, Virgen de la Caridad del cobre, de R. Peoo.

L'AFFAIRE CHELSEA DEARDON (A., v.o.): George V, & (45-62-41-46); Parmassiens, 14 (43-20-32-20). — V.f.: Impérial, 2 (47-42-72-52); Mîramar, 14 (43-20-89-52).

AFTER HOURS (A., v.o.): Studio de la Harpe, 5º (46-34-25-52); Le Triomphe, 8º (45-62-45-76).

(Fr.): Mercury, 8 (45-62-96-82). AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic

Cinemas, 11º (48-05-51-33).

ALIENS, LE RETOUR (A., *): Forum Horizon. 1* (45-08-57-57); UGC Dunton, 6* (42-25-10-30), UGC Ermitage, 8* (45-63-16-16). — V.f.: Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); Paris Ciné, 10* (47-70-21-71); Montparnasse Pathé, 14* (43-20-12-06). ANGEL II, LA VENGEANCE (A., v.f.):
Galté Rochechouart, 9: (48-78-81-77).

L'AMOUR SORCIER (Esp., v.a.): Studio de la Harpe, 5º (46-34-25-52).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.a.):
Grand Pavois, 15º (45-54-46-85); Le
Club, 9º (47-70-81-47).

ATLANTIS INTERCEPTOR (It., v.f.) : Gaité Boulevard, 2* (45-08-96-45).

Gauroom Halles, 1= (42-47-49-70); Hautefeuille, 6= (46-33-79-38); 14 Juillet Odéon, 6= (43-25-59-83); Gauroom Champs-Elysées, 8= (43-59-04-67); 14 Juillet Bastille, 11= (43-57-90-81); Gauroom Percenses 14: (43-57-90-81); Gaumoni Parnasse, 14 (43-35-30-40).
BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Utopia, 5-(43-26-84-65).

BIRDY (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-BLACK MIC-MAC (Fr.) : Cinoches, 6

(46-33-10-82). BRAZIL (Brit., v.o.) : Epéc-de-Bois, 5º (43-37-57-47).

(43-37-57-47).

LA BRULURE (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); UGC Odéon, 6° (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6° (45-74-94-94); La Pagode, 7° (47-05-12-15); UGC Champs-Elysées, 8° (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79); Maillot, 17° (47-48-06-06). — V.f.: Richelien, 2° (42-33-56-70); UGC Mentparnasse, 6° (45-74-94-94); St.-Lazare Pasquiler, 8° (43-87-35-43); UGC Boulevards, 9° (45-74-95-40); Nation, 12° (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Images, 18° (45-22-47-94). 18- (45-22-47-94).

LES BATISSEURS DU DESERT (Tun.): Utopia, 5º (43-26-84-65), horaires spéciaux.

CLIN D'CH. SUR UN ADREU (A. v.o.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); St-Germain Village, 5º (46-33-LE CLOCHARD DE BEVERLY HILLS

(A., v.o.) : Marignan, 8 (43-59-92-82). COERA (*) (A., v.o.), Forum Orient-Express, 1" (42-33-42-26); Marignan, 8" (43-59-92-82); UGC Ermitage, 8" (45-63-16-16). — V.f.: Rez, 2" (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6" (45-74-94-94); Para mount Opéra, 9" (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13" (43-

36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01). LE COMPLEXE DU KANGOUROU (Pr.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

I.A COULEUR POURPRE (A., v.o.):
Forum Horizon, 1= (45-08-57-57);
Saint-Michel, 5= (43-26-79-17);
Rotonde, 6= (45-74-94-94); George V, 8= (45-62-41-46); Marignan, 8= (43-59-92-82); Convention St-Charlet, 15= (45-79-33-00), — V.f.: Français, 8= (47-70-33-88); Montparaos, 14= (43-27-52-37).

33-88); Montparnos, 14 (43-27-52-37).

COURS PRIVÉ (Fr.): Forum, 1= (42-97-53-74); Hantefeuille, 6: (46-33-79-38); George V, 8: (45-62-41-46); Marignan, 8: (43-59-92-82); St-Lezare Pacquier, 8: (43-87-35-43); Français, 9: (47-70-33-88); Bastille, 11: (43-216-80); Nation, 12: (43-43-04-67); Fauvente, 13: (43-31-56-86); Mistral, 14: (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14: (43-20-20); Convention St-Charles, 15: (45-79-33-00); Maillot, 17: (47-48-06-06); Pathé Weplar, 18: (45-22-46-01).

46-01).

DESCENTE AUX ENFERS (Pr.):
Forum Horizon, 1" (45-08-57-57);
Impérial, 2" (47-42-72-52); Ren, 2" (42-36-83-93); Cios Beanbourg, 3" (42-71-52-36); UGC Danton, 6" (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6" (45-74-94-94); Marigan, 8" (43-59-92-82); UGC Normandie, 8" (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9" (47-42-56-31); Nation, 12" (43-43-04-67); UGC Gare de Lyon, 12" (43-43-01-59); Parwette, 13" (43-31-60-74); Gaiaxie, 13" (45-80-18-03); Mostral, 14" (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14" (43-20-12-06); Convention St-Charles, 15" (45-79-33-00); Maillot, 17" (47-48-06-06); Pathé Wépler, 18" (45-22-46-01); Secréan, 19" (42-41-77-99); Gambetta, 20" (46-36-10-96).

LE DIABLE AU CORPS (") (IL, v.o.):

LE DIABLE AU CORPS (*) (ft., v.a.): Cinoches (h. sp.), & (46-33-10-82). LE DIAMANT DU NIL (A., v.l.): Espaco Gahé (h. sp.), 14 (43-27-95-94).

DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : Forum, 1" (45-97-53-74); St-Andrédes-Arts, 6' (43-26-48-18); Collisée, 8' (43-59-29-46); UGC Gobelins, 13' (43-36-23-44); Gaumont Parnasse, 14' (43-35-30-40).

LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40); UGC Boulevard, 9º (45-74-95-40); Montparnos, 14º (43-27-

2-37).

LES FRÈRES PÈTARD (Fr.): Forum
Orieut Express, 1= (42-33-42-26);
Richelieu, 2= (42-33-56-70); Normandie, 8= (45-63-16-16); Lumière, 9= (4246-49-07); UGC Gobelins, 13= (43-3623-44); Montparnos, 14= (43-27-52-37). GENESIS (Ind. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Triomphe, 3 (45-62-45-76) ; Espace Gaîté, 13 (43-27-95-94). HIGHLANDER (Brit., v.f.): Lumière, 9-(42-46-49-07). L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., VA) :

Denfert, 14 (43-21-41-01). HOUSE (A., v.f.) : Arcades, 2* (42-33-54-58) ; Gaité Rochechouart, 9* (48-78-81-77).

IL ÉTAIT UNE FOIS LA TERRE (A., v.f.) : La Géode, 19 (42-45-66-00). JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Gaunn 2. 2. (47-42-60-33) Opera, 2 (47-42-61-33); Quantette, 3-(46-33-79-38); Colisée, 8- (43-59-29-46); Maxéville, 9- (47-70-72-86); Fasvette, 13- (43-31-56-86); Parnas-siens, 14- (43-20-32-20); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27).

JE HAIS LES ACTEURS (Fr.) : Capri, 2 (45-08-11-69).

KARATÉ KID, LE MOMENT DE VERITE (II) (A., v.f.): Lumière, 9

MAX MON AMOUR (Fr.) : Ga Halles, 1* (42-97-49-70); Gammont Opéra, 2* (47-42-60-33); Hannefeuille, 6* (46-33-79-38); Ambessade, 8* (43-59-19-08); Gaiaxie, 13* (45-80-18-02); Bicavente Montparnasse, 15* (45-44-25-02); Gammont Convention, 15* (48-28-42-27).

28-42-27).

MÉLO (Fr.): Latina, 4 (42-78-47-86);
Cluny Palace, 5 (43-25-19-90);
Ganmont Ambassade, 8 (43-59-19-08);
Miramar, 14 (43-20-89-52); 14-Juillet
Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LES MINIPOUSS (Fr.): George V, 8-(45-62-41-46); Lumière, 9- (42-46-49-07); Saint-Ambroise, 11- (47-00-89-16); Mistral, 14- (45-39-52-43); Montparnos, 14- (43-27-52-37); Gan-mont Convention, 15- (48-28-42-27).

mont Convention, 15° (48-28-42-27),
MISSION (A., v.o.): Gaumont Halles, 1°
(42-97-49-70): Gaumont Opéra, 2° (47.
42-60-33): Hautefeuille, 6° (46-33-79-38): Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-72-80): Marignan, 9° (43-59-92-82); Publicis Champs-Elysèes, 8° (47-70-76-23): Escurial, 13° (47-07-28-04); Kinopanorama, 15° (43-06-50-50); Mayfair, 16° (45-25-27-06). – V.1; Français, 9° (47-70-33-88); Nation, 12° (43-43-04-67); Montparmasse Pathé, 14° (43-20-12-06); Gammont Convention, 15° (48-28-42-27).

MONA LISA (*) (Brit., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5 (43-25-78-37).

MON AMI IVAN LAPCHINE (Sov. v.o.): Epés de Bois, 5 (43-37-57-47).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82): 14 Juillet Parmasse, 6 (43-26-

NEUF SEMAINES ET DÉMIE (*) (A. v.o.) : Lucernaire, 6° (45-44-57-34) : Triomphe, 8° (45-62-45-76). NUIT DTVRESSE (Fr.): Rex. 2 (42-36-83-93); George V. 8 (45-62-41-46); Gaumont Parnasse, 14, (43-35-30-40). NUIT DE NOCES CHEZ LES FAN-TOMES (A., v.f.) : St-Lambert, 15-(45-32-91-68).

OTELLO (11., v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40). OUT OF AFRICA (A., v.o.): Publicis Matignon, 8 (43-59-31-97).

na, 11° (48-05-51-33). PERVOLA (Nez., v.o.) Chany Palace, 5

(43-25-19-90). PICASSO (Fr.) : Vendôme, 2 (47-42-

97-52), LE RAYON VERT (Fr.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); Luxem-bourg, 6* (46-33-97-77); Elysées Lin-coln, 8* (43-59-36-14); Français, 9* (47-70-33-88); Parnassiens, 14* (43-20-30-19).

RECHERCHE SUSAN, DESESPERE-MENT (A., v.o.): Studio Galande (h.sp.), 5 (43-54-72-71).

(h.sp.), 5 (43-54-72-71).

ROSA LUXEMBURG (All., v.o.); Ciné
Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet
Parnasse, 6 (43-26-58-00); Racine
Odéon, 6 (43-26-19-68).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A.,
v.o.); Cinoches, 6 (46-33-10-82).

RUE DU DÉPART (Fr.); Saint-Lambert,
15 (46-22-01-48).

15 (45-32-91-68). LE SACRIFICE (Franco-subdois, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-80-25).

Saint-André-des-Arts, & (43-20-80-2).

SHANGHAI SURPRISE (A., v.a.):
Forum, 1= (42-97-53-74); UGC Danton,
& (42-25-10-30); UGC Biarritz, & (45-62-20-40). — V.f.: Rex, 2* (42-36-83-93); UGC Montparasse, & (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Images, 18* (45-22-47-94).

SOLEIL DE NUIT (A., v.f.): Opéra Night, 2* (42-96-62-56).

Night, 2: (42-96-62-56).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.):
Escurial Panorama (h.sp.), 13: (47-07-STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) (h.sp.): Utopia, 5: (43-26-84-65).

LE PALTOQUET (Fr.) : Quintette, 5 THE ACTRESS (A. v.a.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30) ; Mac-Maison, 17 (43-80-24-81).

THERÈSE (Fr.) : Saint-André-des-Arts. 6 (43-26-80-25): UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94): UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40): UGC Boulevards, 9 (45-74-95-40): Galaxie, 13 (45-80-18-03): Galaxie, 13 (48-28-42-27). THE SHOP AROUND THE CORNER (A., vo.) : Action Christise, 6' (43-29-11-30).

TORYO BLUES (Jap., v.o.) Saint-Germain Huchette, 5 (46-33-63-20). Germain Husberte, 3º (40-33-03-20).

37*2 I.E MATIN (Fr.): Seint-Michel, 5º (43-25-79-17); George V, 8º (45-62-41-46); Montpartos, 14º (43-27-52-37).

TROIS HOMEVIES ET UN COUFFIN. (Fr.): Capri, 2º (45-08-11-69); Linestnaire, 6º (45-44-57-34); George V, 8º (45-62-41-46).

(45-62-41-46)-10-02-1-40].
TOP GUN (A. v.a.): Marignan, 8- (43-59-92-82); George-V. 8- (45-62-41-46). -V. I.: Res. 2- (42-36-83-93); Paramountl
Opéra, 9- (47-42-56-31); Montparnasse
Pathé, 14- (43-20-12-06).

Opera, (14-43-20-12-05).

Pathé, 14- (43-20-12-05).

TWIST AGAIN A MOSCOU (Fr.): Gasmont Halles, 1-- (42-97-49-70); Genmont Opera, 2. (47-42-60-33); Bretagne, 6- (42-22-57-97); Ambassade, 8- (43-59-19-08); George-V, 8- (45-62-41-46); Saint-Lazare Pasquier, 8- (43-87-35-43); Maxéville, 9- (47-70-72-86); Bastille, 11- (43-42-16-80); Fauvette, 13- (43-31-56-86); Mintella, 14- (45-39-52-43); Montparasse Pathé, 14- (43-20-12-06); Gammont Convention, 15- (48-28-42-27); 14- Janlet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); Maillot, 17- (47-48-06-06); Pathé Chichy, 18- (45-36-06).

WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.):

CAP SUR LES ÉTOILES, film amé-

84-65).
DÉSORDRE, film français de Olivier
Assayas: Gaumont Halles, 1º (4297-49-70): Gaumont Opéra, 2º (4742-60-33): Richelieu, 2º (42-3356-70): Panthéon, 5º (43-54-15-04); Ambassade, 8º (4359-19-08): 14 Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81); Galaxie, 13º (45-8018-03): Gaumont Parnasse, 14º (43-57-90-81); M. M. Seine, Leonge, 18-03): Gaumont Parnassc, 14* (43-35-30-40): PLM Saint-Jacques, 14* (45-89-68-42); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27).

Convention, 15' (48-28-42-27).

DOWN BY LAW, film américain de Jim Jarmusch (v.o.): Gaumont Halles, 2' (42-97-49-70); Gaumont Opéra, 2' (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6' (43-25-59-83); Saint-André-des-Arts, 6' (43-26-48-18); Pagode, 7' (47-05-12-15); Colisée, 8' (43-59-29-46); 14 Juillet Bastille, 11' (43-57-90-81); Escurial Panomana 13' (47-07-28-04): Gaumont rama, 13 (47-07-28-04); Gaumoni

WELCOME IN VIENNA (Antr., v.o.):
Saim-Germain Studio, (46-33-63-20):
Elysées Lincoln, 8* (43-59-36-14); Parmassiens, 14* (43-20-32-20).

LES FILMS NOUVEAUX

BANCO, film américain de Richard Richards (*) (v.o.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); UGC Danton, 6* (42-23-10-30; George V, 8* (45-62-41-46); UGC Nomandie, 8* (45-63-16-16). V.I. Grand-Rex, 2* (42-36-83-93); UGC Montpar-nasse, 6* (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Gare de Lyun, 12* (43-43-01-59); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01); Secrétan, 19* (42-41-77-99).

CAP SUR LES ETOILES, film ambricain 6e Harry Winer (v.B.):
Forum Oreint Express, 1* (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Ambassade, 8* (43-59-19-08). V.f. Richelien, 2* (42-33-56-70); Français, 9* (47-70-33-88); Bastille, 11* (43-42-16-80); Fauvette, 13* (43-31-56-86); Miramar, 14* (43-20-89-52); Pathé Chehy, 18* (45-22-46-01).

LE COUREUR, film izanien de Amir Naderi (v.o.); Utopia, 5* (43-26-84-65).

Parnasse, 14* (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79).

L'ESQUIMAUDE A FROID, film resquissaulie: A Fronti, film hongrois de Janes Xantus (v.o.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Lincoln, 8º (43-59-36-14); Parnas-sicus, 14º (43-20-30-19).

siens, 14 (43-20-30-19).

HUIT MILLIONS DE FAÇONS DE MOURIR (*), film américain de Hal Ashby (v.o.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); UGC Biarrizz, 9* (45-62-20-40); Rex, 2* (42-36-83-93); UGC Montparmente, 6* (45-74-94-94); UGC Boulevard, 9* (45-74-95-40); UGC Gare de 1 vm. 12* (43-43-01-59); Fevaro, 9" (35-74-95-40); UGC Garc de Lyon, 12" (43-36-159); UGC Gobelin, 13" (43-36-23-44); Convention Saint-Charles, 15" (45-79-33-00); Images, 18" (45-22-47-94).

47-94).

QUAND LA RIVIÈRE DEVIENT

NORE, film américain de Chris

Cain (v.o.): Forum Horizon, 1st (45-08-57-57); Quintette, 5st (46-33-79-38); Bettesgne, 6st (42-22-57-97); Publicis Champs-Elyafea, 8st (47-20-76-23): Escarial Panorume, 13st (47-07-28-04); Gaumont Parmasse, 1st (43-35-30-40). V.f.; Richellen, 2st (47-33-56-70); Impérial, 2st (47-42-72-52); Fauvette, 1st (43-31-56-86); Gaumont Convention, 1st (48-28-42-27); Pathé Clichy, 1st (45-22-46-01).

RATBOY, film américain de Soudra

1000

Appropriate to the party

7.

5.30

and the second

13.00

chy, 18 (45-72-46-01).

RATBOY, film sunfricein de Sondra
Locke (v.o.): Ciné Beaubourg, 3(42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6(43-25-59-83); UGC Biarritz, 8(43-20-32-20); 14 Juillet Beaugreneile, 15- (45-75-79-79). V.f.: UGC
Boolevard, 9- (45-74-95-40). LA VERIFICATION, film soviétique de Alexei Guerman (v.a.) : Cosmos, 6° (45-44-28-80) : Epèc de bois, 5° (43-37-57-47) : Triomphe, 8° (45-

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 16 NOVEMBRE

- Muutparnasse de Gauguiu à Picasso«, 14 h 30, angle rue d'Assas et rue Notre-Dame-des-Champs (D. Bouchard).

«Le Paris des Américains «, 14 h 30, section française de Cincinatti, 40, rue du Cherche-Midi (Hauts Lieux et découvertes). - A la Conciergerie : les salles gothi-

ques, le cachot de Marie-Antoinette», 15 heures, 1, quai de l'Horloge (G.-S. Barbier). « Hôtel de Beerhee-Coudé », 15 houres, 12, rue Monsieur (A. Fer-

«La Montagne Sainte-Geneviève», 11 heures, devant le Panthéon (Acade-- Zoo de Vincennes -, 14 h 50, porte da zoo (Art pour tous). «La galerie dorée de la Banque de

France e, 10 h 30, 2, me Radziwill (S. Rojon). « Les salons du ministère des finances », 16 heures, 93, rue de Rivoli

(AITC). «La rue Montorgueil et l'ancienne cour des Miracles», 15 beures, sortie métro Sentier (Résurrection du pessé). «La Conciergerie des rois capétiens à la Révolution », 11 heures, métro Cité, sortie Marché 201x (leurs (C. Sagave). «Cité d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse», 15 heures, métro Vavin (C. Sagave).

« Maguifique hôtel de Souhise. Archives nationales. Vie à la cour sous Louis XIV«, 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (I. Hauller). « Concert chez Barrault : le violoniste

soviétique L Oistrach, déjeuner russe, reportage avec projections sur con «, inscriptions : 45-26-26-77. «Le Marais de l'hôtel Lamoignon à celui des Ambassadeurs de Hollande «, 15 heures, 24, rue Pavée (Paris et son

histoire). «La peinture italienne de Giotto à Léonard de Vinci«, 10 h 30, Louvre, porte Jaujard (M. Pohyer). -Le Marais : de l'hôtel de Sens à l'hôtel de Sully », 15 houres, métro Pont-Marie (M. Pohyer).

« Les salons du ministère de la

marine », 15 heures, 2, rue Royale, carte d'identité (E. Romann).

«Une houre au Père-Lachaise «, 10 heures et 11 h 30, porte principale (V. de Langlade). «Somptuosité architecturale de la Concorde à la tour Eissel . 14 h 45, Espece-Cardin (V. de Langlade).

«Palais de Gabriel : l'état-major de la marine «, 10 h 30, 2, rue Royale, carte d'identité, (M. Dusart). « Les coulisses de la Cumédie-Française., 10 h 30, porte de l'administration (Caisse nationale des monn-

ments historiques). "L'hôtel du grand ministre Sully -, 15 heures, 72, rue Saint-Antoine (Caisse nationale des monuments historiques). «Les salons Napoléon du ministère des finances», 11 heures 93, rue de Rivoli (M. Hager).

L'art grec : de la Dame d'Auxerre à la Vénus de Milo «, 10 h 30, Louvre, porte Saint-Germain-l'Auxerrois (J. Y. Jasiet).

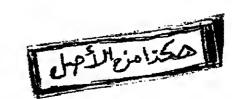
«La Conciergerie de Philippe le Bel à Terreur», 15 heures, entrée (P.-Y. Jaslet). «Les salons du Palais-Royal, Conseil d'Etat, les colonnes de Buren«, 15 h 45, catrée, carte d'identité (Approche de

«La civilisation pharaonique au Louvre», 10 h 30, porte Saint-Germain-PAuxerrois (Ch. Merle). «Le Marais de l'auberge de l'Aigle d'or aux hôtels de Suuhise et des Ambassadeurs de Hullande «, 15 heures, devant la poste de l'Hôtel de Ville (Ch. Merle).

- Saint-Eustache et son quartier -15 heures, métro Louvre, côté kiosque à journaux (Lutèce). «Le Marais », 15 beures et 17 heures, grille Carnavalet (C.-A. Messer). «La place des Victoires et son quar-tier», 15 heures, métro Bourse (G. Bot-

CONFÉRENCES

60, boulevard Latour-Manbourg. 14 h 30 : «La Crète et la Grèce»; 16 h 30 : «La Thailande»; 18 h 30 : "L'Espagne musulmane» (M. Brum-



Communication

Tout en préparant un « TV-Figaro »

Le groupe Hersant lance « TV-France-Soir »

Le groupe de M. Robert Hersant concrétise son projet d'un magazine de programmes de télévision. Ce de programmes de télévision. Ce samedi 15 novembre paraît en effet TV-Prance-Soir. Encarté depuis octobre dans France-Soir Magazine, cet hebdomadaire sera dorénavant vendu chaque samedi en complément du quotidien de même nom et de sou supplément magazine.

La direction de la rédaction de TV-France-Soir devrait, à court terme, être confiée à Louis Pauwels, terme, être coafiée à Lonis Panwels, déjà directeur des rédactions du Figaro Magazine et du Figaro Madame. Cela afin de préparer le lancement prochain d'un hebdomadaire de programmes de télévision qui s'appellerait TV-Figaro, et dont le tirage, le samedi, serait de l'ordre de 1,4 million d'exemplaires. « Ce projet correspond à la volonté de Robert Hersant d'offrir une gamme complète d'informations et de rencomplète d'informations et de ren-seignements en une seule livraison » souligne un membre de la direction

2.25 T-1m

Mais, M. Hersant a nne visée plus ambitieuse à l'étude : joindre ce supplément TV à chacun des nombreux quotidiens régionaux qu'il contrôle. Ce projet devrait concurrencer les magazines TV actuellement leaders du marché: Télé 7 jours du groupe Hachette (3063412 exemplaires diffusés en 1985), Télé-Poche, des éditiuns Mundiales (1 805 651 exemplaires), et Télé-Star, de Claude Darcey (1 431 620 exemplaires).

En Europe

Le piratage vidéo coûte 200 millions de dollars

C'est l'estimation faite devant les ministres de la culture de la CEE par le commissaire M. Carlo Ripa di Meana:

Les pays qui ont renforcé leur législation répressive contre le pira-tage ont vu le phénomène régresser sensiblement au cours des deux der-nières années. C'est le cas de la France, où les enregistrements pirates constituent 15 % à 20 % du marché, de la Grande-Bretagne (15 %) et de l'Espegne (30 %).

BELGIQUE: légalisation de la télévision privés. — La Chambre des députés belge a adapté la 13 novembre une foi autorisant l'existence de deux chaînes de télévision privée, l'une en région francophone, l'autre en région francophone, l'autre en région francophone, l'autre en région francophone, l'autre en région flamande. Cette foi légalise la diffusion de RTL-Télévision depuis plusieurs années aur les réseaux câblés et son association récente avec la presse écrita beige en Wallonie et à Bruxelles. Côté flamand, en revenche, la télévision privée n'est qu'à l'état de projet. Précisons que la nouvelle loi réserve. Précisons que la nouvelle loi réserve pour le moment le financament publi-citaire aux chaînes privées et le refuse aux chaînes publiques.

Trois livres sur les médias

Enjeux et acteurs d'une révolution

Les lecteurs des Miroirs de Jupiter auront pout-être été frustrés par les auront pent-etre cte trustres par l'approche strictement politique de l'audiovisuel tentée par Michèle le troisième comme producteur d'une chaine de télévision, l'autre comme directeur d'une chaine de télévision, l'autre comme chaine de télévision, l'autre comme directeur d'une chaine de télévision, l'autre comme chaine de télévision, l'autre comme chaine de télévision, l'autre comme directeur d'une chaine de télévision, l'autre comme chaine de télévision, l'autre comme directeur d'une chaine de télévision, le troisième comme producteur d'une chaine de télévision, l'autre comme directeur d'une chaine de télévision, le troisième comme producteur d'une chaine de télévision, le troisième comme intellectuel un peu marginal. Ils vont vivre l'ivresse de l'édition le troisième comme producteur d'une chaine de télévision, le troisième comme de télévision de troisième comme de troisi d'élargir le débat aux enjeux socio-économiques de la révolution des posvoir et du réalisme, les convel-médias. Le premier roman de Serge sions d'une télévision coincée entre la volonté du «changement», les de sa dimension humaine. De cette révolution, la Communi-

photographic critique, homôte et remarquablement claire. Il est pourtant difficile de figer en un instantané une actualité aveni mouvante. Les auteurs y parviennent en resti-tuant pour chaque grand dossier (télévision privée, clible, satellite, service public, presse) l'enchevêtre-ment des données techniques, politiques et économiques. Il est vrai que pous avons affaire à des spécialistes

Gérard Carlos et Joan-Marie Charpentier appartiennent an socteur information-communication de la CFDT. Gilles de Margerie est l'un des auteurs du rapport Bredin sur les télévisions privées. Claude Nenschwander, après avoir dirigé Lip et la FNAC, s'est beaucoup occupé des radios privées.

Au-delà des vertus de l'analyse, il faut souligner la portée politique d'une réflexion qui s'ancre volontiers à gauche. Pas de nostalgie du passé et du monopole public, pes de refus a priori des lois du marché. Conscients que les bouleverses qui seconent anjourd'hui l'audiovisuel sont irréversibles, les auteurs plaident pour une régulation un peu moins technocratique, qui laisserait plus de place à l'imagination comme

On pourrait reprocher à la Communication dans tous ses états de s'ensermet dans une problématique un peu hexagonale et d'ignorer le contexte européen de la révolution des médias. Aussi fant-il chaudement recommander la lecture de Multinationales de l'audiovisuel en Europe, de Holde Lhoest. On y trouvera l'analyse détaillée des stratégies des grands groupes multimédias qui se disputent le marché : de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion à Bertelsmann en passant per Rupert Murdoch, Silvio Berlusconi, Robert Maxwell on Havas. Indispensable si l'on veut mesurer la marge de manœuvre bien étroite de l'audiovisuel français dans la guerre des images.

Mais c'est la Saison des palais, lo roman de Serge Mosti, qui constince le contrepoint le pius piquant an livre de Michèle Cotta. L'ancien directeur général de FR 3 a retrouvé depuis un au le bonheur de la caméra (un film sur les élections de mars 1986 diffusé dans quelques mois sur TF 1) tout en découvrant celui de la phone. Comme la présidente de la Hante Antorité, il nous uffre les souvenirs encore chauds de set années de pouvoir à peine tramés par les journaux intimes de quatre militants socialistes.

Amis d'adolescence, Victor, Arthur, Antoine et J.F.P. traversent chacun à leur manière les années

roses » : l'un comme ministre de la communication, l'autre comme pressions politiques et les contraintes de l'audie

Les portraits sont presque transparents, le procédé peut paraître sys-tématique, mais l'humour chalcu-reux et lucide de Serge Monti nous vant quelques grands merceaux de bravoure : la cérémonie du Pan-théon, la démission de Chartier (alies Guy Lux) ou la grève des journalistes. On est loin des analyses mancées des Miroirs de Jupiter ou de la Communication dans tous ses états, mais on est sans donte plus près de la télévision. J.-F. L.

* La Communication dans tous ses éints, sous la direction de Claude Neuschwander et Jean-Michel Char-pentier, Editions Syros, 216 pages, 75 F. Les Multinationales de l'audiovinuel en Europe, de Holde Lhoest,
Presses universitaires de France, 144 pages, 32 F.

†: La Saison des palais, de Sarge Monti, Grasset, 284 pages, 89 F.

MOTS CROISÉS

L'industrie de la création audiovi-suelle européenne perd 200 millions de dollars par an à cause de la repro-duction illicite de cassettes vidéo.

Au palmarès des cassettes pirates, les Pays-Bas arrivent en tête avec 70 % de reproductions illicites sur la totalité des cassettes commercialisées. Ils sont suivis de près par la République fédérale allemande (60 %) et l'Italie (40 % à 50 %).

gratuite. - X. Suspend. Ent un accès d'humeur. -XI. Personnel. L'homme d'une caverne. Peut se trouver parmi les fous sans avoir une case de vide. -XII. La loi du milion. Sans risque. — XIII. Adverbe. Mutine encline à la mauvaise humeur. — XIV. En raines. Conducteurs de vedettes. -XV. Sans agitation. Préposition, Fut mis au pas par un cheval de manège.

VERTICALEMENT

1. Accord plaqué. Mattre d'hôtel. - 2. Ne fait que monter. Bon placement pour un titre. - 3. Rend la pointe encore plus piquante. Royale avec des ouvrières. S'emploie pour doubler. - 4. Une façon d'essayer de paraître plus grand. Partie d'un réseau. Personnel. - 5. Manière de parler. Acide. Volume à tirer. - 6. Canons très précis. Dut supporter un mufle après avoir connu des manières divises. L'argun. - 7. D'un auxiliaire Cui accept tente. 7. D'un auxiliaire. Qui a perdu toute contenance. Comme une éclipse. Epreuve sportive. Comme un corps de braise. – 9. Préposition. Minés par la maladie ou rehaussés

Sont publiés au Journal officiel gladesh sur l'encouragement et la protection réciproques des investis-sements (ensemble trois amexes),

• Nº 86-1187 dn 12 novembre

EN BREF

sa fille.

 GUIDE : Comment devenir fonctionnaire ? - Nathelie Cadart a établi un guide complet et pratique de tous les emplois offerts par la fonction publique tant nationale que locale. Sont précisées, pour chacun d'entre eux, les conditions d'accès, les attributions, les traitements et les adresses utiles (éditeur Marabout, 421 pages, 59 francs),

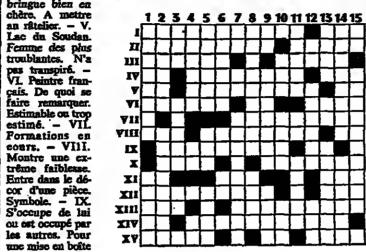
e FORUM : nouveaux équipe-ments de loisirs. — Le premier

Informations «services»

PROBLÈME Nº 4357

HORIZONTALEMENT

I. A des traits très expressifs. Une allure de cheval. - II. Instruments à cordes. Pas empranté mais capable d'un bon mouvement. — III. Boîte de conserve. On sy rend sans raison. - IV. Entame un ultimatum. Grand bringue bien en



par l'art. Entre le fléau et le plateau. - 10. Service parfait. Affluent de l'Oubangui. Sigle. - 11. Faire disparaître. Compris! Commandant de vaisseaux. - 12. Militaire étranger. Couper l'essence. Pas ancien. - 13. Une manière de bien tomber ou de mai chuter. Co piet trains coi de mai chuter coi de de mai chuter. Ce n'est qu'un cri. Une façon de peindre tout à fait per-sonnelle. – 14. Sonnent l'éveil. Connaît quelques problèmes de caisse. – 15. Personnel. Ne suit pas la classe mais continue à suivre des

Solution du problème nº 4356 Horizontalement

I. Veilleuse. – II. Ornée. Sep. –
III. Côte. Cène. – IV. Asc. Aa. Ne.
– V. Maîtres. – VI. Uppercut. –
VII. Lier. Hâte. – VIII. Atres. –
IX. Iris. Me. – X. Rée. Avril. –
XI. Essuyée. Verticalement

1. Vocabulaire. – 2. Eros. Pitres. – 3. Intempéries. – 4. Lee. Aérés. – 5. Le. Air. Ay. – 6. Catch. Ave. – 7. Usc. Russ. Ré. – 8. Sennett. Mi. - 9. Epées. Epelé.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

du samedi 15 novembre 1986 : DES DÉCRETS

1986 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire du Ban-

Du 12 novembre 1986 portant approbation des statuts de la Société des autoroutes Rhône-Alpes.

signé à Paris le 10 septembre 1985.

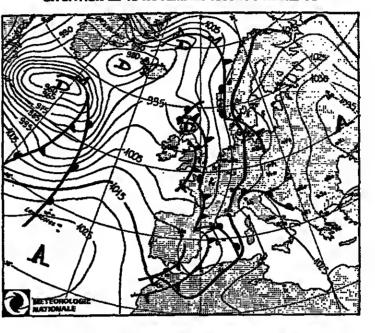
Forum international des nouveaux équipements de loisirs ressemblers à Cannes, du 15 au 17 décembra prochain, tous caux (concepteurs, entrepreneurs, gastionnaires, financiers, français et étrangers) qui préparent

* Inscriptions et renseignements ; rencontres du Moniteur. 17, rue d'Uzès, 75067 Paris Cedex 02. Tél. : 42-96-

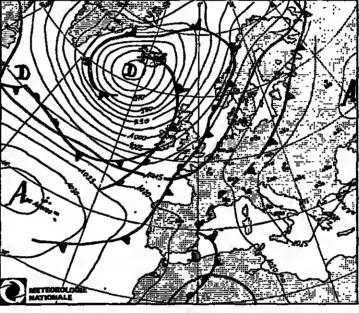
les équipements de demain.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 15 NOVEMBRE 1986 A C HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 17 NOVEMBRE A 0 HEURE TU



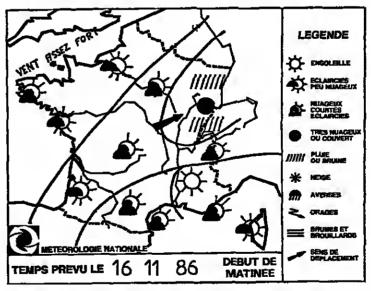
Les perturbations continueront à se accéder sur notre pays dans un flux de sad, tournant au sud-ouest. Mais sur les Céremes, les pluies s'atténueront.

Dimanche matia : ce sont les mages qui prédomineront sur une majoure par-tie du pays. Et quelques pluies affecto-ront aussi les régions de l'Est et les Cévennes. Mais le temps sera ensoleillé des pays de Loire à la Normandie et au Nord. Ces éclaireies auront atteint dans Nord. Ces éclaireies auront atteint dans l'après-midi l'Alsace-Lorraine, l'Anver-

Erolation probable du temps en France entre le namedi 15 à 9 heure et le dimanche 16 novembre à 24 heures.

Bretagne affecteront alors en soirée toutes les régions du Nord, aux Ardennes, à la Normandie, aux pays de Loire, au Centre et à l'Aquitaine, et donnant de la pluie au nord de la Loire Alors que des éclaircies apparaîtront déjà sur la Bretagne, il fera bean toute la journée sur la Provence, Côte d'Azur et la Corse.

Le vent de sud-ouest, assez fort le matin près de la Manche, faiblira. Les vents s'attémerant en Méditerranée. Les températures restent relativement donces. Les températures minimales varieront de 6 à 15 degrés du nord au sed. Alors que les maxima atteindront 12 à 15 degrés sur la moitié nord et 15 à



	11	5	C	LOHONES	14	8	?	TENE.		6	5	
	16	ıś	č	LISBONNE	15	10	Ä	AEMESE		10	10	1
	22 15	16	7	ERUSALEM	15 14	1	N	VARSOVIE		7	.ī	ì
	21		P	BONGKONS	26	22	P	TUNES		21	15	ì
	17	11	P	GENEVE	9	1	3	TOKYO		19	12	
	16	12	C	DEUBA	22	12	N	SYDNEY		25	17	
NAMES	16	6	7	DESERT	32	18	D	STOCKHOL	M	5	2	
	Ä	4	Ċ	DATAR	23	24	N	SINGAPOU		20 33	21 25	
	17	15	Ă		7	5		RIO DE IA		22	17	
	16	14		LE CARR	21	ï	D	PEKIN		4	-3	
	17	9		BRUXELLES		12	Ñ	PALMA-DE		22	16	
	16 14	12	2	ELIN	7	2	Ď	0520		.5	3	
	13 16	8 15	Č	BAKELONE		3	Ď	MEN-YOUR		7	-4	
	19	15	ç	MANGROK		14	ç	NAIROM		22	15	
	14	7	P	ATRENES			č	MOSCOU .		-1	-5	
	15	1	P	ANSTERDAM	13	10	ç	MONTRÉAL		1	-11	
	12	6	D	ALGER	26	19	C	MELAN		9	8	
	18	12	P				_	MEXICO		20	9	
BORDEAUX		18	P	ÉTRAN	ME	0		MARRAKE	B	20	11	
	20	10	P	POINTEAP	24	23	A	MADRID		15	5	
FRAN	CE 20		N	TOURS		11	P	LOS ANGE		22 13	12 7	

* TU = temps universel, c'est-è-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support rechaique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Carnet du Monde

Naissances

- Les docteurs Paul et Christians GUILLEMET

ent la joie d'ammencer la unissance de leur petit-fils,

fils de Lena Hirzel et Jacques Guillemet Paris, le 1 movembre 1986.

Décès

- M= Annie Abella. son éponse, Frédéric et Marie Laure Abella,

ses enfants, M= venve Raymend Abella, M. et M= Robind Nistri

M. et Mo Guy Roux Set amera, beaux-fràres, nevens et

Et toute la famille. ont le douleur de faire part du décès de

M. Raymond ABELLA.

gurveau le 13 novembre 1986, à l'âge de

L'inhumation aura lieu au cimetière intercommunal de Chevilly-la-Rue, le mardi 18 novembre, à 11 h 45.

1, rue Jean-Michaut,

M= Elza Ribeiro Hawelka, i eponie, M* Monique-Délia Hawelka,

font part du décès de

M. Pierre HAWELKA, agrégé de l'Université

survena le 13 novembre 1986, dans sa quatre-vingt-cinquième année. L'inhamation anna lieu au cimetière parisien de Thiais (Val-de-Marne), le mardi 18 novembre, à 10 h 30.

Oct avis tient lien de faire-part. 12, ruc Sibuct, 75012 Peris. 40, rue de l'Amiral-Mouchez, 75014 Paris.

- M- Claude Refabert, Philippe Refabert,
Recques et Catherine Refabert,
set enfants,
Anne Refabert et Patrick Andrich,
Luc, Marc, Bertrand et Carole,

ses petits-cufants, Barbara Andrich son arrièro petito-fille, foat part du décès de

Claude REFARERT.

survens le 13 novembre 1986, dans sa

Une bénédiction sura lieu le lu 18 novembre, à 13 h 30, à l'hôpital Tenon, 3, rae Belgrand, à Paris-20.

AND THE RESERVE OF THE PROPERTY OF THE PROPERT

l'église de Langeais, suivi de l'inhuma tion su cimetière. 8, rue Jules-César,

75012 Paris. 1, cité Trévise, 75009 Paris. 50, ree Tartifumo 37540 Saint-Cyr.

Communications diverses - Le jeudi 20 novembre 1986. à

20 h 30, conférence du Père A-M. Carré (OP), de l'Académie franceise: « Qui était le curé d'Ars? ». Couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tan-neries, 75013 Paris, mêtro Glacière. Libre participation aux frais.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Paris-X-Namerre, jes 20 novembre, à 14 heures, salle 614, M. Eric Vernette: « Comparaison dos méthodes d'identification de critères de choix d'un produit. « - Université Paris-X-Nanterre, joudi

20 novembre, à 14 heures, saile de cours du Musée de l'homme, Mª Claude Taranger : «Luis Bannel, le jou et la - Université Paris-IV, vendredi 21 novembre, à 14 h 30, salle des Actes, Mª Muriel Detrie : « Etude de pein-

tures de Victor Seealen. » - Université Paris-I, mercredi 26 novembre, à 18 henres, salle des Commissions, centre Panthéon, M. Jean-Pierre Pamonkdjian : «Le droit de la haute courare, du prêt-à-

Le service religieux som chiébré le mardi 19 novembre, à 14 h 15, en porter et de la parfamerie de luxe. »

ALSACE

Argent moins cher

Le président du conseil régional d'Alsace, Marcel Rudloff, veut impliquer les bauques dans les mesures en faveur de l'emploi des jeunes. Il a signé avec sept banques régionales (1) une convention pour débloquer de l'argent bon marché pour appuyer des créations d'entreprise. Pendant six mois, les projets qui auront obtenu la prime régionale à la création d'entreprise (PRCE) toucheront davantage d'argent public, mais se verront ouvrir également des crédits bancaires 3 7.5 % sur deux à sept ans. L'engagement de la région est de 10 millions de francs, et les apports bancaires pourraient s'élever au total à 42,5 mil-

Ces facilités concernent les projets creant trois à neuf emplois dans les secteurs industriel, artisanal ou scientifique et technique.

 Banque fédérative du Crédit mutuel, BNP, Banques populaires, Caisses du Crédit agricole du Hant-Rhin et du Bas-Rhin, Crédit lyonnais, Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine, Société générale alsacienne de

AQUITAINE

Primes, quelles primes?

La chambre régionale de commerce et d'industrie Aquitaine a consacré sa dernière assemblée plénière à l'examen de la question des aides aux entreprises. Cette réunion avait été précèdée d'une série d'enquêtes, en particulier auprès des responsables d'établissements financiers spécialisés. Voici une synthèse de leurs réponses :

Les primes sont peu utiles sur le plan économique et faiblement incitatives, elles développent une mentalité de quémandeur . Le plan de financement est analysé par les banques sans tenir compte des primes (e'est un élément en plus). La prime à l'emploi est inadaptée, surtout dans les activités industrielles (dans tous les pays développés, ce sont les services qui créent des emplois).

ll est nécessaire - estiment les banquiers - de maintenir les primes pour les entreprises en création, car elles permettent de boueler le plan de financement, mais il faut plus de sélectivité. Il est nécessaire de mettre en place des procédures de suivi des créations et d'améliorer l'aide à la décision. L'un des problèmes fonds propres, au sens large, recueillis par les créateurs et leurs partenaires (senil minimum à

Les banquiers enfin regrettent la difficulté qu'ils rencontrent pour trouver des investisseurs privés mais estiment qu'il est indispensable de développer les prêts pour les investissements incorporels (commercial, recherche et développement).

Conclusion de la ebambre de commerce: il n'y a pas de bons projets qui ne soient financés; il manque des bons projets.

BOURGOGNE

Une association

pour la culture

L'Association bourguignonne culturelle (ABC) est, à Dijon, une veritable institution. Créée en octobre 1945, elle a été, jusqu'à ces dernières années, le passage obligé de tout ce qui pouvait se créer, se voir, ou s'entendre à Dijon comme dans les principales villes de Bourgogne.

La fierté de l'association est d'avoir été à l'origine de bien des initiatives. Aussi des ludothèques. - En 1968, se souvient André Lbuillier, directeur de l'Association depuis sa fondation, nous avons été les premiers. Nous en avons eu jusqu'à cinq. Nous n'en avons plus maintenant. L'Idée a été reprise par d'autres qui ont plus de moyens que nous. » « Et, après tout, ajoute-t-il, c'est un peu notre rôle d'être les initiateurs puis de nous retirer devant ceux qui nous relaient sur le ter-

Bel altruisme que ne compense pourtant pas ce qui ponrrait permet-tre à l'ABC de persévérer dans cette voie tout en assurant son avenir. Il n'y a pas de maison de la culture, à Dijon même ; l'ABC continue à en tenir lieu. - Le problème, dit André Lbuillier, c'est que certaines maisons de la culture de villes de Bourgogne quatre ou cinq fois moins

1

CONTRE LES CRUES, POUR L'AGRICULTURE ET LE TOURISME

L'Hérault domestiqué

'AMÉNAGEMENT de la valiée de l'Hérault est un projet ancien. Dans les années 30. le conseil général avait ouvert le dossier pour lutter contre les inondations. Mais ce n'est qu'en 1980 que l'assemblée départementale a mis à l'étude un aménagement global du fleuve oui donne son nom au département. Par la suite, fut créée une structure permanente, prési-dée par M. Marcel Vidal, sénateur te et maire de Clermont-

Avec un bassin varsant da 2 500 km², l'Hérault constitue un des fleuves côtiers les plus importants du Languedoc. Ses crues brutalea, avec das précipitations exceptionnelles sur des versants en pentes abruptes, ravagent fréquemment la basse vallée. En sep-tembre 1985, le débit aux gorges sé en quelques heures de 2,5 à 2 500 metres cubes par seconde.

S'il n'était pes le seul, l'aménagement contre les crues était donc le premier objectif des projets, car ce sont bien ces conditions géographiques et climatiques qui ont qu'à présent déterminé le développement économique de la vallée, en particulier sur le plan agricole, favorisant la vigne, seule capable de supporter ces aléas avec des dommages limités.

Dix-huit sites pour barrages d'écrêtement des crues ont été dénombrés. L'aménagement pour le maîtrise des eaux a été entamé notamment par le barrage du Salagou, entre Lodève et Clermontl'Hérault, et celui de le Meuse, à uteur de Gignac.

Un programme, prévoyant parfois la production d'électricité, a reçu le soutien de le CEE, de l'Etat et de le région. La première pierre d'un chantier qui intéresse essentiellement la basse valiée a été posée le 15 janvier dernier. Elle amorce l'implantation du barrage des Olivettes, ouvrage prioritaire sur la Pevne, affluent descendant des hautas collinas à bauxita

importantes que Dijon touchent

5 ou 6 millions de francs de subven-

tions par an alors que nous, nous

situées entre Bédarieux et Pézènes-les-Mines, L'ouvrage, avec une hauteur de 36 m et une longueur en crêta de 235 m, retiendra 4,1 millions de mètres cubes.

Il répond à une double vocation : l'écrêtement des crues par sa on sur la cours supérieur de le rivière cui lui permet de contrôles un bassin versant de 30 km², et les besoins en irrigation en retenant une eau abondante, actuellement perdue par ruissellement.

Les volumes, stockés à Vailhan, aux abords de la plaine, seront acheminés, selon le demande, par le lit de la rivière jusqu'à Roujan, où sera installée une station de pompage alimentant, entre ce village et Pézenas, un réseau d'irrigation destiné à faciliter la diversification des cultures dans cette zone de monoculture de la vigne.

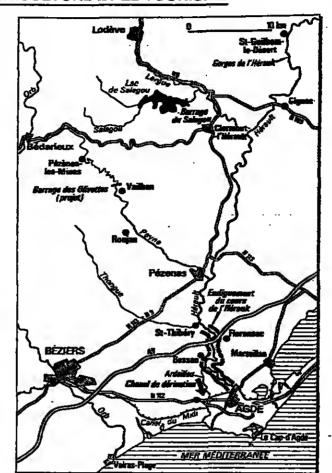
Le montant global de l'opération est de l'ordre de 65 millions de francs, dont 57 millions de travaux, répartis entre l'Etat (20 %), ia CEE (35 %), ia région (15 %) et le département (30 %).

Dans le basse vallée, l'Hérault sera endigué sur une partie de son cours entre Saint-Thibéry et Agde.

Avec l'impossibilité de prolonger les digues jusqu'à le mer, en raison de l'agglomération agathoise, les débits supplémentaires, entraînés par les crues, seront dirigés, en eval de Bessan, sur l'exe naturel d'écoulement du ruisseau de Ces traveux antraîneront la

construction d'un ouvrage de prise sur la rive droite de l'Hérault, un librage du réseau naturel existant, le franchissement du canal du Midi, de la voia ferrée et de la R.N. 112, et le diffusion des saux vers l'étang du Clos, celui de vias

«La conception d'un aménage-ment intégré, dit M. Gérard Saumada, président eocialista du conseil général, permet de considérer, à partir de la lutte contre les inondations at de l'irrigation.



l'aménagement global d'un territoire dominé par une rivière, allant jusqu'au contrat de rivière, autrement dit ne laissant aucune opération importante en dehors du chamo d'action. >

Le contrat de rivière, qui devrait être signé prochainement, prévoit l'assainissement des effluents urbains, les aménagamants hydrauliques (réfection des seuils, enrochement des berges, enlèvement d'éperons rocheux) et les activités liées à l'eau (cance-kayak, pêche, randonnée, botanique...), aux loisirs (trente baignades ont été répertoriées qui réunissent déjà

dix mille participants), et au tou-

En outre, un programme de restauration du patrimoine a été établi l'an dernier per une convention Etet-département.

M. Vidal se montre optimiste pour le bonne fin des opérations en cours, d'autant plus, dit-il, que «le projet a créé une émulation en chaîne. Des schémas analogues sont prévus pour d'autres flauves côtiers du département, comm l'Orb, et son affluent le Jaur, le Lez, qui traverse Montpel liaison avec le conseil général du Gard, le Vidourie dont les crues sont aussi foudroventes ».

ROGER BECRIAUX.

recevons environ 600 000 F de la municipalité. .

abonnes, il y a buit ou dix ans, n'en compte plus que six mille. Les deux permanents — au lieu d'une dizaine il y a quelques années - pèsent lourd dans le budget de l'association. Ce qui n'empêebe pas la vitrine culturelle de Dijon de continuer à tenir vaillamment son rôle. Il y a quelques semaines, toute la ville était couverte d'affiches annongant . les deux cent cinquante-deux propositions de l'ABC .. Il s'agissait du programme qu'elle offre pour la prochaine sai-son et que détaille la 264° édition du bulletin que beancoup de Dijonnais attendent pour savoir ce qu'ils vont faire le soir.

* ABC, 4, plece Darcy, 21000

Le Monde a'est associé à PABC pour présenter cette année à Dijon un cycle de conférences. André Foutaine, directeru du Monde, traitera le vendro 28 novembre du « iournaliste, témoin ou manipulateur » (à 20 b 30, salie des Jacobins, 9, rue Jules-Mercier).]

LE-DE-FRANCE

L'autre Bercy

Paris a son Bercy, Charenton a le sien dans le prolongement de la Halle aux vins, avec le même type d'activités. Le Bercy parisien est actuellement rénové; le Bercy charentonnais va l'être à son tour.

La ville a décidé de créer sur ces 12 hectares une ZAC portant le nom de parc de Bercy.

Le projet prévoit au centre, protégé des nuisances sonores exté-rieures, le construction de 62 000 m² d'babitations, de 10 000 m² de locaux industriels et artisanaux des-

tinés à des PME, d'un hôtel Arcade de trois cents chambres, d'un pare paysager de près de I hectare, des merces et divers équipements : groupe scolaire, halte crèche, mai-son de jeunes. Le projet prévoit aussi du quartier, avec le remplacement des entrepões anciens par de nouveaux sur plus de 28 000 m². Cette activité de conditionnement pourrait être complétée, selon le maire, M. Alain Griotteray, par une activité de distribution. C'est là la grande originalité de projet puisqu'un centre spécialisé dans le commerce du vin et de l'alimentation, surtout des produits régionaux et naturels, y sera construit sur 32 000 m². A terme, c'est au total environ deux mille emplois qui seront créés.

Le premier conp de pioche sera donné à la fin de l'année et l'inauguration est prévue pour la fin de 1989.

Pétulant treizième

Quelle est la ville française de

employant 55 000 personnes ? Non, ce n'est pas Grenoble ou Nimes mais le XIII arrondissement, I'un des secteurs les mains comms et les plus originaux de Paris. Son maire n'est autre que Jacques Toubon, éputé RPR et bras droit de Jacques Chirac.

Le XIIIe est l'un des seuls quartiers parisiens dont la population augmente encore légèrement. La vie économique y est si intense qu'elle lui donne tout à la fois l'aspect d'un cimetière et d'une pépinière d'entreprises. En cinq ans leur taux de renouvellement a été de 40 %. L'institution la plus solide resta l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (6800 employes), installé là depuis trois siècles mais toujours en pointe, notamment pour les greffes cardia-ques. C'est le plus important com-plexe hospitalier d'Europe.

Le XIII abrite anssi la plus vaste e chinatown - de France. Alors que tout le secteur est en pleine transformation urbanistique, un architecte 170 000 babitants qui compte japonais en renom, Kenzo Tange, va 838 entreprises et sociétés y édifier une maison du cinéma. Ce

quartier bouillonnant est le berocau d'un groupe performant, l'Associa-tion pour le développement et l'aménagement du XIII: — l'ADA 13. Ses membres viennent de réaliser deux premières : l'établissement d'un bilan économique d'arrondissement . et l'édition grand public d'un guide « promensdes d'architecture à Paris XIII ». Deux regards originaux qui ne doivent rien aux pouvoirs publics et qui témoignent de la réappropriation de la ville par ses

MIDI-PYRÉNÉES

Un autre nom pour le Gers

Parler du Gers à un Texan ou à un Irlandais revient à precher dans le désert, sauf si vous précisez que c'est le pays de l'Armagnae. André Daguin, le célèbre restaurateur d'Anch, éiu cette année président de la chambre de commerce et d'industrie, suggère pour cela que le département change de nom et s'appelle désormais « Gers-Gascogne » ou «Gers-Armagnac».

Il s'en est ouvert récemment au président du conseil général, Jean-Pierre Joseph, qui, à son tour, a soulevé la question devant l'assemblée départementale. Il ne paraît pas insense d'imaginer qu'une requête soit adressée prochainement au Conseil d'Etat, seul habilité à statuer en la matière. Pareil changement, en tout cas, n'est pas impossible juridiquement, à condition, bien stir, que le Gers conserve son indica-tif départemental (32).

TOULOUSE. - Il s'appelle Graffitei : graffi comme graffit, et tel comme télématique. Une pre-mière en France. C'est aussi le dernier service né an sein du CRIJ, le centre régional d'informations jeu-nesse de Midi-Pyrénées. Huit services en un, pour reprendre une formale qui a fait son temps. Tout ce qui peut concerner on intéresser les jeunes. Le CRIJ Midi-Pyrénées est, par ordre d'importance, le deuxième de France après Paris. Il accueille près de 190 000 visiteurs par an, et, bien que sous forme associative, il est devenn en quatre ans d'existence une véritable PME qui emploie aujourd'hui une vingtaine de per-scunes. (CRLI, 17, rue de Metz. 5.000 Toulouse.)

PROVENCE-ALPES-**COTE D'AZUR**

Etoiles sur Marseille

Le pare de 2852 chambres d'hôtels de tourisme disponibles à Marseille en 1986 sera en augmentation l'an prochain de 699 unités. A ce chiffre s'ajouteut les mille cham-bre d'hôtels dits «de préfecture».

Cela ne va pas sans causer des inquiétudes dans le milieu professionnel, qui se remet mal d'une saison touristique calamiteuse, en particulier pour la petite bôtellerie traditionnelle du centre-ville, vieillissante et qui voit peu à peu la fré-quentation de la clientèle immigrée en transit diminuer.

ائي _{ال}ي.

On ne s'étonnera guère que les nouveaux venus scient tous des créations d'hôtels dits «de chaîne» : Arcade à la gare Saint-Charles, en remplacement dn Terminus PLM, Fimotel, boulevard Rabatau, à proximité de l'enceinte de la Foire internationale de Marseille, Ibis près du Centre-Vie de Bonneveine.

Il n'est pas dû an hasard que tous ces nouveaux hôtels se classent dans une catégorie médiane. Ils comptent sur un transfert de clientèle fait au détriment des établissements du centre de la ville et non sur une clientèle tonristique «baut de gamme». Une partie des chambres du Sofitel-Vienz-Port (quatre étoiles) vont être déclassées en étant cédées à le chaîne Novotel (il s'agit des chambres ne donnant pas sur le

Cotte page a été réalisée par nos correspondents Roger BECRIAUX, Jean CONTRUCCI, Didier COR-Jean CUNTRUCCI, Didler COR-NAILLE, Francis DUPUY, Francis GOUGE, Régis GUYO-TAT, Guy PORTE, Gérard VALLÉS et par Marc AMBROISE-RENDU. Coordina-tions Instant Francis Colordina-

tion: Jacques-François SIMON.

Romorantin, dans le Loir-et-Cher

Les adieux d'une sous-préfète

ES Loir-et-Chériens avaient eu le privilège d'accueillir la première femme préfète de France, Mm Yvette Chassagne, ils voient partir aujourd hui Mm Suzanne Faucheux, souspréfète de Romorantin, le sous-préfecture le plus célèbre de France. Avec un beau francparier et sur un ton qui n'a rien de préfectoral. Mm Faucheux commente ses trois années passées chez les Solognots (1).

« La fermeture de ce pays est unique en France. Je suis arrivée en Sologne, en me disant : chouette, on va pouvoir se promener, et puis, très vite, j'ai réalisé que ce n'était nas

Suzanne Faucheux a quand même passé son permis de chasser « par courtoisie » pour les Solognots, les vrais et pas ceux du week-

Un jour, sans prévenir personne, elle a'est présentée à Blois pour passer l'examen au milieu d'une centaine de candidats. Au moment de la correction, on découvre son identité et sa fonction, le carde-chef de l'Office national de la chasse rectifie la position. « C'était très drôle,

ajoute-t-elle. Depuis j'ai un super-fusil dont je ne me suis iamais servie. >

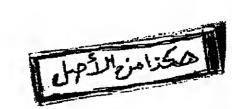
Avec Chambord, sur son territoire, ça n'a pas été le coup de foudre. Le meilleur souvenir qu'elle en garde, c'est une chasse où elle a participé en tant que... rabatteur, en compagnie d'un vieux garde qui lui a expliqué « des tas de trucs sur les animaux et les plantes ». « Seule-ment, le soir, ajoute-t-elle, il y avait un diner avec toutes les personnelités de la région, et ces messieurs-dames avaient pensé à se munir de leurs vêtements BCBG. Avec mes bottes et mon iean, le faisais office de vilain petit canard. » Pas mécontente de son effet, quand

Sur l'avenir de le Sologne, Mre Faucheux se réfère à sa Bretagne natale où les paysans ont dû se battre « parce qu'ils n'avaient pas cet argent qui arrive artificiellement de Paris per lences secondaires et les grandes propriétés. Ici, les motivations économiques des gens ne sont pas en Sologne... S'il n'y a pas de présence humaine permanente et motivée. la Sologne va redevenir un marécaga. Dire : la Sologne, c'est uniquement le tourisme, n'est pas conséquent. » C'est pourquoi elle n'a jameis caché son hostilité à un projet gigamesque de « marina » de trois mille lits au milleu des étangs de Saira-Viêtre, un projet combattu par Huguette Bouchardeau, alors ministre de l'environnement (le Monde daté 12-13 janvier 1986).

Depuis se sous-préfecture, un château du eizierne siècle - « e'est dommage quand même pour moi de l'occuper toute seule », Suzanne Faucheux a redécouvert Leonard de Vinci, dont Chambord et Le Clos-Lucé, tout près, gardent le souvenir. « Je suis toujours amoureuse d'hommes qui sont morts depuis longtemps, comme ça je n'ai aucun pro-blème l » Après cet intermède solognot, la « sous-préfète aux champs » va sans doute rejoindre une affectation en Afrique, où elle a déjà séjourné six ans.

RÉGIS GUYOTAT.

(1) Journal de la Sologne, trimestriel, octo-bre 1986, nº 54, 7, rue du Colombier, 45000 Orléans.



Les chiffres d'octobre vont enregistrer 70 000 chômeurs «statistiques» supplémentaires

Rude épreuve pour le gouver-nement. Vers le 25 novembre, à l'occasion de la nouvelle formule de publication des chiffres du chômage, il devra faire état de quelques 70 000 demandeurs d'emploi supplémentaires à la fin octobre.

1 1013 11

of the second

Marie

in the same of

10 to 100 to

1.E- 1.75%

L'autre mauvaise nouvelle concerne les chômeurs indenrisés eux-mêmes. Dans de nombreux cas, de «légers» retards de paiement pontraient se pro-duire, qui dépasseralent même trois ou quatre jours en région parisienne, notamment dans les Yvelines et le Val-de-Marne. Les «victimes» viennent d'être prévenus et leurs organismes bancaires ont été alertés.

Attendus et redoutés, ces désagréments out le même origine. Ils sont la conséquence, directe ou indirecte, de l'application prévue par le gon-vernement des recommandations formulées par M. Edmond Malinvaud, directeur général de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) et auteur d'un rapport officiel sur les statistiques de l'emploi et du chômage, remis en juillet dernier (le Monde des 23 et 24 juillet) (1).

Il n'était pas si simple de se ran-ger à cet avis. A Matignon, on a imaginé un moment qu'il vaudrait micux renoacer à faire ces modifications plutôt que d'avoir à annoncer une angmeniation, même statisti- le comptage ceux des chômeurs qui, que, du nombre de chômeurs. A pour une raison ou pour une autre,

l'UNEDIC, on a craint des pertur-bations. Une note en date du 22 août tien de leur demande d'emploi. parions. One note en date du 22 août recensait tous les obstacles et recommandait quelques mesures «afin de ne pas perturber les standards téléphoniques et accueils en ASSEDIC par des réclamations (...)». Depuis des mois, et jusqu'2 ces derniers jours, tous les services et organismes més se sont préparés fébrile-

ment à cette perspective. Finalement, il e été décidé de ne pas revenir sur l'engagement pris par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, et de respecter dès le mois de novembre l'essentiel des conclusions de M. Malinvand pour mettre un terme

à la polémique sur les chiffres du
chômage, relancée en 1984 – et
poursuivie eprès le 16 mars dernier

par M. Lionel Stoléru. Mais voilà que l'on hésite de nouveau à l'appro-che de l'échéance. Matignon aimo-rait bien revenir en arrière alors que le processa est déjà engagé et inter-dit la publication du chiffre selon l'ancienne méthode.

Le dossier, exclusivement technique, u'est pes simple à expliquer (voir encadré). Pour aboutir à me statistique plus proche de la réalité, en fin de mois, M. Malinvaud précomise de déplacer dans le temps l'ins-tant où la photographie est prise. Ce qui abouit è deux résultats. Le pre-mier fait passer la date de parution des chiffres du mois précédent des environs du 15 aux alentours du 25 du mois suivant. Le second, qui en découle, amène à réintroduire dans

Jusqu'à présent, ces retardataires angmentaient l'importance du flux de aortie de l'ANPE et apparais-saient parmi les radiés « pour absence à contrôle ou non réponse à comocation . Mais, comme ils figu-

raient pas dans le flux des « nou-veaux entrants » du mois suivant, le

nombre d'inscrits à l'ANPE était constamment diminué d'autant. En chiffres absolus, cela pouvait provoquer une différence de résultat évaluée à 70 000, en données corrigées des variations saisonnières, et le risque d'imprécision était encore plus grand, mensuellement, avec les domées brutes. Dans ce cas, la différence pouvait être parfois de l'ordre de 90 000 (86 000 en septembre dernier) et davantage si un incident survenait dans la collecte des informations. On se souvient encore, par exemple, du « coup d'accordéon » provoqué en décembre 1985 par une série de coîncidences — fêtes de fin d'année, engorgement du trafic postal, disparition définitive du pointage physique — qui entraînèrent une brusque baisse du nombre des chômeurs avec, en janvier, le choc en retour d'une forte augmentation. En chiffres absolus, cela ponyait

En appliquant la réforme propo-sée par M. Malinvand, le gouverne-ment cherche à se mettre à l'abri de telles déconvenues, en même temps qu'il assure à ses informations statis-tiques une meilleure crédibilité.

Cette fin d'année aurait du permettre d'enregistrer, sans l'ombre d'une contestation, pensait-on, les

premiers effets favorables du plan d'urgence pour l'emploi des jeunes, qui, sous sa forme actuelle, ue pourra se prolonger indéfiniment (cuût unnuel : 9 milliards de francs). La révision statistique pré-cipite le franchissement du plafond symbolique des 2,5 millions de chêmeurs en domées corrigées, qui a déjà été atteint et même dépassé plusieurs fois en données brutes. La nouvelle méthode de calcul n'étant pas encore éprouvée, une interrogation subsistera sur les chiffres fournis, et les comparaisons avec le passé seront renducs aléatoires, bien que les techniciens s'évertuent, rétrospectivement, à recalculer les statistiques des mois précédents.

Déjà, on sait que le résultat modi-Deja, en sar que le résultat mon-fié de septembre, en données corri-gées, était de 2549700 et non 2473600, ce qui porte le taux de chêmage à 10,6 % de la population

Si la nouvelle présentation ne parvensit pas à convaincre, l'opération se révélerait désastreuse. Silencieux depuis l'été, M. Stoléru a'apprête à publier de nouveau son iudice ARIES, adopté en son temps par l'ancienne opposition, selon lequel les 3,1 millions de chômeurs sont allègrement dépassés. Le moindre dérapage viendrait his donner raison aux yeux d'une opinion publique d'ordinaire mériante à l'égard des

ALAIN LEBAUBE.

(1) La Documentation française vicat de publicr l'ouvrage (90 F).

Réunion à l'OCDE

Les pays industriels ne sortent pas de la grisaille économique

Les économies des pays industriels ne parviennent pas à sortir de la grisaille. A l'issue d'une réunion de deux jours, les hauts fonction-naires réunis à Paris dans le cadre du comité de politique économique de l'OCDE présidé par le principal conseiller de la Maison Blanche, M. Beryl Sprinkel, n'out pu que le constator le vendredi 14 novembre. Les bienfaits uttendus de la chute des cours du pétrole, de la baisse des taux d'intérêt et de la dépréciation du dollar tardeut toujours à se faire pleinement sentir. Les plus optidans le temps ». Mais s'ils tiennent à présenter la situation sous un jour positif en estimant que la croissance « se maintiendra à quelque 2,5 % ou 3 % - d'ici à la fin de 1988, les experts de l'organisation tablent plus sur le bas de cette fourchette, tant les incertitudes l'emportent sur les espoirs d'il y a six mois. A l'époque, l'OCDE escomptait une croissance du produit national brut de 3.25 % dans l'ensemble de la zone.

L'accélération de l'activité économique, attendue durant le second semestre, a fait long feu. Une fois de plus, le monde industrialisé se voit promis à une croissance trop faible pour réduire le chômage tout en réaffirmant sa volonté de maintenir des politiques budgétaires et monétaires très prudentes en dépit d'une

Cette attitude met notamment en himièro les déséquilibres nés d'une période prolongée de hausse du

forte aux Etats-Unis qu'ailleurs », comme le souligne le communiqué du comité de l'OCDE.

Parlant au nom du gouvernement américain, M. Sprinkel n'a pas failli à son traditionnel optimisme. Il n'a pas exclu, pour les Etats-Unis, une expansion de « 3,5 % à 4 %, voire un peu au-delà » en 1987. Mais beaucoup dépendra du prix du pétrole et de la demande intérieure aux Etats-Unis ainsi que du rythme de réduction des deux déficits qui inquiètent tous les économistes.

L'attitude du Japon et de la RFA

Le déficit budgétaire, qui a atteint 221 milliards de dollars cette année contre les 172 milliards de dollars prévus initialement, doit, officiellement, être ramené à 144 milliards de dollars durant l'année budgétaire 1986-1987, qui a commencé le 1er octobre.

La tâche s'annonce rude. Mais une baisse de 50 ou de 60 milliards de dollars serait possible au bout du compte, selon M. Sprinkel.

Quant an déficit commercial, il ne pourra être sensiblement réduit que si les partenaires de Washington, bénéficiant de forts excédents, comme le Japon et la RFA, font leur part du chemin pour renforcer la croissance internationale.

L'ancienne et la nouvelle chaîne de traitement

La méthode en vigueur pour le calcul du nombre des demen-deurs d'emploi inecrits à l'ANPE indemnités n'est pes interrompu. est largement tributaire du mode d'actualisation des fichiers. Depuis l'introduction du système GIDE (Gestion informatis demandeure d'emploi), dont la généralisation sur tout le terri-toire français est réalisée depuis n'ont plus à pointer physique-ment dans les agences locales, il leur suffit de faire connaître leur situation en aignant une carta-réponse qui leur est adressée à

Concrètement, les ANPE envoient ces cartes-réponses au 20 de chaque mois et les pre-miers retours s'effectuent à partir du 25. Entre le 2 et le 4 du mois, les ANPE enregistrent ces réponses qui vont servir à l'étabissement des chiffres du chô-mage. Ressemblées, ces don-nées seront traitées par les centres informatiques inter-ASSEDIC qui les utiliserent pour établir les bordereaux de versement des allocations et les transmettre aux services, également informatiques, du ministère des affaires sociales et de l'emploi.

A l'issue de ce traitement, les statistiques sont publiées vers le 15 du mois suivent. Entretemps, les agences locales effectuent une relance suprès des demandeus d'emploi qui n'ont pas répondu à temps et qui seront définitivement ratiés s'ils ne se manifestant pas avant le 10 du inscription à l'ANPE est suspen-

tion maie le versement des Certaines ASSEDIC, pour des raisons de commodité ou d'encombrement de leur filière informatiqua, avaient pris l'habitudu d'opérer selon un calendrier plus précoce.

rapprocher la connaissance exhaustive du nombre des chômeurs de la fin du mois considéré. Désormais, les ANPE entre le 22 et le 24 du mois, les demandeurs d'emploi devant nicondre par retour du courrier. La relance vera les retardataires vant mais, autre innovation, on attendra le 14 ou le 15 pour tout à la fois connaître leur position et l'ANPE. C'est à cette date que la rivetecraphia du chômage en fici de mois sera prise, les résultats qu'aux environs du 25 du mois.

En théorie, cette façon de faire devrait atténuer la «discontipuités dont sont affectés les En pratique, le nouvelle chaîne de traitement risque d'introduire un certain flou passager. Comme lors de chaque réforme, il n'est pas sûr que les consignes scient toutes respectées d'emblée et uniformément. Ce n'est que progressivement que la série statis-tique réformée deviendra fisble.

Fonction publique

M. de Charette est prêt à ouvrir les négociations salariales pour 1987

A l'issue de la table ronde sur la modernisation de l'administration, organisée le jeudi 13 par M. de Cha-rette avec les sept fédérations de fonctionnaires, trois groupes de tra-vail out été mis en place sur les themes «formation et promotion», «modernisation et conditions de travail» et «déroulement de car-rière compte tenu de la réduction des effectifs ». Le groupe sur « modernisation et conditions de travail » sera présidé par M. Jean-Paul Baquiast, qui avait présenté en août 1985 un rapport sur l'introduc-tion des nouvelles technologies.

Les organisations syndicales ont fait des commentaires mitigés la CGT parlant de «brouillard», la la CFDT est « restée un peu sur sa faim ». M. Roux pour la FEN a soulevé la question de la participation des nagers à la modernisation. M. de Charette a jugé la table rondo «très positive» : «Le dialogue social o été renoué s'il o jamais été

M. de Charette s'est déclaré prêt, devant la presse, à ouvrir rapide-ment les négociations salariales 1987 dans la mosure où «les inten-1987 dans la mosure où «les inten-tions du gouvernement en matière de rémunérations dans le secteur public sont fixées». Le ministre «veillera à maintenir le pouvoir d'achat moyen en masse» par rap-port à l'objectif de hausse des prix en moyenne de 2 %. Ensuite, a-t-il ajouth, «si nous parvenons à un accord, nous pourrions faire un peu

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Revion propose de racheter Gillette

On attendait Unilever et c'est Revion (produits de beauté, cosmétiques) qui dévolte son intention de lancer une OPA sur Gillette (17 milliards de francs da chiffre d'affaires environ), le roi du rasoir (filiale Braun, notamment), du briquet (Dupont), des produits de toilette et des instruments d'écriture. Le PDG de Revion, M. Ronald O. Perelman, rendu célèbre l'an dernier par sa prise de contrôle à la hussarde de Revion, via Pantry Pride, offre aux actionnaires de Gillette de reprendre leurs titres à 65 dollars pièca. Cette proposition est valabla jusqu'au 12 décembre prochain. Au total, l'opération porterait sur 4,9 milliards de dollars (32.8 milliards de francs). M. Perelman vient de « réaliser » 40 millions de dollars en revendant une participation de 5 % dens CPC, fabricant de beurn de cacahuète et de mayonnaise en tube. Tout en visant Gillette, il veut racheter aussi CPC, affaire en liquidation, qui est propriétaire de la chaîne hôtelière Hilton. Une reprise de Gillette par Revion ne modifierait en rien l'accord de rachet passé cette semaine entre Waterman et Gillette, seion Mª Gomez, PDG de l'entreprise de stylos.

Unisvs (ex-Burroughs) vend Sperry Aerospace à Honeywell

Le deuxième groupe informatique américain, Unisys Corp. a annoncé, vendredi 14 novembre, la vente pour 1,03 millierd de dollars de sa filiale Sperry Aerospece Group à Honeywell Inc. Unisys est née de la fusion intervenue après le rachat en septembre dernier pour 4,8 mil-liards de dollars de Sperry Corp par Burroughs Corp. Sperry Aerospace Group, dont le siège se trouve à Phoenix (Arizona), a réalisé un chiffre d'affaires de 700 millions de dollars en 1885 et compte neuf

milie employés. La direction d'Unisys a, en outre, indiqué que des discussions avaient actuellement lieu avec des ache-teurs potentials pour céder ses fitales Sperry Marines Systems et Sperry Microwave. Selon des ana-

lyatee finenciara, Honeywell a'apprêterait également à acquérir ces deux filiales.

Flaminaire vacille de nouveau

La société nouvelle Flaminaire de Redon (Ille-et-Vilaine), spécialisée dans les briquets, a été mise en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Rennes, Flaminaire, qui, sous le nom de Flamair avait été reprise par Waterman en 1978, a déjà connu au moins trois dépôts de bilan successifs. En juin 1985, après un an d'occupation d'usine, les salariés ont pris une participation majoritaire dans Flaminaire, devenue société anonyme. Mais l'activité commerciale ne s'est trateur judiciaire, M. Christophe Bidan, devra décider du sort des soixante-dix salariés d'une entreprise qui en a employé plus de cinq cents à ses heures de gloire.

Le rachat de la CGCT

Pressions américaines

Pour la deuxième fois en moins d'un mois, les Américains jouent la carte « défense nationale » pour appayer leurs intérêts industriels : il y a nue quinzaine de jours, ils s'inquiétaient du projet de rachat de Fairchild par le japonais Fujitsu en soulignant que la filiale de Schlumberger fabriquait des composants électroniques de haute technologie utilisés par l'armée... L'opération est rités fédérales, notamment du Pentarone.

Anjourd'hui, c'est la Federal Cummunication Commissiun (FCC) - l'organisme de contrôle des communications aux Etats-Unis - qui avance un argument comparable pour soutenir la candidature du tandem ATT-Philips au rachat de la société française CGCT (1). Son président, M. Mark Fowler, vient d'annoncer qu'il proposerait d'ici à la fin de l'année une réglementation visant à empêcher les entreprises américaines de télécommunications d'acheter des centraux téléphoniques étrangers en raison des risques encourus par la défense nationale : -SI des sociétés étrangères savent comment sont installès les centraux téléphoniques, elles savent également où ils se trouvent et de quelle manière ils sont protégés», a-t-il déclaré.

L'attaque vise surtout Siemens. qui gagne des parts sur le marché américain depuis 1984, et qui se trouve être en concurrenc

(1) Compagaie générale de constructions téléphoniques, ex-litiale d'ITT nationalisée en 1982.

Decazeville mobilisée derrière sa sidérurgie

Decazeville s'est mobilisée vendredi 14 novembre toute la journée pour la défense de sa sidérurgie ; les magasins de la région ont baissé leurs rideaux de fer et les écoles sont restées femées dans le cadre d'une opération « bassin mort pour la sidérargie », à l'appel des principales organisations syndicales. Environ 3 000 personnes ont défilé dans les rues pour la défense de l'emploi.

L'avenir de sa sidérurgie - on de L'avenir de sa siderurgie — ou de ce qu'il en reste — doit en effet se décider le 17 novembre : ce jour-là, ou sera fixé sur le sort de la Société d'exploitation de la sidérurgie de Decazeville (SESD), une société en déficit chronique, filiale d'Ascométal du groupe Saeiler. Certes, le ministère de l'industrie vient de ministère de l'industrie vient de débioquer les 30 millions qui n'avaient pes encore été versés sur l'enveloppe de 80 millions de france promise en 1984 par M. Pierre Manroy pour moderniser les installations. Mais les syndicats, sur place, redontent que cet argent ne serve en fait à financer un plan social et à éponger le coût de la fermeture de

Avec 450 salariés, la SESD est la clé de voûte de l'activité métallurgique de Decazeville : elle permet le maintien de 500 emplois dans un bassin où les graffes industrielles n'ont jamais pris depuis la fermeture des mines. La ville a compté jusqu'à 4 500 mineurs. (Corresp.)

Selon les syndicats

La SNCF supprimerait 8 200 postes en 1987

La direction de la SNCF prévoit la suppression de 8 200 postes budgétaires en moyenne en 1987, indiquent les organisations syndicales à l'issue d'un comité central d'entreprise qui s'est tenn le vendredi 14 novembre, et a été consacré au budget de l'an prochain. Les effectifs budgétaires seraient ainsi ramenés de 233 600 en 1986 à 225 400 en 1987, la décroissance a'obtenant par départs en retraite et incitations financières aux départs volontaires.

La SNCF avait prévu l'an pessé de supprimer 6 000 postes, puis ce chiffre avait été porté à 8 000 en avril dernier, du fait de la baisse du trafic, en particulier marchandises. Les mêmes reisons et le besoin d'améliorer la productivité conduiraient au même chiffre de 8 000 l'an prochain. Selon le contrat de plan 1985/1989, la SNCF doit retronver son équilibre d'exploitation en 1989.

FAITS ET CHIFFRES

e Force ouvrière signe l'accord sur les retraites complémentaires. - Force ouvrière a armoncé, à l'issue du bureau confé-déral réuni le 14 novembre, qu'elle algnerait l'accord paritaire assurant l'équilibre financier de l'ARRCO (Association des régimes de retraite complémentaire), delà scospté, le 12 novembre per la CFDT et la CGC d'une pert, le CNPF et le CGPME de l'autre (le Monde du 15 novembre). La CFTC, qui avait également réuni son bureau confédéral le 14 novembre, e pris la même décision.

 Logement : la CNL appelle à une manifestation le 20 novembre. - Les huit fédérations de la région parisienne de la CNL (Confé-dération nationale des locataires), le plus importante des organisations de locataires, appellent les usagers du logement à manifester le 20 novembre à 18 heures, de la Nation à la Bestille, contre le «pisr Méhaigne-rie». Selon M. Giscomo, président de la CNL: « la durée des beux réduite, la liberté des loyers de tous secteurs, les modalités d'abrogation de la loi de 1948 n'apporterent satisfaction qu'aux seuls spácutateurs de l'immo-biller, les locataires pour leur part ne récolterent qu'instabilité grandissante asportie de loyers et de charges sans gosee alourdisa.-

• M. Tehuruk nommé président de CdF-Chimie. -- Réuni le vendredi 14 novembre, le conseil de surveillance de CdF-Chimie a entériné la décision du ministère de l'industrie et nommé M. Serge Tchuruk, actuel directeur général de Rhône-Poulenc, président du groupe. M. Jean-René Fourtou, président da Rhône-Poulenc, a décidé d'assumer luimême les nombreuses responsabilités exercésa par M. Tchuruk.

entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud. - Le département américain des transports a urdunné iu 14 novembre l'arrêt des services aériens entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, à partir de dimanche à O heure loçale, conformément aux sanctions adoptées par le Congrès il y a six semaines. L'ordre met un terme aux droits d'atterrissage de la compagnie South African Airways aux Etata-Unis et interdit les vols de compagnies américaines vers et à partir de l'Afrique du Sud. Aucune ligne américaine n'effectuait le lieison directe entre les deux pays. - (AFP.)

• PRÉCISION. - Dans la supplément « Japon » publié le vendredi 14 novembre, une coupe s, en page 20 («Descartes et les samourais»), supprimé les fonctions de M. Negu. Celui-ci est président de Suminomo France.

REPÈRES

Inflation

Calme en Grande-Bretagne mais accélération au Canada

Les prix de détail en Grande-Bretagne ont augmenté de 0,2 % en octobre par rapport à septembre (la hausse avait été de 0,5 % en septembre par rapport à août). En un an les prix ont augmenté de 2 %. Au Canada, en revanche, le rythme de hausse des prix s'est accéléré : + 0,5 % an octobre, + 4,4 % sur un an (+ 4,1 % entre septembre 1885 et septembre 1886).

Production industrielle

Stagnation aux Etats-Unis en octobre ·

La production industrielle des Etats-Unis a stagné en octobre, aprèn n'avoir augmenté qua de 0.1 % en septembre. En un an, la progression n'est que de 1,3 %.

D'autre part, après avoir prograsso de 5,3 % en septembre, les ventes de détail ont chuté de 5 % en

octobre, ce qui est le plus fort recui mensuel jernais enregistré aux Etat-Unis. Ce repli est dû en grande partia à un recul des ventes d'automobiles (- 16,8 %), qui coincide avec la fin des conditions de crédit très favorables consenties par la plupart des constructeurs eutomobiles américains, afin de liquider leurs stocks de mudàles 1886. Cee incitatiune s'étaient traduites par une hausse de 22,3 % des ventes en septembre.

Textile

Le Japon limite ses exportations vers les Etats-Unis

Les Etats-Unis et le Japon sont finalement pervenus à un accord qui limitera à 0,6 % pour chacune des trois prochaines années la hausse des ventes de textães japonais aux Etata-Unis (6,5 % du marché), a annoncé le vendredi 14 novembre un haut responsable américain. Ces exportations, qui a'élèvent à 1,1 milliard de dollars sur un an, ont aug-menté de 17 % depuis le 1" janvier. L'accord est analogue à ceux déja conclus avec Taiwan, la Corée du Sud et Hongkong. Il rempiace un précédent arrangement qui doit expirer le 31 décembre prochain.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

U cours de cette semaine boursière réduite à quatre séances, en raison des fêles commémorant l'armistice. la Rue Vivienne n'a certes pas pris les allures tragiques de Waterloo; elle u'en est pas moins altures tragiques de Waterloo; elle u'en est pas moins apparue comme une morne plaine. A aucum moment l'indicateur de tendance n'est parvenn à prendre du relief, dans un sens comme dans l'autre. Le score hebdomadaire était à peine positif (+ 0.10 %), tandis que l'indice de la Compaguie des agents de change s'établissait à 378,6, soit une perte infime de 0,2 %.

Une fois n'est pas coutume, le Palais des congrès, où se déroulait le 13 novembre une convention sur la privatisation, a ravi la vedette an palais Brongniart. A cette occasion, M. Guy de Waël, président de la Société française des analystes financiers (SFAF) a rappelé que de nombreuses cagnottes s'étalent constituées dans la perspective des dénationalisations. «Si le marché est solide, ou assisters à une accélération du necessary. Si le marché montre. ters à une accélération du processus. Si le marché montre, en revanche, des signes de faiblesse, il y aura un raientisse-ment », précisail-il. Dans cette dernière perspective, il o'a pas manqué de souligner que ces « trésors de guerre pour-raient être utilisés à d'autres fins ».

La Bourse est-elle entrée dans cette phase de stagna-tion annouciatrice de revers plus sérieux ? Le volume relativement faible des transactions (autour de 900 millions de francs par jour sur le marché à règlement mensuel) et l'incapacité des cours à gagner du terrain commencent à inquieter nombre d'investisseurs. La plupart d'entre nequerer nombre à investisseurs. La propart de entre eux resteut l'arme au pied, dans l'attente du 24 novembre, date officiellement arrêtée pour la privatisation de Saint-Gobain. Si M. Balladur s'est plu à souligner que cette opé-ration, et celles qui suivront, devrait permettre de relancer la Bourse, on cherchait sous les lambris les raisons d'un tel optimisme. La corbeille u'en e fonrai aucune cette semaine. On notait, su contraire, un courant régulier de ventes d'actions ELF. Le cours u'ctait cependant pas excessivement attaqué, une main « anonyme » ramassant le papier refluant en Bourse. De l'avis des professionnels, les venles émanaient essentiellement d'investisseurs britanni-ques, dèçus par l'évolution de la cotation. Une explication plansible. Les ressortissants de la Perfide Albion n'ont-ils pas allégé leurs positions à l'étranger, pour participer avec le maximum de munitions au Big Bang de la City ?

Sur le front de l'économie, le marché accueillait avec prudence l'annonce d'une hausse des prix de 0,2 % en octo-

Morne plaine

bre. Les craintes d'une reprise de l'inflation restent cepen dant présentes dans les esprits. Si certains veulent croire à une possible baisse des taux d'intérêt (à moyen terme), les rabat-joie font remarquer que les prix diminuent en Allemagne de l'Ouest, ce qui u'est pas le cas dans l'Hexagone. La tenue médiocre de Wall Street (qui perdait 31,5 points jeudi) a joursait à l'expectative de la Bourse. Sans les remous affairistes qui ont eu pour résultat de mettre en vedette quelques sociétés cotées, la léthargie totale aurait gagaée la Rue Vivienne.

Fort heureusement, la danse frénétique des OPE (offres publiques d'échanges) a donné un certain « tempo » an marché. La démission de M. Guy de Brignac de la présidence de Lesieur laisse en principe le champ libre à Saint-Louis-Bouchon pour la prise de contrôle du groupe builler français; sanf à voir d'autres grands de l'agroalimentaire, comme Nestlé, s'intéresser à l'opération.

Waterman passe à l'étranger

La surprise est, en revanche, venne de Waterman, dont le PDG, Mer Francine Gomez, a décidé, avec sa mère et sa ales actionnaires de la société familiale, de céder leur affaire à l'Américain Gillette.

Elles voient ainsi l'occasion de réaliser une transaction financièrement rentable, tout en accédant au marché américain (M= Francine Gomez doit conserver son siège de PDG). Alors que les commentaires allaient bon train sur le bien-fondé et les motivations d'un tel choix (la cession de 180 000 titres Waterman — sur un total de 351 351 — se fera sur la base de 700 F par muité), on apprenait presque au même moment que le groupe américain Revion se pro-posait de racheter, pour 4,9 milliards de dollars an comp-tant, sou concurrent Gillette, tandis que Parker surenché-rissait sur Waterman. Sans oublier la rumeur insistante suivant laquelle Unilever serait prêt à reprendre Gillette...

Hormis cet éponstouflant chassé-croisé, Spie-Batignolles faisait reparler de lui en mettant sur pied une contre-offensive pour freiner l'entrée de Bouygues dans

Semaine du 10 au 14 novembre

son capital. Une course de vitesse s'est engagée entre le leader européen du bâtiment et Spie. La question est, en effet, de savoir si Francis Bouygues partiendra à prendre 33 % du capital de Spie-Batignolles (il en posséderait 25 % environ) avant l'assemblée générale des actionnaires pré-vne, selon toute vraisemblance, avant la fin de l'aumée, an cours de laquelle sera proposée l'attribution d'un droit de vote double pour les actions détenues depuis 20 moins quatre ans. Une opération qui profiterait essentiellement à Schneider, principal actionnaire de Spie-Batignolles. Bouygues réassura-t-ll à s'assurer à temps me minorité de blocage ? L'interrogation était entière en fin de semaine.

blocage? L'interrogation était entière en fin de semaine.

Les choses étaient, en revanche, plus claires dans l'OPE lancée par Louis Vuitton sur Vetive Clicquot. Le célèbre bagagiste propose six de ses actions courte une Veuve Clicquot. La possibilité sera aussi donnée d'échanger na titre Vuitton contre une obligation convertible Clicquot de 5 800 F (plus un supplément de 500 F).

Hors de ces fieux pleia d'animation, les investisseurs out en cette semaine quelques égards pour les Fromageries Bel (+ 14,9 %), Berger (+ 13,3 %) et Fichet-Banche (+ 11 %), taudis que Nouvelles Galeries, SEB et DMC étaient assez recherchés. Des titres comme UIC (- 11,5 %), Raffinage (- 9,3 %), Imetal et Carrefour étaient, à l'inverse, les plus sévèrement sanctionnés par le marché.

An moment où l'activité semblait marquer le pas, M. Balladur insistait sur la nécessité d'accroître – grâce à M. Balladur insistait sur la nécessité d'accroître — grâce à la privatisation — le nombre de petits porteurs. On en dénombre actuellement 4,5 millions, mais 3 millions interviennent de manière indirecte, par le biais d'instruments de gestion collective. Cette volonté d'élargir le nombre de propriétaires directs d'actions, émanation du thème ganiliste de la «dévolution républicaine», est jugée louable par les boursiers, qui notent un certain essoufflement du marché. Encore fant-il inciter les «petits » à passer à l'action. Une boune façon de susciter leur intérêt serait d'abaisser les firsts de carde de leurs titres chez les intermédiaires finanfrais de garde de leurs titres chez les intermédiaires finan-ciers (agents de change, banques). Moins un opérateur possède d'actions, plus son dividende risque en effet d'être rogné, voire absorbé par ces frais. Le débat, sur ce point, est ouvert. il conditionne, pour une part non négligeable, la réceptivité des petits investisseurs à l'opération de privati-

14-11-86 Diff.

Diff.

- 17 - 5 - 1,20 + 30 + 142 - 4,19 - 6 + 3 - 23 + 0,20 + 120 + 17 - 9

1313

1 160 57,80 1 780 1 649

ERIC FOTTORING.

BONS DU TRÉSOR

Séance du 14 novembre

92,68 92,67 92,68

Sept. 87. . 92,74 92,72 92,74 - 0,01

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (*)

M. Labinal . . . 190 263 185 628 929

P.M.-Labinal . 190 263 185 628 929 Michelin . 71 682 166-031 247 Spie Barigaolles . 172 122 164 102 569 CNE 3 % . 27 739 123 932 615 CSF . 80 407 121 879 473 L'Air Liquide . 174 426 116 864 866 Eir . 356 034 111 089 881 Moët . 46 489 108 802 644 RSN . 24 957 106 697 896 Peugeot . 96 371 104 072 485 L'Oréal . 25 570 94 938 161 Martell . 48 652 85 317 510 Carrefour . 23 632 84 992 025

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

+ 10.5 Va Bar

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Niles Galeries

Or tin (kilo en herre) ...

- Rilo en linget) ...
Pièce française (20 fr.)
Pièce marceise (10 fr.)
Pièce intice (20 fr.)

Sico de 20 dollars ... — 10 dollars ... — 5 dollars ...

Le Monde

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

Renseignements:

45-55-91-82, poste 4330

(*) Du 6 au 13 novembre inches.

titres cap. (F)

000

-0.02

- 6,01

-8,01

Mars 87. . 92,75 92,73 92,75

July 87. . . 92,75 92,73 92,75

Matériel électrique ervices publics

	14-11-86	Diff.
Visthom-Atlantique .	307,10	- 7,9 0
TIT-Akarel	2 180	+ 89
Prouzel	276	- 7,50
répéraie des Eaux (1)	1 188 800	+ 13
atenechnique	1 450	-100
TT	349	- 22
_egrand	4 770	-125
voonaise des Eaux .	1 350	- 25
Vlatra	2 155	+ 85
Merlin-Gérin	2 530	- 10
Moteurs Leroy-Somer	910	+ 12
Moutinex	68,90	+ 2,90
PM Labinal	990	+ 35
Radiotechnique	801	- 38
Schlumberger	2t7,50	- 11,50
SEB	628	+ 45
Siemens	2 300	+ 4
Signaux	518	- 2
l'élémèc. Electrique .	2 880	+ 35
Thomson-CSF	1 537	+ 12

(1) Droit 35 F et 118 F.

Mines d'or, diamants

	14-11-86	Diff.
Anglo-American	102,50	+ 5,40
Amgold	510	+ 72
Buf. Gold M	130	+ 4.50
De Beers	50,20	+ 1
Drief. Cons.	106.90	+ 5.60
Gencor	96.80	+ 7.30
Gold Field	65.50	+ 1
Harmony	68	+ 1
Randfontein	587	+ 22
Saint-Helena	91.10	+ 8.69
Western Deep	264	+ 15

Mines, caoutchouc,

outre	 •	
		_

	14-11-86	Diff.
Séophysique	285 56,50	
/NCO	83,10 2 289	- 2,70 - 51
Min. Penarroya ₹TZ	35,50 64,80	inch. - 1,20
ZC1	1,21	- 6,01

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	14-11-86		Diff.
4 1/2 % 1973	1 631	+	1
7 % 1973	8 960	 	160
10,30 %1975	102,95	 _	0.25
PME 10,6 % 1976	104,70		0,40
8,80 % 1977	123,40	-	0,10
10 % 1978	104	i –	0,40
9,80 % 1978	103,65	-	0.25
8,80 % 1978	100,09	-	6,10
9 % 1979	101.35	_	0.35
10.80 % 1979	107,10	_	0.50
13,80 % 1980	105.04	_	0,18
16,75 % 1981	106,62	_	8.34
16.20 % 1982	128,68		0.30
16 % 1982	122	_	6.60
15,75 % 1982	117.60	_	0,60
CNE 3 %	4 500	+	40
CNB bg. 5 000 F	102,55	_	6.28
CNB Paribas 5 000 F	102.99	-	0.01
CNB Secz 5 000 F .	103.10	_	0.15
CNI 5 000 F	102.68	_	8.96
		_	

Pétroles

14-11-86	Diff.
Aquitaine 313,50 60 452,30 800 456 800 456 800 456 800 456 800 456 81 1485 800 800 800 800 800 800 800 800 800 800 800	+ 6,20 - 0,20 - 11 - 10 + 27 - 6,10 + 25 - 14,10 + 3
yal Dutch	597 410 430

Filatures, textiles, magasins

	14-11-86	Diff.
André Roadière	224	+ 4
Agache Willot	1 065	- 10
BHV	501	- 15
CFAO	1 895	+ 69
Damart-Serviposte	2 230	+ 75
Darty	4 130	- 28
DMČ	564	+ 24
Galeries Lafayette	933	- 9
La Redoute	2 237	- •
Nouvelles Galeries	543	+ 42
Printemps	510	- 2
SCOA	75	+ 7,10

Privatisation de Saint-Gobain

Controverse autour d'un certificat

Parmi les questions encore en suspens à une semaine de la privetisation de Saint-Gobain, programmée pour le 24 novembre. le problème de la conversion des certificats d'investissement émis en juin dernier prête quelque peu à controverse. Ces titres, qui représentent 18,5 % du capital de Saint-Gobain (pour une valeur de 2,4 milliards de francs), pourraient aisément être transformés en actions si l'Etat donne, ou plus axactement vend, aux détantaurs des certificats d'investissement le droit de vote. Toute le question est de savoir à quel prix ce droit de vote peut être cédé. Le Trésor considère le contraire serait étonnant qu'il n'est pas question de brader ce droit, et serait assez tenté de ne prévoir la conversion du certificat qu'une fois cotée l'ection Saint-Gobain. Liberal jusqu'au bout, quand cela l'arrange, le Trésor laisserait ainsi le marché financier décider de la valeur du

Convertira, convertira pas? droit de vote, en fonction de la décote qui s'établirait entre le certificat d'investissement dont la cotation e été suspendue le 3 novembre à 307 F - et l'action Saint-Gobein qui devrait être effectivament cotée le 23 décembre à le Bourse de

Peris. Côté Saint-Gobain et intermédizires financiers, on ne l'entend pas de cetta oraille. Pour eux, le droit de vote doit être mis en venta en même temps que les actions Saint-Gobain, avec un prix affiché qui pourrait se situer eutour de 10 F, soit la différence entre le cours d'introduction du certificat en juin (300 F), et le cours d'introduction de l'action si celui-ci devait a'établir à 310 F. Si ce demier atteignait 315 F, on pourrait même prévoir une plusvelue de 5 F par titre pour les porteurs de certificats qui ont, en leur temps, fait confiance à une entreprise publique.

C. B.

Bâtiment, travaux publics Banques, assurances sociétés d'investissement

Auxil. d'entrepr. . . .

Duspez GTM J. Lefebvre

Métallurgie

De Dietrich FACOM

construction mécanique

	14-11-86	Diff.
Bail Équipement	490	- 15
Sancaire (Cic)	1 962	- · 3
	1 178	+ 27
Chargeurs SA	1 330	- 31
CFF	1 167	- 4
TI	526	- à
urafrance	3 834	- 4 - 4
iénin (La)	763	_ 19
mm. PL-Monceau	960	- 19 + 35
	646	+ 6
ocafrance		+ 0
ocindus	1 115	- 6 + 3
Midi	1 571	+ 3
Widland Bank	442	- 1
DFP	1 460	inch.
Paris, de réese	760	- 25
Prétubail	1 660	- 19
Schneider	690	inch.
JCB	508	- 52

Produits chimiques

	14-11-86	Diff.
BASF	881	- 34
Bayer	980	- 11
Hoechst	852	- 3
Imp. Chemical	103	+ 0,78
Institut Mérieux	4 016	- 34
Laboratoire Bellon	1 890	_ 30
Norsk Hydro	127	- 0,70
Roussel-Uclaf	1 432	+ 57

	14-11-86	Diff.
Accor	470	+ 31
Agence Havas	2 003	- 46
Agence Havas	2 029	+ 9
Bic	620	- 4
Bis	1 392	- 8
CGIP		- 46 + 9 - 4 - 8 + 43
Club Méditerranée .		+ 7
Essilor		+ 130
Ешторе 1		+ 36 + 48
Hachette	2 697	1 48
L'Air Liquide		7 -0
L'Oréal	2 000	- 1 + 112
		+ 112
Navigation Mixte	1 020	- 23
	180,16	- 3
Presses cité	2 538	- 82
Senofi	678	+ 9
Siris Rossianol	1 120	- 20

Alimentation

	14-11-86	Diff.			
				14-11-86	Diff
	470	+ 31	Dieble Con		
• • • • •	2 003	- 46	Béghin-Sey	510	+ 15
• • • •	2 029	+ 9	Bongrain	2 260	+ 30
••••	620	- 4	BSN GDanone	4 250	- 78
	1 392	- 8	Carrefour	3 450	- 175
	1 159	+ 43	Casino	2 500	+ 95
će .	623	+ 7	Euromarché	2 760	- 115
	3 390	+ 130	Guyenne et Gasc	670	- 1
	826	+ 36	Martell	1 680	- 115
	2 697	+ 48	Moët-Hennessy	2 368	+ 46
	669	- 1	Nestlé	34 950	inch
	3 800	+ 112	Occidentale (Gle) .	978	- 12
	1 020	- 23	Olida-Caby	155	- 5,
	180,10		Pernod-Ricard	1 001	- 12
	2 538	- 82	Promodès	1 865	- 30
	678	+ 0	C.S. Sagpiquet	740	inch.
!	1 t80	- 20	Source Perrier	797	+ 7

(LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) 11 nov. 12 nov. 13 nov. 14 nov. 10 nov.

Comptant	809 560	-	1085 603	957 119	1029 700
R. et obl.	4 267 261	-	5994013	7 322 037	8 907 400
Actions	266 836	<u> </u>	272 468	248 373	279 361
Total	5 3 4 3 6 5 7	-	7352084	8 527 529	10216461
INDICES	QUOTI	DIENS (INS	EE base 100	, 31 décembe	re 1985)
Françaises	144,1	-	144,8	145,1 110,4	-
Etrangères	110,4	1 -	110,6	110,4	-
C			GENTS DE lécembre 19		
Tendance .	144,9	-	144,8	145,3	144,9
	(ba	rse 100, 31 d	écembre 198	31)	

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 14 novembre

COURS	ÉCHÉANCES						
COOKS		Nov. 86	Déc. 86	Mars 87	Jein 87		
Premier	-	105,50	106 .	106.05	105,60		
+ hant	-	105,50	106,65	106,60	106,40		
+ bas		105,50	105,85	185,75	105,55		
Dernier	_	105,50	106,50	106,35	106,25		
Compensation .	_	105,50	106,50	106,35	106,25		

Indice gen, 1 380,8 | - | 379,9 | 379,5 | 378,6

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Coup de semonce

Coup de semonece

Plutôt bien orienté en début de semaine, le New York Stock Exchange a été pris mercredi d'un brutal accès de faiblesse, qui s'est traduit jeudi par une chute verticale de 31,5 points du «Dow». Le marché s'est toutefois resaisi per la suite, et, vendredi soir, l'indice des industrielles s'uscrivait à 1 873,59 (contre 1 886,67 le 7 novembre). Mais le coup de semonec a été clairement entendu. Il a revêtu, si l'on peut dire, un caractère informatique. Wall Street batant depuis plusieurs jours sur la barre des 1 900 points, l'ordinateur a lancé l'ordre de vendre. De nembreux opérateurs unt obtempéré d'autant que beaucoup out craint une tension sur le front monétaire, le FED ayant fait connaître son intention de reserver les conditions de crédit si la masse monétaire continuair de déraper. Ajoutous que des dégagoments d'ordre fiscal se sont greffés à ces considérations. Finalement, la relative sagesse de ladite masse et la baisse des prix de détail en octobre (~5%) ont momentanément éloigné le spectre de la hausse des tenx. Sur l'OPA lancée par Revion, Gillettre e monté de 16,2% à la veille du week-end.

	Cours 7 207.	Court 14 nov.
Alcon	36 25 3/8	35 3/0 25 1/1
Bocing	52.5/8 35	50 1/2 35
Chase Man. Bank Du Pont de Nemours	88	86 1/2
Eastman Kodak Exxon	62 3/4	66 3/
Ford	58 1/8 78	55 5/1 77
General Motors	72 1/2 48	70 1/2 47 1/2
Goodyear	121 3/8	121 3/1
Mobil Oil	53 3/4 38 7/8	40 1/2
Pfizer Schlomberger	62 1/8 33 5/8	33 5/8
Texaco	36 1/4 59 7/8	36 5/1 58
Union Carbide	231/4	237/8
Westinghouse	23 3/4	23 1/2
Xerox Corp	573/4	58 5/1

LONDRES

La crainte d'une reprise de l'inflation en relation avec la forte augmentation des dépenses publiques a entraîné un affaiblissement du marché, qui a reperdu tout le bénéfice de su hausse précédente. Un léger redressement à la veille du week-end a cependant limité les perts. Mais les fonds d'Eint, dans l'hypothèse d'an relévement des taux d'intérêt pour sontenir la livre, ont été très déprimés et ont évoiné su voisinage de leurs plus bus niveaux de l'année, lindices «F.T.» du 14 novembre : La crainte d'une reprise de l'inflation

Indices <F.T.> da 14 novembre : industriclics, 1 293,2 (contre 1317,2) ; mines d'or, 325,1 (contre 300,1) ; fonds d'Etnt, 81,38 (contre 82,58).

	7	14 207.
Beecham	444	431
Bowster	337	333
Brit. Petroleum	695	694
Charter	274	288
Courtanids	323	312
De Beers (*)	748	773
Freegold (*)	129	130
Glaxn	925	915
Gt. Univ. Stores	145/8	14 5/8
Imp. Chemical	10 25/32	10 21/3
Shell	946	954
Unilever	19 29/32	20
Vickers	399	386
War Loan	34 13/32	33 3/4

(*) En dollars.

Baisse

Cours 14 nov

85 BNO

88 000

FRANCFORT Molas 1,9%

Après un bon démarrage, le marché, pris soudain de sounoience par le manque d'affaires, s'est mis à glisser. La rechate de Wall Street et la baisse du dollar out d'antre part contribué à le déprimer et, vendredi, l'indice de la Commerzhank s'établissait à 1979, 20 (contre 2019,10), soit à 1,9% en dessous de son niveau du 7 novembre. Les automobiles et les chimiques out été particulièrement éprouvées.

	Cours 7 nov.	Cot 14 p
ABG RASF Bayer Commerzbank Deutschehank Houtschehank Karstadt Manneaman Siemens Volkswagen	311,89 278,50 307,50 311 789,80 264 468,50 189,50 783,50 464	312 267 298, 304 790, 257, 458, 193, 696 431,
		_

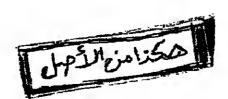
TOKYO Nouvelle avance

Nouvelle avance

Se distinguant d'entre toutes les autres grandes places, le Kabuto-Cho a ces derniers jours poursnivi son avance amorcée la semaine précédente, avec, toutefois, des volumes de transactions assez modérés (469,3 millions de titrea par jour en moyenne). Le plongeon de Wall Street a toutefois laissé les opérateurs perplexes et à la veille du weckend le marché a recédé un peu de terrain.

Indices de 14 novembre : Nikkel : 17 390,50 (contre 16 973,64) ; Indice général : 1 430,34 (contre 1 409,18).

	Cones 7 nov.	Cours 7 nov.
Aled Bridgestone Canon Fuli Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motors	387 655 1 050 1 670 1 230 1 770 443 3 360 1 800	390 673 1 010 1 638 1 180 1 758 421 3 334 1 816



L'EUROMARCHE

Genitrix, quand tu nous tiens

Unis, les empranteurs internationaux se tournent pour l'instant vers d'autres devises telles que le yen ou le franc suisse, qui donnent la posabilité de réaliser des «swaps» intéressants alors que les transactions libeliées dans la monnaie de l'Oncle Sam ne le permettent pas. C'est ainsi qu'on estime que la moitié des émissions étrangères en francs suisses, dont le foisonnement caractérise le dernier trimestre de cette année, est basée sur des

«Swaps» en autres devises. L'inverse peut également se pro-duire. La transaction en couronnea suédoises lancée jeudi par la Bén-que mondiale est, à cet égard, significative. D'un montant de 300 millions de couronnes et d'une durée de sept ans, elle a été offerte au pair avec un coupon annuel de 9,60 %. A l'issue d'une transformation en deux étapes, la première au niveau du tanx d'iatérêt, la seconde au niveau de la devise, la Banque mondiale se retrouvera avec des francs suisses dont le rendement beut sert d'environ 4,75 %

3. 4

- 17

Si les taux ont tendance à se détendre en Helvétie, il en va tout autrement en Allemagne. La Répu-blique fédérale l'a démontré en proposant au pair, ce même jeudi, 4 milliards da dautschamarks d'obligations à dix ans avec un conpon de 6,50 %. Les curo-banquiers, qui s'attendaient à un coupon maximum de 6,375 %, sont restés pantois. Ce faisant, les Allemands ont négativement affecté les autres marchés européens accoud'intérêt avec Francfort.

Le marché français des capitaux, pour ne citer que lui, se serait certainement bien passé d'une telle démarche. À quoi répondelle? Certains, outre Rhin, assurent que lorsque l'impact de la chute du prix du pétrole qui a commence à se propager le printemps dernier sera défalque du tanx d'inflation allemand, ce dernier s'avérers largement positif. Peut-être. Mais ne vandrait-il pasmicax attendre pour s'assurer de la réalité de cette assomption, plutôt : mer i conséquences de ca qui n'est encore qu'hypothèse?

Hantée par le spectre de l'infla-tion, la Bundesbank en arrive à réagir comme ces mères abu qui gavent leurs enfants de sirope et pilules diverses afin de les guérir de maladies dont ils ne sont pas encore atteints mais auxqueiles ils pourraient éventuellement succomber. En attendant, l'Europe est condamnée à subir l'effet déflationniste de la phobie germaine. O

Genitrix, quand tu nous tiens. Les euro-obligations libellées en eurofrancs français continuent à se pas iatéresser les investisseurs étrangers. L'évolution de la devise tricolore leur paraît tonjours indecise face à un deutschemark qui ressemble à un Moise triomphant accoudé sur les tables d'une loi où

biles les taux d'intérêt relativement souverain le plus actif de l'année et élevés de la Bundesbank.

Face à cette menace, le Trésor français a décidé de limiter entre 2 et 2,5 milliards de francs français le volume des aouvelles enroémissions durant le mois de novem-bre. Bien lui en a pris. La première, d'un mantant de 500 millions et d'una durée de quinze uns, mais rétractable tous les cinq ans pour l'italienne Monteles cinq ans pour l'italienne Monte-dison, a'a pas suscité l'admiration des foules à partir d'un prix au pair et d'un coupon ana ael de 8,375 %. La seconde, proposée par le Danemark; n'a, elle aussi, pas réussi à accouer le marché de son eurotorpeur. Son montant s'élève à 1 milliard de francs français, Sa durée est de cinq aus. Elle sera fonise à un trix de 99.75 une un emise à un prix de 99,75 sur un coupon annuel de 8,125 %. Elle était, en fin de somaine, recherchée avec une décote de 2,125, soit plus que la commission totale de 1,875 %. A ce rythma, ca se demande comment les deux sutres transactions prévues ee mois-ci. pour une société britamique puis pour le Crédit national, parvien-dront à se placer convenablement.

A la décharge des banques dirigeant l'emprent dancis, il faut reconnaître que ce royanme scandinave a maintenant trop tiré sur la corde des eurosentiments tout en trdo ignorant cella das europrincipes. Le Danamark et les agences qu'il garanti ont, depuis le début de 1986, emprunté en une multitude de devises l'équivalent de 6,5 milliards de dollars sur le marché international des capitaux. Cola fait du Danemark le débiteur

Respirez avec Bouygues, DMC, Saint-Gobain

Souscrit.

Le meilleur recours pour échapper aux euro-effluves qui émanent d'un marché suro-obligataire empôtré dans des politiques de taux d'intérêt dant on discerne mal Pissue est d'aspirer le vent du grand large qui porte aux quatre coint du monde les émissions internationales d'actions. La, tout est encore fraicheur, harmonie et murmure délicieux. Dans ce domaine, les sociétés françaises foet fou dans les cociétés de de 557 F le judicité de 557 F le ju les sociétés françaises font feu des quatre fers et tirent magnifique-ment parti de la forte demande des

Sent parier de Saint-Gobaln qui s'apprête à autrer dans une semaine dans l'arène internationale, Bouygnes et Dollfus Mieg et C (DMC) ont également vn l'avantage qu'ils pouvaient tirer d'un conomarché extrêmement bien disposé à l'égard de tout ce qui est action. Bouygues vient de placer sans difficulté à l'étranger 40 % des 922 879 certificats d'investissement (actions sans droit de vote)
qu'il offrait à un prix unitaire de
1 085 F français, soit une décote
de 20 % par la commanda de 20 % par la command de 20 % par rapport au prix moyen de l'action avec droit de vote ordinaire durant les quarante dernières

DMC entend aller plus loin : la seconde firme textile française pro-

ment trop galvaudée, tout comme pour Hamlet l'était, autre Genitrix, le ventre de sa mère. velles, soit 250 millions de francs, sur le plan international à un prix de 535 F français par titre, c'est-4dire une décote de 4 % par rapport

amène les investisseurs à se deman-der s'il n'y a vraiment pas quelque

que, le même jour et presque à la même heure, le Danemark se met

à euro-emprunter non seulement en

france français mais également en dollars, même s'il a'y n aucune

l milliard de dollars sur deux ans,

soit la plus courte durée jamais

offerte sur le marché euro-

d'une telle ampleur, sur les bases

suivantes : un prix de 101,50, un coupou amuel de 7 % et une com-

représentait, lors da lancement, un rendement supérieur de 37 points de base à celui des bons du Trésor

Le concept était intéressant. Il

s'agissait, au travers d'aac

échéance à seulement deux ans, d'atteindre la majorité des préteurs

pour qui le mot d'ordre, depuis des

qui, de ce fait, s'intéressent davan-

tage aux instruments du marché

monétaire qu'à ceux, à pins longue échéance, du marché enro-obligative. Malhoureusement, la

tentative danoise ne s'est pas sol-

dée par un succès : la signature du

royaume scandinave est présento-

est de rester «liquide» et

américain de même durée.

sion totalisant 1,14 %. Le tout

et l'américaine.

En attendant le grand four de sa privatisation, Saint-Gobain, enfin. fourbit ses dernières armes. Un étude réalisée par le courtier londo-nien Cazenove révêle l'ampleur de restructuration entreprise par Saint-Gobain an cours des dernières années et l'éteadas des bénéfices que le groupe français va en tirer. Son bénéfice par action devrait augmenter de 82 % pour atteindre 27,9 F français cette année, puis encore de 15 % en 1987 pour se situer à 32 F l'an prochain. Dans ces conditions, le soul couseil qu'on puisse donner de la place dans leurs portefeuilles pour accueillir ce «blue chin» tri-

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

Rechute du dollar vis-à-vis du deutschemark

C'était trop beau pour durer ! En nette remontée depuis trois semaines avec près de 5 % de bausse, le dollar a été victime d'une rechute cette semaine, retombant de près de 3 % en quelques jours. Mais, attention! Cette rechute a été très sélective, chose de pourri au royanme du prince d'Elseneur. Aussi, peut-on comprendre leur agacement lorss'effectuant uniquement vis-à-vis du dentschemark, à nouveau très fort, et des monnaies européennes, qui le suivent plutôt mai que bien, le franc franceis notemment

relation entre la devise hexagonale Le dollar, en effet, a'a pratique-ment pas varié, ou si peu, vis à vis En effet, dans les minutes qui suivirent l'euro émission danoise en francs, on apprenait que le Danemark receberchait simultanément dernier sur la stabilisation des parités pour les devises des deux pays. Quant à la livre sterling, elle a, purement et simplement, accompaabligataire pour une opératioa gné le dollar dans son repli.

> environs de 162-163 yens pour un dollar. En début de semaine, le secrétaire américain aa Trésor, M. James Baker, avait confirmé que les Etats-Unis et le Japon s'étaient entendus sur « une coopération dans le domaine des taux de change, avec des limites de variations et des points de référence précis - des interventions de la Réserve fédérale want être envisagées - si clics étaient utiles.

> En milieu de semaine, à l'occasion d'un recul du dollar à 160 yeas, M. David Mulford, adjoiat de M. Baker, assurait qu'une rechute du dollar (en dessous de 160 yens, probablement) serai: « préjudicia-ble » à la croissance du Japon. Voilà

pour le ven. Quant an deutschemark, il s'est. lui, sansiblement raffermi, aux dépens du billet vert dont le cours est retombé de 2,07 DM à un peu plus de 2 DM. Les raisons? Un peu tout à la fois. D'abord, sur un plan strictement technique, le fait que le doller a'ait pu dépasser le niveau des 2,07 DM, considéré camme an « seuil » important par les amateurs de graphiques, a un peu découragé les acheteurs. Ensuite, dès que le billet vert remonte, des vendeurs se manifestent, peu confiants dans cette vigueur retrouvée et toujours convaincus de l'orientation fonda-mentalement baissière du dollar.

Après tout, les déficits américains vont rester épormes, même s'ils se caairneteai un pen. Si, selan M. Fred Berstea, directeur du réputé Institut for International momics de New-York, le déficit commercial américain peut être réduit de moitié d'ici à deux ans Quasi-stabilité donc, à Tokyo, aux grâce au repli du billet vert déjà acquis, ce déficit resterait à peine inférieur à 100 milliards de dollars en 1989, montant jugé encore trop

important, et de loin. De même, à Washington, on ne se fait guère d'illusions, au Congrès et à la Maison Blanche, sur la possibilité réclle de réduire véritablement le déficit budgétaire à moins de 100 milliards de dollars, également avant 1988 ou bien plus tard, ce qui abligera le Trésor à continaer à solliciter les prêteurs étrangers.

Enfin, l'Allemagne relève son taux d'intérêt à long terme (voir cidessous) à l'inverse da Japon, ce qui pousse le dentschemark à la hausse et a'arrange pas les affaires du franc français. A la veille da week-end, le dentsebemark, qui, depuis le 20 octobre, avait « décollé » de son coars officieux d'intervention à Paris, 3,2760 F, pour revenir un peu

aa-dessus de 3,26 F, n bondi dere-ehef à 3,2760 F, ce qui a obligé la Banque de France à veadre des deutschemarks, 200 ou 300 millions. Ce a'est pas beaucoup mais c'est connycux, surtout si le deutschemark monte sucore par rapport au

En fin de semaine, une nouvelle rumeur coursit, remplaçant celle d'ane diminutian du tanz d'escompte allemand : celle d'une réévaluation da deutschemark, de 2 % disait-on, pour faire accepter la remontée des taux en RFA. Cette solution arrangerait tout le monde, la Bundesbank, qui lui trouverait un caractère «vertueux» (baisse du coût des importations à caractère désinflationniste), sans danger récl pour des exportations énormes, et la Banque de France, qui pourrait éviter d'nvoir à relever ses propres taux pour défendre le franc.

La Banque britannique Lloyds prédit, quant à elle, an réalignement du SME au premier trimestre prochain, après les électians allemandes, avec, « à la demande des autorités françaises », une dévaluation dn franc de 5 %, couplée nvec celle de la livre irlandaise et de la couroane danaise. Oa vait ma! MM. Chirac et Balladur accepter une apératian d'une pareille de la France et de l'Allemagne se creuse en ce moment.

FRANCOIS RENARD.

LES MONNAJES DU S.M.E. DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE -2,00

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 10 AU 14 NOVEMBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Liere	\$EU.	Franc français	Franc Misso	D. mark	Franc	Rorin	Lire itsigene
		-	-		-			-
Landres	-	_	-	_		-		-
	1,4280	_	15,1745	59,9161	49,7018	2,3894	43,9947	0,9717
New-York	1,4260		14,8283	57,9710	48,3559	2,3272	42,8082	0,0699
	9,4105	6,5900		394,84	327,53	15,7467	289,92	4,7307
Paris	9,6219	6,7475	-	391,16	326,28	15,7028	288,85	4,7185
	2,3833	1,6690	25,3767	-	82,9522	3,9680	T3,4271	1,1981
Zurich	2,4599	1,7250	25,5650		83,4139	4,8144	73,8441	1,2863
	2,8731	2,6120	38,5315	120.55	-	4,8076	88,5173	1,443
Princial	2,5490	2,0680	38,6483	119,88	-	4,8126	88,5274	1,4462
	59,7618	41,85	6,2545	25,0748	208		18,4117	3,0043
Drawites	61,2752	42,97	6,3663	24,9101	207,79		18,3947	3,5049
Ameterdam	3,2458	2,2730	34,6922	136,18	112,57	5,4313		1,6317
	3,3311	2,3360	34,6702	135,42	112.56	5,4363		1,6336
16e	1989,20	1393	211.38	834,63	692,34	33,2855	612,84	,
	2839,18	1430	211,93	128,99	691,49	33,2790	612,16	,
Tokyo	231,33	162	24,5827	97,8641	80,5168	3,8709	71,2714	6,1163
	232.57	163,30	24,2016	94,6667	78,9651	3,8903	69,9958	0,1142

A Paris, 100 yeas étaient cotés, le vendredi 14 novembre, 4,0679 F contre 4,1320 F le vendredi 7 novembre.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Une étincelle pour le plomb

« Le plomb a fini de mourir », confiait récemment un responsable de la société française Penarroya – premier producteur masdial de conféreaca internationale sa le piomb qui s'est tenue fin octobre à Goslar (Allemagne de l'Ouest). Si les cours établis au London Metal Exchange ne témoignent que par-tiellement de cette résurrection - ils se situaieat le 13 aovembre à 320,5 livres par tonnes, - les pers-pectives iadustrielles de cette matière première redeviennent souriantes, après plus de cinq ans de

Les conférenciers de Goslar ont ainsi été séduits par une application nouvelle mise au point en RFA et aux Etats-Unis. Une grosse batterie contenant 600 tonnes de plomb fonc-tionne depuis six mois à Berlin, avec pour mission de réguler les réseaux de distribution électrique. Ces der-niers sont, en effet, sensibles aux e pics > de consommation, qui

PRODUITS COURS DU 14-11

Cuivre b. g. (Lautes)	933,5 (=)
Trois mois	Livres/tonne
Aluminium (Lodes)	810 (+ 1)
Trois mois	Livres/tenne
Nickel (Losiro)	2 576 (+ 35)
Trois mois	Livres/tonne
Sucre (Pais)	1 199 (~ 61)
Décembre	Francs/tonne
Cuff (Lades)	2 676 (~ 316)
Novembre	Livres/tonne
Cacae (Ner-York)	1 942 (+ 55)
Décembre	Dollars/tonne
Bif (Chicap)	282 (- 6,50)
Décembre	Cents/boisseau
Maik (Clicago)	171,25 (- 2)
Décembre	Cents/boisseau
Seja (Chicago)	169 (+ 0,60)
Décembre	Dollars/t, course
Décembre	

entraînent des fiéchissements de fréquence et perturbent certains appareils comme les ordinateurs. La batterie nouvellement utilisée écrète désormais les pointes, en adaptant instantanément l'offre de courant à

la demande. En Californie, la société Edison (distribution de courant) et l'EPR1 (Electric Power Research Institute) oni conçu un projet d'une autre envergure : la plus grosse batterie du monde, dont le coût est estimé à 14 millions de dollars, sera installée à Los Angeles. 2 500 tonaes de plomb seront aécessaires à cette nouveauté, qui fonctionnera à partir de décembre 1987. Il s'agira pour elle de stocker l'énergie dans les grands réseaux de distribution électrique, pour, là encore, réguler la fréquence d'approvisionnnement et économiser les coûts de fourniture.

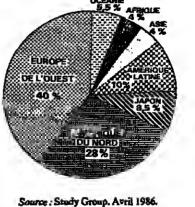
D'nutres usages spécifiques du plomb connaissent de surcroît un intérêt grandissant. C'est le cas des batteries pour tracteurs de dock et d'aéroport. L'adhérence au soi exigée pour tirer les Boeing fait du plomb un composant clé, estiment les experts. Quant aux accumulateurs de batteries automabiles, ils resteront pour longtemps encore le Certes, les batteries ont vu ces dernières années leur espérance de vie augmenter (quarante-deux meis aujourd'hui, contre deux ans dans les années 70). La quantité de plomb ntilisée a aussi diminué (8plomb ntilisée a aussi dim 9 kilos, contre 12-13 kilos). Mais les professionnels tableut

sur une extension du parc automobile pour compenser ces phénomènes : en 1985, 42 millions de véhicales nonveaux (légers et utilitaires) ont été fabriqués, et 455 millions étaient au total en circulation. Les spécialistes du plomb extrapolent pour l'an 2000 une production de véhicules neufs comprise entre 55 et 60 millions d'unités, pour un parc de 600 millions. Le plomb, qui a longtemps sonf-

fert d'une mauvaise image, en raison

risques de saturnisme inhérents à une trop forte absorption par l'orga-nisme humain, bénéficie d'un retour en grace dans l'opinion. Le public prend peu à peu conscience que ce métal est un bouclier efficace contre les radiations nucléaires. Les contedéchets radio-actifs, de même que les blindages des unités de retraitement incorporent ainsi d'importants tonnages de plomb.

Production de plomb raffiné dans le monde occidental (Prévisions pour 1986)



Des prouesses que le métal de

parvient pas à concrétiser ea termes de prix, malgré la diminution des stocks mondiaux (500 000 tonnes enviroa, sait cinq semaines de consommation). Leur mauvaise répartition géographique, le maintica de capacités excédentaires aux Etats-Unis et le coarrecoup de la crise de l'étain sont, pour l'instant, autant de pare-feu à l'étincette électrique qui ranime l'industrie du

FRIC FOTTORINO.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un réajustement bien douloureux

Les « cinq glorieuses » sont bien semaine, la Banque de France ayant finies. Il s'agit des splendides amées même du intervenir jeudi pour qui se sont écoulées depuis la fin de 1981 et qui, par une baisse continue des taux, out fait la fortune des souscriptears d'obligations à taux fixe : cours desdites obligations montent sans « panique » contrairement à ce que nous écrivions par erreur la semaine dernière. Mais, maintenant, la plus grande incertitude va régner sur l'évolution des taux d'intérêt, et, selon un opérateur, « on va faire de la tôle ondulée », avec bien des

chaos, sans jeu de mot abusif, le marché essayant de trouver un point d'équilibre après une lourde chute le 17 octobre, puis une vive reprise, salvie d'une lourde rechute la Cette semaine-ci, c'est platôt un

En attendant, c'est un peu le

cessimisme « calme » qui a prévalu, les rendements des emprunts d'Etat à plus de sept ans s'élevant encore un peu, à près de 8,80 % pour retomber un pen plus vendredi après midi à 8.65% environ. Sur le MATIF, cela correspondait à des cotations sur décembre de 106,50 (base 102 au 22 février 1986, pour un emprunt notionnel » de 10% après 106,15 an plus bas et 106,95 il y a huit jours). Et dire qu'au début septembre, on cotsit 114, ce qui équivaluit à des rendements inférieurs à Une certaine inquiétude régnait

même à l'approche de la fin de la On a'en est plus très loin.

le jour de dépasser 7,59 %, le marcourt terme à son tour « cracuait » après le long terme, où diable allaiton. Des rumeurs inquiétantes couraient même sur une prochaine hausse du court terme en question décidée en baut lieu pour soutenir le franc à nouveau faible vis-à-vis du

Paris, vendredi après-midi, ce fut une joyeuse surprise : la Banque de France, à l'occasion d'une adjudication, alimentait très largement le marché en liquidités, à hauteur de 75 % des montants demandés, au taux inchangé de 7 %. A l'adjudication précédente, elle n'avait « servi » que 25 % des demandes. Le signal était clair : pas de hansse du court

terme pour l'instant.

Quant an long terme, c'est une autre affaire. Depuis la fin du mois d'août, les taux '« longs » ont augmonté de 0,40 % aux Etatz-Unis et d'Etat va être émis à 6,50 % contre 6 % aa début de l'automne : la Bundesbank laisse en fait monter les calcul snivant : s'ils veulent tenir cela. compte de l'écart d'inflation avec ce pays, d'environ 2,5 %, il faut l'ajou- liarde d'OAT la semaine dernière, ter aux taux allemands pour obtanir les taux français, soit près de 9 %.

Cela étant, bien des opérateurs même dû intervenir jeudi pour estiment que, sur le marché obliga-empêcher le loyer de l'argent au jour taire de Paris, on entre dans une le jour de dépasser 7,59 %, le mar-zone de résistance avec des rendeché manquant de liquidités. Si le ments qui devraient se stabiliser. d'abord aux environs de 8,50 %, puis, éventaellement, revenir à 8,25 %, 8,30 % vers la fin de l'année. Si tout se passe bien. A cet égard, l'annonce d'une hausse des prix « provisoire » de 0,2 % pour octobre après les 0,4 % de septembre n fait bon effet : le retour de l'inflation a'est pas pour tout de suite, d'autant que le gouvernement a inches dans ses prévisions de hausse des prix pour 1987 un prix da baril de pétrole de 18 dollars environ contre

Il n'en reste pas moins que sur le

marché une containe de milliards de francs d'emprunts à taux fixe sont entre les mains de gens qui ac devraient plus les détenir : trésoriers d'entreprises qui ont spéculé à la baisse du taux, banquiers qui oot des titres en stock et les prêtent à « réméré », gérant de SICAV à performances dites sensibles. Tous ces 0,50 % en Allemagne oil l'emprunt acteurs commencent à s'inquiéter, courant le risque de pertes en capital, déjà amorcées en octobre (perfois 2 %, soit 24 % à taux annuel), et taux. En outre, vis-à-vis de l'Allema- ces 100 milliards vont devoir se gne, les opérateurs français font le reclasser. Il faudra des mois pour

15 ou 16 en ce moment.

En attendant, après les dix milc'est la diète pour tous les autres.

ÉTRANGER

3 Les Etats-Unis annoncent des sanctions contre la Syrie.

4 Algèrie : quatre personnes tuées dans les manifestations de

- Les élections au Brésil.

POLITIQUE

5 Le budget adopté à l'Assem-

Regain de tension

Nouvelle-Calédonie. 6 Le comité directeur du Parti

SOCIÉTÉ

7 Huit pays européens s'apprètent à construire le plus grand télescope du monde.

 M. Pasqua lance un campagne sur les risques du nucléaire.

8 Création d'un comité de soutien aux victimes des chas-11 Communication.

9 Les Clients, de Jean Poiret, à

Les Petits Pas, de Jérôme Deschamps, aux Bouffes-du-

ÉCONOMIE

15 Crádits, changes, grands mar-

14 Revue des valeurs.

13 La réforme du calcul des chiffres du chômage.

Programmes des spectacles 10

SERVICES

Les légers progrès enregistrés avec Gorbatchev doivent « inciter l'Occident à accentuer ses pressions »

déclare, à Paris, le dissident Youri Orlov

Le physicien russe Youri Orlov, avaient déjà fait chacun quinze ans expédié par les autorités soviétiques à New-York le 5 octobre, a passé quelques jours en France à l'invita-tion du comité des physiciens fran-çais et du comité des scientifiques français, formés pour sa libéra-

Celui qui, en 1976, fut l'un des fondateurs du groupe moscovite pour la surveillance de l'application en URSS des accords d'Helsinki (le Monde du 14 novembre) a tenu une conférence de presse, le vendredi 14 novembre, à Paris. Il a tout d'abord remercié ceux qui, ea France, sont intervenus en sa faveur, notamment le président de la République. Puis il a rappelé qu'il y a au mnins 830 détenas politiques recensés en URSS, condamnés pour délit d'opinion. Sans parler de ceux qu'on ne peut recenser.

Youri Orlov a évoqué plusieurs cas : Anatoli Martchenko, au ouvrier né en 1938, écrivain comm qui a déjà passé vingt ans dans les camps soviétiques. Il lui reste encore à purger quatre ans de camp suivis de cinq ans de relégation.

Anatoli Koriaguine, un psychiatre ne en 1938 qui a renonce à une carrière scientifique pour Intter contre l'utilisation abusive de la psychiatrie dans la répression des délits d'opinion. « Cette répression peut être assimilée à la pratique de la médecine nazie », a dit Orlov ; il a raconté commeat, dans le camp où ils étaient détenus ensemble, Koria-guine forçait son rendement pour l'aider à remplir la norme fixée et lui éviter sanctions et brimades. Koriaguine a encore devant lui denx années de camp et cinq années de relégation.

Deux juristes ukrainiens, Levko Loukianemko et Ivan Kandyba,

Le sort des otages américains

au Liban

Le Djihad

appelle Washington

« à persévérer »

islamique a iadique ce samedi

15 novembre que les Etats-Unis

devaient persévérer dans la voie qui a conduit le 2 novembre à la libéra-

tion de M. David Jacobsen, afin

d'obtenir l'élargissement des antres

otages américains qa'il détient.

Dans un communique, accompagné d'une photographie de M. Terry

Djihad affirme que « la libération de M. Jacobsen a été le fruit d'une

initiative américaine qui, si elle venait à se poursuivre, conduirait à

une solution de l'offaire des

« Le gouvernement américain

devrait prendre des mesures plus rapides et plus consistantes pour

satisfaire nos exigences », indique le

communiqué qui ajoute que le Dji-

had ne fera - aucune concession et ne changera pas d'un iota ses reven-

IRLANDE DU NORD

Un mort

au cours d'une manifestation

protestante

Belfast (AFP). - Un manifestant

protestant, âge de vingt-neuf ans, est mort après avoir été renversé par une voiture de police à Belfast, et

trois policiers ont été légèrement

blessés dans la muit du vendredi 14

an samedi 15 novembre, lors de

manifestations protestantes en

Irlande du Nord à l'occasion du pre-

mier anniversaire de l'accord anglo-

M. CHARLES PASOUA

invité du « Grand Jury

RTL-le Monde »

M. Charles Pasqua, ministre de Paulétieur, sera l'invité de l'émission hébômadaire «Le grand jury RTL-le Monde» dimunche 16 novembre,

L'ancien président du groupe RPR du Sénat répondra aux ques-tions d'André Passeran et de Georges Marion, du Monde, et de Gilles Lecterc et d'Alain Hamon, de RTL, le débat étant dirigé par Ol-

1

de 18 h 15 à 19 h 30.

on, enlevé le 16 mars 1985, le

Beyrouth (AFP). - Le Djihad

de camp de 1961 à 1976 pour avoir écrit un texte réclamant le droit à l'autodétermination pour l'Ukraine. Arrêtés de nouveau, l'un en 1977, et l'antre en 1981, ils ont été condamnés à dix ans de camp et

cinq ans de relégation. En arrivant en Occident. Orlov a été stupéfait par le nombre de per-sonnes et d'associations qui se préoccupent du sort des prisonniers politi-ques en URSS. « Je vous demande d tous, a-t-il dit, d'avoir la patience de continuer, de surpasser en patience les autorités soviétiques qui en ont beaucoup. Le travail que vous faites peut ne pas vous paraître efficace dans l'immédiat, mais sachez que tôt ou tard il portera ses fruits. »

Il attribue la vingtaine de bbérations de prisonniers politiques inter-veaces depais l'aveacmeat de M. Gorbatchev au désir de celui-ci de se forger « une image plus atti-rante ». « Si vous accueilles ce léger progrès avec euphorie, au lieu qu'il vous incite à accentuer vos pressions pour le respect des droits de l'homme en URSS, alors ces libèrations ne continueront pas », a ajouté Orlov, qui voudrait faire comprendre aux Russes qu'ils ne pourront jamais faire de progrès décisifs, économiques, culturels, scientifiques et sociaux, tant qu'une véritable démocratisation ne sera pas menée en URSS. Et il souhaite que l'Occident comprenne que seul le respect des droits de l'homme en URSS peut garantir sa sécurité.

(I) Youri Orlov participera à une réunion publique, landi 17 novembre, à 18 heures, à l'université Paris-VII, 2, place Jussieu, amphithéâtre 45.

M. Chalier prêt à se rendre à la justice

nous a déciaré Me Xavier de Roux, défenseur de l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, ce samedi matin 15 novembre. Cette « reddition » devrait se faire dimanche ou, au plus tard, au

Doucement mais inexorablement, le feuilleton «Carrefour du développement - évolue. Parti comme un scandale politico-financier éclabous-sant M. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération, et, su-delà, l'ancien gouvernement socialiste, il entre maintenant dans une seconde phase et risque de se retourner contre ceux qui - dans la majo-rité actuelle - pouvaient espérer en tirer un bénéfice politique.

Ce sont les propos d'Yves Chalier an Point qui sont à l'origine de ce changement de direction. Dans son édition du 10 novembre, le principal acteur de cette affaire multiforme révélait qu'il avait été aidé dans sa fuite par - l'un des responsables de la police au ministère de l'Inté-rieur. Yves Challer précisuit que c'est à ce même policier qu'il avait fait parvenir du Brésil son fameux rapport sur les pratiques financières de l'association Carrefour du déve-

Qui était l'obligeant ami d'Yves Chalier? Le Monde, le 10 novembre, évoquait le nom du contrôleur général Jacques Delebois, chef du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP), proche d'Yves Chalier, avec qui il avait préparé le sommet francoafricain de Bujumbura. Le Point, dans son édition de lundi 17 novembre, confirme qu'il s'agit bien de ce fonctionnaire.

« Dès que l'affaire a éclaté, explique maintenant Yves Chalier au Point, j'al demandé conseil d Jacques Delebois. Je l'avais connu lors de la préparation du sommet du Burundi (_). Fin avril 1986, quand l'affaire du Carrefour a éclaté, je me suis donc tourné vers lui pour réclamer son aide. Le jeudi 24, je suis allé le voir dans son bureau, à l'amexe du ministère de l'intérieur,

Remontée des cours du pétrole

Le comité des prix de l'OPEP propose de revenir à un prix de référence de 18 dollars

prochain à un système de prix fixes du pétrole brut, système appliqué pendant vingt-cinq ans et abandonné en décembre 1985 avec un prix de référence de 18 dollars par baril. Bien que ce comité, composé des ministres koweltien, libyen et équatorien du pétrole, a'ait qa'un pouvoir de proposition - la décision finale devra être adoptée par les treize pays en décembre. - cette nouvelle a provoqué, un vif raffermissement des cours sur les marchés au jour le jour. Le brut anglais de référence est repassé vendredi, pour la première fois depuis deux mois, an-dessus de 15 dollars par baril. Le marché de New-York a clôturé en hausse de 14 cents à 15,65 doi-

Le marché est favorablement impressionné par l'apparente cohésion retrouvée aa sein de l'Organisation depuis la dernière conférence extraordinaire et surtout le remplacement il y a deux semaines da ministre saondien du pétrole M. Yamani, principal partisan de la

guerre des prix. Comme le confirment la rapidité des débats de Quito et l'unanimité qui y a été constatée, la plupart des pays membres de l'OPEP adhèrent désormais à l'objectif fixé par le royaume saoudien de faire remonter les prix du brut à 18 dollars par baril

dans les mois à venir. Le système proposé par le comité consiste à rétablir un prix de réfé-rence officiel, calculé à partir d'un panier de cinq qualités de bruts produit par l'OPEP (1) et d'une qualité extraite per un pays non membre de l'Organisation, le Mexique. Les prix pour chaque pays seraient ensuite fixés en tenant compte des différences de qualités, d'éloigne-ment, etc. (différenticis).

Huit pays membres (2) out fait officiellement savoir qu'ils approu-vaient cette proposition, parmi lesquels le Kowett, qui, avec l'Arabie saoudite, avait été le plus chaud partisan de la guerre des prix. L'Iran, opposant traditionnel de l'Arabie saoudite, a également déclaré qu'il accepterait le prix de 18 dellars à A B C D E F G

Réuni à Quito (Equateur), le condition que celui-ci soit considéré vendredi 14 novembre, le comité des comme une étape et qu'un calem-prix de l'OPEP a décidé de proposer drier précis soit établi pour revenir mois aa prix de 28 dollars, pratiqué jusqu'à la fin de l'an dernier.

Cet accord ne règle pas tontefois le principal problème. L'OPEP doit, en effet, d'ici à sa prochaine conférence le 11 décembre, définir les moyens d'y parvenir. Selon la plupart des experts, ce nouvel objectif de prix n'est pas compatible avec le maintien du niveau de production actuelle de l'Organisation. Et rien a'indique que les pays membres soient prêts individuellement ou collectivement à réduire encore leur rythme d'extraction pour apurer le

Brutt saoudien, indonésien, algé-rien, nigérien et vénézuélien.

(2) Kowell, Libye, Equateur, Arabic dite, Iran, Venezuela, Indonésie, Algéric.

Les grandes manœuvres industrielles

L'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIE-SEC). de Paris-X-Nanterre et SEC. de Paris-X-Nanterre et le Monde organisent, le jeudi 20 novembre une conférence-débat sur le thème : L'Europe, les grandes manœuvres indus-trielles. Avec la participation de MiM. Jean-Louis Gergorin, direc-teur de Metra, Ferdinand Braun, directeur offotéral de l'industria à finantere offotéral de l'industria à directeur général de l'industrie à la CEE, et Michel Delapierre, chargé de recherche au CNRS, directeur du LAREA-CEREM, le débat aura lieu de 12 h 30 à 14 heures, à l'université de Nan-terre, amphithétire C du béti-ment G (économie), et sera seriment de Conomie), et sera animé per Eric Le Boucher, ree-punsable de département

AIESEC, Paris-X, 200, ave-une de la République, 92001 Nan-terre. Tél. : (1) 47-25-92-34, poste 870.

« Yves Chalier devrait se readre à la justice. C'est imminent

rue Nélaton. Le poste de garde a même photocopié ma carte d'iden-tité. Il m'a conseillé d'aller voir un comptable de ses amis, boulevard de Courcelles. Ensuite, nous ne nous sommes plus rencontrés que dans des cafés. Pour prendre rendez-vous, je devais l'appeler sous le pseudonyme d'Albert. A la suite de ces articles, M. Jac-

ques Delebois a été entendu sur commission rogatoire de M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction en charge du dossier, par le contrôleur général Greco, chef de la sous-direction des affaires économiques et financières au ministère de l'intérieur. L'audition a duré quatorze heures. Il ne semble pas qu'elle ait permis de faire toute la lumière. Le ministère de l'intérieur semble pourtant embarrassé : M. Delebois est un proche de M. Charles Pasqua.

C'est à lui que le nouveau ministre de l'intérieur, à peine installé place Beauvan, a fait appel pour wir si son prédécesseur, M. Pierre Joze, n'avait pas laissé traîner quelques micros dans son bureau. M. Delebois fait également partie des promus de la nouvelle majorité : nommé chef du SCTIP en juin 1986, en remplacement de M. Fran-cois Zuccarelli, jugé trop proche du Parti socialiste, le commissaire divisioanaire Delebois a été élevé récemment an grade de contrôleur général. Le lendemain de son audition par la brigade financière, il était recu longuement par M. Charles

Une question reste posée : Est-ce le contrôleur général Delebois qui a pris l'initiative de demander ce rapport à Yves Chalier, puis de le faire pervenir à M. Aurillae ? Ou bien, comme c'est l'usage, l'a-t-il d'abord adressé à sa hiérarchie, au ministère de l'intériear. Lequal, ensuite, l'aurait transmis à M. Aurillac.

Ce a'est pas un simple détail si, comme l'affirme encore Yves Chalier dans son interview, il a été l'objet de manipulations pour lâcher une à une quelques pièces d'un dos-sier particulièrement génant pour l'ancien pouvoir. C'est ainsi que l'interview qu'il a donné de sa retraite paraguayenne, fin juillet, au Figaro-Magazine lui aurait été fortement conseillé par ses protecteurs parisiens.

saient d'ailleurs pas qu'à la ganche. De la même manière qu'ils lui auraient demandé un rapport sur Carrefour da développement, ils auraient exigé qu'il mette sur papier plusieurs des secrets du ministère de a coopération ou des affaires dont il avait eu connaissance. Il aurait ainsi rédigé pour ses « amis » un rapport sur l'Association pour la promotion communale internationale, alors présidée par M. Alain Poher, qui avait conna de graves difficultés finan-

GEORGES MARION.

L'anarchie de la bande FM

TDF ne veut plus jouer le rôle de gendarme

Curieuse phase que celle traversée anjourd'hui par l'élédiffusion de France (TDF). Entreprise commer-ciale mais entreprise d'Etat, exposée au jeu de la concurrence, mais soumise aux contraintes du public. Ses urages, son passé, son image... Les freins et obstacles à sa mutation se révèlent pesants et placent tempo-rairement le société dans une situation ambigue. Ambigue quant à sa vocation et aux attentes réelles de ses clients : ambigué également quant à son organisation et à la dévolution de certaines de ses compétences à la CNCL.

Chargée de la diffusion des émis-sions du service public et du secteur privé (en situation de monopole dans le premier cas, de concurrence dans le second), TDF se voit désor-mais déchargée de la gestion du plan de fréquence et du contrôle des ondes. Une activité attachée à son histoire et à la tradition en France du monopole des ondes, mais qui lui valu récemment de nomb critiques. Comment, disait-on, pouvait-elle être à la fois arbitre du en et prestataire de service, représentante de l'ordre et partenuire

commercial? Le conflit Radio-Bocal-Europe 1 témoigne de la perversion de la situation. Brouillée en FM par la radio locale, Europe 1 reproche à TDF chargée de sa diffusion, de ne pas prendre les moyens d'honorer son contrat : moyens techniques -une puissance supérieure de diffusion; - moyens judiciaires - un recours contre Bocal, la pirate per-turbatrice. TDF a'a rien fait, bioquée en matière de puissance pressée d'abandonner toute pisinte contre les pirates. « Gênée sur tous les plans, explique M. Bertrand Denis-Laroque, directeur des affaires commerciales; freinée dans son souci de servir au mieux ses clients, consciente qu'une inflation des puissances ne peut qu'être muisi-ble et cause de perturbations diverses et soucieuse de me plus servir de « police » des ondes. » Mécontente, Europe 1 s'est donc décidée à

qui, si elle se confirmait, se solderait pour TDF par un manque à gagner important et entacherait sa crédibilité technique et commerciale. C'est pourquoi l'établissement public a décidé de résgir : exigeant de Radio-Bocal, cause de ses malbeurs, l'équi-valent des revents normalement attendus d'Europe I et réparation d'aa préjndice moral. Tardif? « Sans doute, admet M. Denis-Laroque, mais à la plainte du gendarme nous avons préféré celle du pièton lésé dans l'accident.

Le désordre inout de la bande FM complique, il est vrai, le rôle de TDF. Et au ministère, qui reproche a TDF une attitude trop peu commerciale, M. Denis-Laroque repond par une interrogation: « La FM. aujourd'hui ne connaît aucune règle du jeu. Alors que devons-nous faire? S'aligner sur les autres dif-fuseurs, se lancer dans la bagarre de la puissance – où nous pouvous être les meilleurs – et se battre pour nos clients, quitte à contrer parfois l'autorité de tutelle? »

Tont dépendra, en fait, de la rapi-dité de la CNCL à se saisir du dossier et faire montre d'autorité. « Unepriarité absolue », déclare M. Michel Pelchat, rapporteur de budget de la communication, en évoquant le contexte actuel de « quasiimpunité pour ceux qui violent la loi » et redouiant que « le malheureux exemple de la radio donne une idée de ce que pourrait être une bataille des ondes en télévision en l'absence d'autorité régulatrice effi-

. .

5 × 2 ×

-c - · · · ·

to the Time

20 85 3 459

وم و به المحتوا

20 20 10

Same of the

· # / ---

Later 7

T.D. 12 4

27 / 1922

TT - 525

American State of the State of

the same of

the way we

÷

W. 1

18. 18. 1

38 . T. 1 . No.

V. Taran

100

3 - 1 - pe

Sales III

A. 18 E. T.

1 8 M. T.

4

A. 40 May 22

gg 1 3 % *

Sans donte la CNCL bénéficierat-elle de moyens de contrôle nos-venux, la sous-direction des fréquences da TDF deveat êtra intégrée à son administration. Mais certains, à TDF, s'inquiètent déjà de constater que les vingt-sept per-sonnes de ce service continueront à émarger, en 1987, an budget de TDF. « Une position encore ambi-gué, dit-on. TDF reste-t-elle le bras séculier de la maissance nublique ou devient-elle enfin entrepreneur com-

L'inflation en France:

le bon résultat d'octobre

France, si elle a été faible le mois

culs provisoires de l'INSEE par

rapport à septembre), n'en a pas

mains été nettement plus fort, au en RFA. Outre-Rhin, les prix

ont en effet baissé de 0,3 % en

octobre. Ainsi malgré un résultet

qui est en un en (2,1 ou 2,2 %)

pour la France et pour un mois d'octobre le meilleur depuis 1956, l'écart d'inflation a recom-

mencé à se creuser avec la RFA

Il est probable que cet écart -

dont dépend en partie la tenue

du franc - continuera à se creu-

depuis septembre.

r (+ 0.2 %

La hausse des prix de détail en

ANNECK COJEAN.

Angola : deux soldets sudafricains tués au cours d'un raid. L'armée sud-africaine a pénétré, ce jeudi 13 novembre, en territoire angolais pour attaquer une bese de la branche armée de la SWAPO (orgacours des combets, a indiqué le général Meiring, chef des forces armées namibiennes (sous comman dement sud-africain), trents-neuf maquisards de la SWAPO et deux soldate sud-africains ont . été . tués. Les affrontements se sont produits dans la province angolaise de Cunene, au centre du pays, et à la frontière avec la Namibie (AFP).

agir comme toutes les grandes radios parisiemes et à émettre par

ses propres moyens. Une rupture

Le numéro du « Monde » daté 15 novembre 1986 a été tiré à 492 931 exemplaires

Enfin ouvert au public!

1000 Tissus dégriffés chez **Artirec-Murs**

Agréé Fnac et Guides Paris-Pas-Cher. etc ...

CHIC! CHOIX! PAS CHER!

• MOQUETTE MURALE antifen, 11,59 F le m² • Tieses sur
papier anti-fen, 8,50 F le m² • De plus, en ce moment, Artirec
solde d'énormes surplus à prix
d'usine: fins de séries et/ou légers
défauts.

ARTIREC MURS (Artisansdéfauts.

ARTIREC MURS (Artisansdefauts.

B-10, Imp. St Sébastien, 11e, Mº

Imperier des proprier et son der 12.70 m

Oui, "c'est la fête des yeux et

des prix" pour babiller la maison 1

Pour son inauguration, la Première Grande Surface du Mural
fait des prix "pas possible".

Artirec n'est pas un faux soldeur : son statut de créateur, éditure, par le 87, bd R. Lenoir
2 fois lère ganche. Parking
assuré dans la cour. Remise 5 %;
apporter ce journal. Fournisseurs
des Administrations.

ARTIREC MURS (ArtisansRécupérateurs), 1000 m² d'expo ;
200.000 m² revétements muraux,
8-10, Imp. St Sébastien, 11e, Mº

ure, par le 87, bd R. Lenoir
2 fois lère ganche. Parking
assuré dans la cour. Remise 5 %;
apporter ce journal. Fournisseurs
des Administrations.

ARTIREC MURS (ArtisansRécupérateurs), 1000 m² d'expo ;
200.000 m² revétements muraux,
8-10, Imp. St Sébastien, 11e, Mº

ure, par le 87, bd R. Lenoir
2 fois lère ganche.

4 bd R. Lenoir
4 das Administrations.

ARTIREC MURS (ArtisansRécupérateurs), 1000 m² d'expo ;
200.000 m²

Preuve : le Guide Paris-Pas-Cher lui 2 décerné le Pied, la cement !

Artirec vant cent fois le depla-

ser pendant quelques mois du fait notamment de la libération totale des prix. Mais il pourrait se stabiliser, voice se réduire à la fin de l'hiver ou au printemps prochain al les coûts salariaux unitaires continuent d'évoluer en France moins vite qu'en RFA : + 2 % probablament catte année, contre + 3 % outre-Rhin. L'atout que donne à la France sa politique salariale explique que plusieurs personnalités politiques ou du monde des affaires aient

attiré l'attention ces derniers jours sur les risques d'un déra-page salarial, logique dans une

periode su cours de laquelle les

entreprises vont annoncer des résultats d'exploitation en nette amélioration. C'est ainsi que MM. Balladur Barre, Gattaz, se sont exprimés sur le sujet. L'ancien premier ministre a notamment déclaré que c la politique salariale gio-bale des entreprises n'avait pas été à la mesure des périls » encourus par l'économie fran-

L'objectif de 2,3 % que s'est fore le gouvernement entre jen-vier et décembre 1986 peut donc être respecté.

Le Monde Infos-Speciacles sur Minitel 36-15 + ISLM

